

12 août (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/08/12/436780-fausses-accusations-de-viol-chercheurs-vs-police>

Fausses accusations de viol : chercheurs vs police

Alain Borgrave

La coexistence d'un discours officiel avec une réalité sur le terrain lui étant diamétralement opposée, n'est-ce pas au fond la conséquence classique du politiquement correct ?

Dans le domaine du viol, on entend souvent dire que les fausses accusations déposées à la police seraient rares ou très rare ; il y aurait un consensus scientifique autour du chiffre de 6 % des plaintes (ou de 2 % à 10 %). C'est une question d'une actualité brûlante. En effet, nous vivons une époque où, après #Metoo, les femmes sont incitées à porter plainte tous azimuts, ce qui représenterait une salutaire « libération de la parole » des victimes.

Libération de la parole ?

Étrange euphémisme qui semble plutôt dénoter le développement d'une culture de la dénonciation.¹ Si les fausses accusations ne représentent pas 6 % des plaintes mais une proportion bien plus élevée de celles-ci, ce que l'on décrit comme une libération bénéfique pourrait être en réalité être une psychose collective, alimentée de toutes parts, causant beaucoup plus de mal que de bien. En effet, les mis en cause à tort subissent un très grave préjudice.

Il est intéressant de noter que dans les années 1990, le chiffre présenté comme consensus scientifique était non pas de 2 à 10 % des plaintes, mais simplement de 2 %. Des dizaines d'articles scientifiques sur ce sujet citaient ce chiffre de 2 %, associé à l'idée que les fausses accusations de viol étaient donc très rares, ce qui était déjà devenu un lieu commun dans la communauté académique à cette époque. Et cela jusqu'à la parution d'un article de Edward Greer en 2000 dans la *Loyola Law Review*, article qui a fracassé ce « consensus » en montrant qu'il ne reposait en réalité sur aucun élément factuel.

D'abord Greer rappelait que selon certains auteurs « *les féministes alarment le grand public en gonflant les statistiques* » et que :

« Les estimations du nombre d'agressions sexuelles calculées par les chercheurs féministes incarnent moins un effort basé sur une démarche scientifique qu'elles ne sont une tentative de persuader le grand public de l'importance d'un problème méconnu. Elles sont générées non par des falsifications pures et simples, mais à travers un processus de distorsion plus subtil ».

Ensuite, il a essayé de trouver d'où venaient ces 2 %, en remontant la piste des citations incluses dans ces nombreux articles. Il a découvert un système extrêmement touffu de références en cascade, menant toutes au final, après de multiples incarnations, à une source orale unique n'ayant aucune valeur scientifique. Le chiffre de 2 %, présenté par la communauté académique comme étant le fruit d'un consensus scientifique, était donc totalement invalide. L'apparence de consensus provenait du nombre énorme de citations, ce qui créait, disait Greer avec ironie, un consensus de second ordre.

« [La source initiale] a été transformée par la répétition d'un article féministe à un autre jusqu'à ce que son origine problématique ait été oubliée. Ces répétitions multiples ont mené le dernier auteur dans la chaîne, Deborah L. Rhode, présidente de l'Association Américaine des Écoles de Droit, à appeler un consensus académique, ce qui n'était en réalité qu'un discours unique, non publié, cité il y a un quart de siècle par Susan Brownmiller. »

Quand les universitaires trouvent des chiffres différents de la police

Exit donc le chiffre de 2 %. Depuis lors, de nombreuses études ont été réalisées sur le sujet.

L'une d'entre elles ([Lisak et al., 2010](#)) est [très fréquemment citée](#) et conclut que 6 % des plaintes (ou de 2 % à 10 %) seraient de fausses accusations. On ne peut nier que cette étude soit basée sur une méthodologie solide, et que cette fois-ci, les chiffres illustrant la rareté des fausses accusations proviennent d'une étude scientifique bien réelle.

Cependant deux objections de taille peuvent être soulevées contre ceux-ci.

Premièrement, cette étude a utilisé une définition minimaliste des fausses accusations, excluant les accusations infondées, et basée sur des preuves après une enquête approfondie de la police. Il ne peut donc s'agir que d'une borne inférieure au problème car dans ce domaine, de nombreux cas sont incertains. Fonder l'estimation sur les cas certains reviendrait, en inversant les choses, à estimer le nombre de viols en se basant sur le nombre de violeurs condamnés par la justice. Certains viols sont difficiles à prouver, de même que certaines fausses accusations.

Ensuite, ces chiffres, souvent présentés comme un nouveau consensus, sont en contradiction complète avec les estimations provenant de la police.

Voici quelques exemples :

– Dans les dossiers de viol, pas question de prendre pour argent comptant le témoignage de la victime, aussi fort soit-il. Car à Lens, deux fois sur trois, il s'agit de fausses accusations. Des mythomanes, des femmes trompées, ou des amoureux éconduits qui veulent régler leurs comptes après une rupture. ([France, 2017.](#))

– Les chiffres de dénonciations calomnieuses sont très importants, notamment en matière d'agressions sexuelles et de viols qui sont en réalité de pure invention. C'est en général pour ne pas se faire disputer [...] Dans sept ou huit cas sur dix, c'est du pipeau. ([France, 2014.](#))

– [Au sujets des « miols » ou, dans le jargon de la police, les « viols mouais ».] Les miols, on en a beaucoup. Vingt-cinq pour un vrai dossier de viol. [...] Des questions très pointues sont posées pour savoir s'il y a effectivement eu viol ou s'il s'agit simplement d'une personne, qui, après coup, regrette un acte pour lequel elle a donné son consentement. [...] Il y a un ras le bol de la police et un désarroi face à tout cela. Ils sont noyés sous les dossiers bancals. ([France, 2016](#))

– Dire que les fausses accusations de violences sexuelles sont rares n'est pas compatible avec mon expérience au bureau du directeur des poursuites judiciaires : il ne s'agit pas nécessairement de déclarations mensongères, mais cela peut être des personnes incapables de se souvenir des faits, ou qui pour une raison ou une autre s'en sont fait une idée incorrecte. ([Australie, 2021](#))

Les exemples ci-dessus sont tirés de la presse, ou dans un cas, du témoignage d'une juriste. Mais si l'on cherche bien, on peut trouver dans la recherche elle-même des échos de ce scepticisme de la police sur la qualité des plaintes, souvent exprimés du bout des lèvres par les chercheurs :

– [L'idée que les femmes](#) mentent sur le viol est un mythe très ancien, qui n'est basé que sur très peu ou pas d'éléments probants. La recherche a démontré l'existence, parmi les officiers de police, d'une croyance à un niveau élevé de fausses accusations, malgré une absence de preuve suggérant que le viol en fasse l'objet d'un plus haut niveau que pour d'autres crimes.

– [Les officiers de police](#) qui ont participé à la recherche [aux États-Unis] pensaient qu'approximativement trois plaintes pour viol sur cinq étaient fausses ou infondées. [...] De même [dans une autre étude en Écosse], de nombreux détectives estimaient que les fausses plaintes étaient très fréquentes, l'un d'entre eux disant qu'il pensait que seulement 1 sur 20 étaient de 'vrais viols'. [...] [Selon une autre source] 'Les enquêteurs semblent prêts à accorder du crédit à la proposition selon laquelle entre 50 et 70 % des allégations de viols seraient fausses.'

– Dans une étude britannique récente [...], alors que les chercheurs estimaient que [3 % des plaintes](#) d'un échantillon étaient de 'possibles ou probables fausses accusations', les officiers de police maintenaient qu'elles représentaient 'une bonne moitié', 'beaucoup', et même 'la plupart' des dossiers.

– Les officiers de police [en Grande-Bretagne] semblent penser que les fausses accusations de viol sont omniprésentes. [Aux Pays-Bas](#), les officiers de police semblent partager cette opinion.

Une opposition politique ?

On peut donc observer une contradiction étonnante entre la position de la recherche, qui est implicitement la position institutionnelle sur ce sujet, et celle des professionnels travaillant sur le terrain. Opposition d'autant plus surprenante que les chercheurs, ne pouvant se substituer à la police pour recevoir les plaintes et réaliser les enquêtes, en sont réduits à analyser et commenter les résultats de ces derniers. Comment alors est-il possible qu'ils parviennent à des conclusions si différentes, sur la base des mêmes données ?

La réponse apportée par les chercheurs à cette énigme est en général que les enquêteurs se laisseraient influencer par des stéréotypes misogynes et autres mythes sur la crédibilité des femmes. Argument étonnant quand on sait que dans ce domaine, les enquêteurs sont bien souvent des femmes. Les conclusions habituelles de la recherche étant qu'il faudrait entraîner et éduquer les officiers de police de telle façon à leur apprendre à *croire en la parole des femmes*, ce qui permettrait une augmentation du nombre de poursuites et de condamnations.

L'observateur raisonnable ne manquera pas de frémir devant une telle approche qui pourrait menacer l'impartialité de la justice et servir de justification à une politique répressive. Elle a d'ailleurs déjà été appliquée lors d'une campagne récente en Grande-Bretagne visant à mieux poursuivre le viol. Celle-ci s'est terminée de façon désastreuse en 2017 par un scandale lié au procès d'un innocent (Liam Allen), dont j'ai parlé dans un [précédent article](#). Rappelons que la directrice des poursuites judiciaires a dû quitter ses fonctions après avoir présenté ses excuses, et que depuis cette période, le nombre de poursuites pour viol a chuté de 60 %.

Une interprétation alternative serait au contraire d'accorder davantage de crédit aux fonctionnaires assermentés situés en première ligne et responsables de la liberté ou de l'incarcération des accusés, qu'aux chercheurs faisant des statistiques dans leurs tours d'ivoire. Celles-ci, en l'occurrence les universités, se révèlent être dans le monde occidental (et surtout anglo-saxon) les chasses gardées d'un mouvement progressiste d'extrême gauche, connu pour créer un climat intimidant envers les chercheurs [n'épousant pas ses credos](#), dont fait justement partie la rareté supposée des fausses accusations de viol. L'article de Greer en 2000 a d'ailleurs déjà pris les chercheurs en flagrant délit de mauvaise conduite sur le sujet.

La coexistence d'un discours officiel avec une réalité sur le terrain lui étant diamétralement opposée, n'est-ce pas au fond la conséquence classique du *politiquement correct* ? Qui de nos jours oserait publiquement dénoncer le problème des fausses accusations, alors même que dans un climat où l'on encourage de toute part les dénonciations, elles sont probablement en augmentation rapide ? (Sans compter que je n'ai jusqu'ici abordé que les plaintes faites à la police. Si l'on tenait compte des

dénonciations orales ou sur les médias sociaux, le décompte en serait probablement plus important encore.) La non-reconnaissance de l'ampleur de ce problème contribue à son expansion : l'action politique ne peut en effet pas être entreprise à l'encontre d'un problème qui, officiellement, n'existe pas.

1. Illustration de cette celle-ci : au 22/06/2022, en France, trois membres du gouvernement avaient fait l'objet de plaintes pour viol (dont une femme) : G. Darmanin, D. Abad et Ch. Zacharopoulou (voir [*L'Obs* 22/06/2022, Une enquête ouverte après deux plaintes pour viol contre la secrétaire d'Etat Chrysoula Zacharopoulou](#)). N'oublions pas non plus le cas d'Éric Zemmour, candidat à l'élection présidentielle, accusé d'agressions sexuelles par huit femmes un mois avant le premier tour.

12 août (Le Point)

https://www.lepoint.fr/monde/maroc-la-fete-de-la-biere-prend-l-eau-12-08-2022-2486129_24.php

Maroc : la fête de la bière prend l'eau

Un événement promotionnel de la chambre de commerce allemande est contesté au nom de la vertu et de la religion. Une querelle picrocholine.



Une fête de la bière aura-t-elle lieu au Maroc ? © Michael Bunel / Le Pictorium / MAXPPP / Le Pictorium/Maxppp

Par Benoît Delmas

Publié le 12/08/2022 à 07h00

Ramdani et pétition en ligne : voici le résultat de l'annonce d'une éventuelle « fête de la bière » à Bouskoura au Maroc en octobre prochain. Bouskoura n'est pas habituée à cette notoriété soudaine, elle n'est ni Marrakech ni Tanger. Située à quelques dizaines de kilomètres de Casablanca, la ville a reçu menaces et noms d'oiseaux pour un événement dont elle n'est pas l'organisatrice. Des cris d'orfraie frottés de conservatisme se sont élevés lorsque la chambre allemande de commerce a annoncé un événement promotionnel, comme ses homologues le font dans de nombreux pays.

L'idée ? Organiser à Bouskoura une mini-réplique des festivités bavaroises, cette fameuse fête de la bière à Munich (et ailleurs) qui draine des millions de touristes dans ce land allemand. Un chapiteau planté dans une forêt devait être installé afin de recevoir plusieurs centaines d'invités. L'Oktoberfest, la « fête d'octobre », devait se dérouler sur invitation. Une fête aux allures d'arguments promotionnels pour vendre l'entreprise et la destination Allemagne aux Marocains. Il s'agissait de renforcer les liens entre entreprises et clients, partenaires du jour et du futur. Loin d'une libation sans contrôle, la mise en vitrine des atouts nationaux, boissons et gastronomies alémaniques, art de vivre, commerce... La France le fait avec le fruit de ses vignes.

20 000 signatures contre la fête recueillies

Cette réplique miniature de la fête de la bière bavaroise (qui réunit quelques millions d'adorateurs du houblon à Munich la deuxième quinzaine de septembre) avait déjà été envisagée il y a quelques années. Puis annulée. Cette fois-ci, malgré une discrétion évidente – une annonce sur la page Facebook de ladite chambre de commerce, quelques liens sur les réseaux, rien de plus –, les vigiles de la vertu et d'une lecture inadéquate du Coran ont lancé une pétition en ligne exigeant l'annulation du raout. Plus de vingt mille signatures ont été recueillies. Si les médias algériens se délectent à dépeindre l'ennemi marocain (les relations diplomatiques sont rompues, les frontières

sont fermées) en souldards blasphémateurs, tout cela relève du théâtre et de la tartufferie. On a joué sur les termes pour ternir la manifestation : l'Oktoberfest s'est muée en « fête de la bière », le marketing de la marque Allemagne en une orgie alcoolisée. Facile après d'étiqueter « haram » – contraire à l'islam – l'initiative de la chambre de commerce. L'alcool n'est pas interdit, l'ivresse oui.

Dans une région où la consommation de bières est très importante, cette flambée vertueuse prête à sourire. Pour l'heure, rien n'a été décidé. Un reformatage de l'événement est à l'étude.

12 août (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/rodeos-sauvages-attaques-contre-pompiers-et-policiers-comment-endiguer-l-insecurite-estivale-20220812>

Rodéos sauvages, attaques contre pompiers et policiers... Comment endiguer l'insécurité estivale?

Par [Nadjet Cherigui](#)

Publié il y a 1 heure



Les rodéos sauvages sont un calvaire pour les habitants des quartiers. *Sébastien SORIANO/Le Figaro*

DÉCRYPTAGE - Depuis deux mois, les faits divers violents se multiplient: rodéos sauvages, attaques contre pompiers et policiers, rixes... Comment endiguer le phénomène? Deux experts répondent.

Malgré la trêve estivale, le mois d'août n'aura laissé aucun répit au ministre de l'Intérieur. [Gérald Darmanin ne chôme guère](#) en raison de l'actualité: commissariat de Vitry-sur-Seine visé par des tirs de mortiers d'artifice et des cocktails Molotov, policiers lynchés à Lyon suite à une tentative d'interpellation d'une personne suspectée de vol, règlements de comptes, rodéos sauvages mettant en danger la vie d'enfants, etc. Alors qu'il doit aussi gérer la chaotique tentative d'expulsion de l'imam Iquioussen, il multiplie les déplacements. D'abord aux côtés de ces policiers blessés à Lyon, dans le quartier de la Guillotière, puis à Marseille, où il a salué le déploiement de nouveaux effectifs et annoncé une intensification des contrôles des auteurs de rodéos sauvages.

Ces faits divers, qui égrènent l'actualité de l'été, interrogent sur la situation dans le pays. L'insécurité ne serait-elle qu'un sentiment diffus ou une réalité qui ne cesse de s'installer dans la société? Najwa El Haïté est avocate, vice-présidente du mouvement Territoires de progrès (proche de la majorité présidentielle). Éluë locale en Essonne, elle connaît bien la réalité du terrain de ces quartiers difficiles et insiste pour que l'on puisse nommer les maux sans complexe.

« Ces problèmes sont liés à des facteurs sociaux. C'est vrai, mais pas seulement. Ils sont aussi le fruit de facteurs psychologiques et culturels. »

Najwa El Haïté, élue locale en Essonne

En juillet dernier, un jeune homme de 17 ans est décédé. Il a été tabassé, pris en étau dans une rixe opposant des cités rivales. Il s'appelait Lucas. Il avait 17 ans. C'est vrai que les phénomènes de bandes ont toujours existé, insiste Najwa El Haïté. Ce qui change, c'est la violence de plus en plus extrême et gratuite, mais aussi l'âge des auteurs toujours plus jeunes. Selon elle, pour cerner le sujet et y apporter les réponses adéquates, les politiques doivent le considérer dans sa globalité. Ces problèmes sont liés à des facteurs sociaux. C'est vrai, mais pas seulement. Ils sont aussi le fruit de facteurs psychologiques et culturels. On doit le dire sans

craindre d'être considéré comme facho. Ces auteurs d'actes de violence agissent avec un comportement clanique, toujours en nombre et jamais de façon individuelle. Le code du groupe l'emporte sur les lois de la République. Ils évoluent dans une société parallèle dans laquelle la police est considérée comme une bande rivale venant empiéter sur leur territoire.»

Fléaux à combattre

Face à l'ampleur de ces phénomènes de violence et d'insécurité, Najwa El Haïté pointe, malgré une hausse de 8 % du budget sur deux ans, le manque de moyens de la justice qui ne parvient pas, de son point de vue, à répondre de façon appropriée pour endiguer cette délinquance. *«Avec trois procureurs pour 100.000 habitants et dans une société de plus en plus violente, les juges sont dépassés. Il faut pourtant une réponse ferme et immédiate pour limiter les risques de récidive. Pour des primo-délinquants, une peine de prison avec sursis nourrit le sentiment d'impunité: c'est pour cela qu'il faut envisager des courtes peines, mais cela nécessite plus de création de places de prison.»*

Matthieu Valet est commissaire et porte-parole du syndicat policier SICP. Pour ce flic affecté à la BAC de nuit, qui a majoritairement travaillé dans les quartiers sensibles, il y a urgence à agir. *«La situation est explosive. Je me refuse à parler de faits divers. Nous sommes face à des faits de violence qui sont le résultat de nombreuses années de laxisme, et nous le payons aujourd'hui. Dans les quartiers, on a fait confiance aux grands frères plutôt qu'aux professeurs, et au communautarisme plutôt qu'à la communauté nationale. Aujourd'hui, nous avons des quartiers perdus de la République que les policiers essaient de reconquérir. Ils sont tenus par une économie parallèle avec des individus qui font des matchs retour par vengeance contre les policiers lorsque des opérations sont menées.»* Le syndicaliste considère l'impunité pénale des mineurs, les multirécidives et les atteintes aux personnes comme les principaux fléaux à combattre. *«Une réponse ferme de la justice est nécessaire. Elle doit être rapide, concernant les mineurs. Nous demandons aussi des peines plancher pour les multirécidivistes et minimales dès qu'il s'agit de violences physiques. Pour cela, il faut un vrai choc et des actions s'inscrivant dans le temps, car il nous faudra vingt ans au minimum pour inverser la vapeur. Quant aux places de prison nécessaires pour de telles mesures, on les trouve en expulsant les délinquants étrangers qui représentent 23 % de la population carcérale. Cela dégagerait ainsi 15.000 places. Il faudrait aussi en créer 40.000 de plus... Cela demande forcément du courage politique.»*

12 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wissen/leben-gene/strenge-erziehung-studien-belegen-nachteile-fuer-kinder-17731443.html?premium>

KONTROVERSE UM ERZIEHUNGSSTILE:

Wie streng sollten Eltern sein?

VON STELLA MARIE HOMBACH

-AKTUALISIERT AM 11.08.2022-08:15



Ausgesperrt zu werden ist für Kleinkinder eine Qual. Ist es dennoch eine gute Erziehungsmethode? Bild: dpa

Ein strikter Erziehungsstil ist bei jungen Vätern und Müttern beliebt, obwohl Studien die Nachteile für das Kind belegen. Dahinter steckt oft Angst – und die eigene Geschichte.

In Talkshows und Podiumsdiskussionen war der Kinder- und Jugendpsychiater Michael Winterhoff lange ein gern gesehener Gast: Er saß bei [Anne Will](#), plauderte mit Markus Lanz und erteilte bei Sandra Maischberger Ratschläge, wie Eltern ihren Nachwuchs erziehen sollten. Seine These lautete etwa so: Eltern seien heutzutage nicht mehr in der Lage, ihren Kindern Grenzen zu setzen – dadurch wachsen diese zu manipulativen Narzissten heran. „Warum unsere Kinder Tyrannen werden“ oder „Deutschland verdummt“ lauteten die Titel seiner populärwissenschaftlichen Sachbücher, von denen mehr als 1,4 Millionen Exemplare verkauft wurden.

Nun laufen Strafanzeigen gegen den Psychiater aus Bonn. Im Mai 2022 durchsuchte die Polizei im Auftrag der Bonner Staatsanwaltschaft gemäß von Medienberichten seine Praxisräume und Kinder- und Jugendhilfeeinrichtungen, mit denen Winterhoff gearbeitet hatte. Bereits im Sommer 2021 wurden schwere Vorwürfe erhoben: Ihm wird vorgeworfen, Minderjährigen teils ohne Zustimmung der Erziehungsberechtigten über Jahre ruhigstellende Medikamente verschrieben zu haben. Oft diagnostizierte er Kindern eine sogenannte „Entwicklungsretardierung mit Fixierung im frühkindlichen Narzissmus und in der ödipalen Phase“ oder auch eine „Eltern-Kind-Symbiose“. Im ICD, dem internationalen Klassifikationssystem, anhand dessen Ärztinnen und Ärzte Krankheiten verschlüsseln und abrechnen, kommen beide Diagnosen nicht vor.

In der Fachwelt wurden Winterhoffs Ansichten zu vermeintlich narzisstischen Kindern seit Jahren kritisiert. „Ich habe ehrlich gesagt nie verstanden, warum Winterhoff und seine Bücher so viel Zuspruch bekamen“, sagt der Psychiater und renommierte Bindungsforscher Karl Heinz Brisch. Dass Winterhoff Kinder als „Tyrannen“ beschreibt, müsste Eltern eigentlich eine Warnung sein, findet die Pädagogin Susanne Mierau, die in Berlin seit 13 Jahren mit Familien arbeitet. „Wie kam der nur mit solchen Behauptungen durch?“, fragt sich auch der Kinderarzt Herbert Renz-Polster, der mehrere Erziehungsbücher geschrieben hat und zur kindlichen Entwicklung forscht.

Kann ein Neugeborenes der „größte Egoist auf der Welt“ sein?

Winterhoff stand mit seinen Ansichten nicht allein da. Im Jahr 2006 erschien etwa Bernhard Buebs Bestseller „Lob der Disziplin“, der Pädagoge leitete einst das Internat Schloss Salem. Elterliches Handeln verglich er „in der Konsequenz“ mit der „Dressur eines Hundes“. Gelegentliche Schläge waren für ihn kein Tabu. Und im Dokumentarfilm „Elternschule“ über eine Kinder- und Jugendklinik in Gelsenkirchen wurden Säuglinge als „größte Egoisten auf der Welt“ bezeichnet und kundgetan, dass bereits wenige Monate alte Babys ihre Eltern manipulierten. Erziehung wird hier zum Machtkampf, in dem sich Eltern von Anfang an gegen ihren Nachwuchs behaupten müssen. Eine Einstellung, die vielen Menschen zusagte: Die Dokumentation lief sogar im Kino und wurde 2018 für den Deutschen Filmpreis nominiert.

Die Erziehungswissenschaft beschreibt einen solchen Stil als autoritär oder direktiv. „Das Problem dieser Erziehungsmethode ist, dass sie sich allein am Verhalten der Kinder orientiert“, erklärt Renz-Polster. Dass Winterhoff sedierende Medikamente verordnete, statt zu ergründen, woher das Problem oder der Wutausbruch eines Kindes komme, passe zu dieser Haltung. „Ein Kind wird dadurch vielleicht folgsam, aber eine solche Abkürzung bringt seine Entwicklung nicht voran“, sagt Renz-Polster. Dazu müsse ein Kind im Rahmen funktionierender Beziehungen lernen, seine Gefühle zu kontrollieren und seine Persönlichkeit aufzubauen. Fehlen diese, falle es ihm schwer, ein stabiles Selbstwertgefühl zu entwickeln, für sich selbst einzustehen und sich von anderen abzugrenzen.

Wunsch nach klaren Regeln

Eine Übersichtsarbeit der [OECD](#) aus dem Jahr 2020 über geeignete Erziehungsstile, für die 29 Übersichtsarbeiten und 81 Studien ausgewertet wurden, belegt: Kinder, deren Eltern auf strenge Regeln und Gehorsam setzten, ohne die Bedürfnisse ihres Nachwuchses zu berücksichtigen, zeigten vermehrt „negative Folgen wie internalisierende und externalisierende Verhaltensweisen“. In der Schule und im Umgang mit anderen Kindern schnitten sie schlechter ab.

Dennoch halten viele Erwachsene körperliche Konsequenzen für ein adäquates Erziehungsmittel, wie eine Umfrage von [UNICEF](#) und dem Universitätsklinikum Ulm aus dem Jahr 2020 zeigt. Der Aussage, dass ein Klaps auf den Hintern noch keinem Kind geschadet habe, stimmte die Hälfte der 2500 Befragten zu. Eine Ohrfeige fand jeder Sechste in Ordnung. Auch Psychotherapeut Brisch wird in seinen Ratgeberkursen für junge Eltern immer wieder gefragt, wann endlich das „Frustrationstraining“ beginne – also Kinder schreien zu lassen, um sie abzuhärten. Das solle sie auf Situationen vorbereiten, in denen sie nicht alles bekommen, was sie wollen. „Hinter dieser Frage steckt allerdings nicht unbedingt der Wunsch nach klaren Regeln und Disziplin, sondern oft auch Angst“, meint Brisch. Die Eltern seien verunsichert und fürchteten, bei der Erziehung ihres Kindes etwas falsch zu machen – und ihr Kind zu verwöhnen.

Weniger Helikopter-Eltern als gedacht

Tatsächlich kann Überfürsorglichkeit, wie sie etwa den sogenannten Helikopter-Eltern zugeschrieben wird, den Kleinen schaden. Kinder, die überbehütet aufwachsen und denen die Eltern alles abnehmen, könnten ihre Gefühle schwer kontrollieren und hätten Probleme, sich auf sich selbst zu verlassen, wie eine Studie der Universität Zürich aus dem Jahr 2018 zeigte. Andere Untersuchungen berichten zudem, dass überbehütete Kinder häufiger zum Narzissmus neigen und öfter zu Alkohol greifen. Eine repräsentative Untersuchung des Instituts für Generationenforschung kam kürzlich sogar zu dem Schluss, dass Überbehütung ähnlich Folgen haben kann wie Vernachlässigung. „Übermäßiger Schutz untergräbt das natürliche Bedürfnis von Kindern, aus Erfahrungen zu lernen, und verhindert, dass sie autonom werden“, sagt Brisch. Eine zu starke Behütung könnte Kindern Angst machen und die Entwicklung ihrer Eigenständigkeit beeinträchtigen. Noch im Grundschulalter ständig an die Hand genommen zu werden und keine Straße allein überqueren zu dürfen vermittelte Kindern schließlich: In der Welt lauert vorwiegend Gefahr.

Allerdings sind Helikopter-Eltern wohl seltener als gedacht. In einer Untersuchung der Universität Bielefeld aus dem Jahr 2014 wurden mehr als 2100 Studierende zum Erziehungsverhalten ihrer Eltern

befragt: Hinweise auf Überbehütung in der Kindheit fand man lediglich bei 2,4 Prozent der Teilnehmer.

Grenzen als „Frustrationsmomente“

Müsste Brisch sich zwischen dieser und Vernachlässigung entscheiden, würde er stets die Überbehütung wählen. „Hier hat das Kind eine Chance, dass seine Eltern ihm zumindest teilweise eine sichere emotionale Basis vermitteln.“ Das gelingt nicht immer – Narzissten etwa fehlt diese innere Sicherheit. Nach außen treten narzisstische Menschen zwar selbstbewusst auf, innen sind sie jedoch unsicher und verletzlich. Diese Verletzlichkeit wehren sie ab, in dem sie sich als die Größten darstellen, erklärt Brisch. Letztlich ginge es um einen guten Mix. „Auf der einen Seite geben Eltern Kindern die sichere emotionale Basis und gewähren ihnen die Freiheit, von hier aus die Welt zu erkunden, und sie bieten ihnen für die Rückkehr einen sicheren Hafen; auf der anderen Seite setzen Eltern, wenn nötig, liebevoll Grenzen, um ihr Kind vor Gefahren zu schützen, die es selbst noch nicht überblicken kann.“ Ein Baby darf loskrabbeln, wenn ihm danach ist, sofern keine Gefahr besteht. Schreit ein Kind in voller Verzweiflung, wird es in den Arm genommen. Doch in bestimmten Situationen werden Grenzen gesetzt. „Das sind dann Frustrationsmomente, die sich nicht vermeiden lassen und durch die ein Kind lernt, Gefahren selbst besser zu erkennen, und sich entwickelt.“

Kinder, die so aufwachsen, werden gewöhnlich ein stabiles Bild von sich selbst und ihren Fähigkeiten haben, bestätigt Pädagogin Mierau. „Sie erfahren sich als selbstwirksam und fühlen sich generell sicher.“ In der Übersichtsarbeit der OECD schnitten Kinder, deren Eltern auf ihre Bedürfnisse eingingen, aber auch beizeiten begrenzten, ebenfalls am besten ab. Sie zeigten ein höheres Selbstwertgefühl, waren besser in der Schule, hatten weniger mit Mobbing zu tun und griffen seltener zu Tabak, Alkohol und anderen Drogen. „Das Problem ist, dass diese Erziehung eine ständige Gratwanderung und damit anstrengend ist“, sagt Mierau. Wann gebe ich meinem Kind nach? Wann lass ich es auf Abenteuersuche gehen? Wann setze ich Grenzen? Wann halt ich mich zurück? „Für diese individuelle Begleitung gibt es keine To-do-Liste oder Methode“, sagt die Wissenschaftlerin. Bindungsorientierte Erziehung sei eine Haltung – und diese werde jeden Tag auf die Probe gestellt.

Eine strenge Erziehung liefert einfachere Antworten

Der autoritäre Stil bietet hingegen vergleichsweise einfache Antworten. Beim Einschlafen kann man das Kind beispielsweise auch mal schreien lassen. Statt sich mit dem Wutanfall des Fünfjährigen auseinanderzusetzen, schickt man ihn auf sein Zimmer. Dass Eltern auf solche Methoden zurückgreifen, kann Mierau, die selbst drei Kinder hat, nachvollziehen: Gerade wenn man einen anstrengenden Tag hatte, vielleicht noch alleinerziehend ist oder das Geld kaum noch für die Miete reicht. Sind Mutter oder Vater selbst gestresst, fehlten oft die Ressourcen, um auf die Kinder einzugehen. „Erziehung“, so Mierau, „findet ja nicht in einem luftleeren Raum statt, sondern hat immer Rahmenbedingungen.“ Und die seien für manche Familien günstiger als für andere.

Einen anderen Grund, warum Pädagogen wie Winterhoff und Bueb mit ihren Ansichten so erfolgreich sind, sieht Pädagogin Mierau in der Geschichte. Zwar sprach sich bereits der französische Aufklärer Jean-Jacques Rousseau im 18. Jahrhundert für das Recht auf eine „glückliche Kindheit“ und gegen Zucht und Gewalt aus. Schläge galten jedoch noch lange als normales Erziehungsinstrument. Für Zärtlichkeit und individuelle Bedürfnisse war wenig Raum – im Nationalsozialismus waren diese regelrecht untersagt, denn es galt, Kinder nicht zu verzärteln. In dem Ratgeber „Die deutsche Mutter und ihr erstes Kind“, das bis Kriegsende 690.000 Mal verkauft wurde, empfahl die Lungenfachärztin Johanna Haarer, dass Kinder nach der Geburt 24 Stunden allein bleiben sollten. Fürs Stillen riet sie zu festen Zeiten, dazwischen sollte es keinen Kontakt zwischen Mutter und Kind geben, besonders nicht, wenn das Kleine schrie.

Auch Haarer bezeichnete Kinder als Tyrannen. In leicht veränderter Form und unter anderem Titel verkaufte sich das Buch bis in die Neunzigerjahre millionenfach, bis 1987 verschenkten einige Standesämter es gar zur Eheschließung. Die autoritäre Erziehung hat in Deutschland also eine lange

Tradition. Und dass Erziehungsstile teilweise über Generationen weitergegeben werden, ist aus zahlreichen Studien bekannt. „Was wir kennen, gibt uns Sicherheit“, erklärt Mierau. Das ermögliche manchen Eltern, sich nicht mit eigenen schmerzhaften Erfahrungen auseinanderzusetzen und das idealisierte Bild der eigenen Eltern aufrechtzuerhalten.

Je gestresster die Eltern, desto rigider die Beziehungen

Für den Kinderarzt und Autor Herbert Renz-Polster spiegelt der Fall Winterhoff einen Streit wider, der Eltern, aber auch die Fachwelt seit Jahrhunderten in zwei Lager teilt. Hinter dem einen stehe ein Menschenbild, das den „Eigensinn“ des Kindes als Bedrohung wahrnimmt, das andere sieht ihn als Entwicklungsressource. „Diese Polarisierung lässt sich tatsächlich bereits in der Bibel finden“, sagt Renz-Polster. Schon hier gebe es einmal das in Sünde geborene Kind, das entsprechend zu kontrollieren und zurechtzubiegen sei – „wer sein Kind liebt, schlägt es mit der Rute“. Auf der anderen Seite dann das Kind, das Vertrauen verdient: „Lasst die Kinder zu mir kommen; hindert sie nicht daran!“, spricht Jesus im Markusevangelium, „Denn Menschen wie ihnen gehört das Reich Gottes.“ Über die Jahrhunderte bestimmte mal die eine, mal die andere Haltung den Diskurs.

Ob der direktive oder der bedürfnisorientierte Stil überwiegt, hängt gemäß Renz-Polster unter anderem davon ab, wie viele Ressourcen Eltern zur Verfügung haben. Je gestresster Eltern – oder die Gesellschaft – sind, desto rigider die darin gelebten Beziehungen, bei Jung und Alt. Ein niedriger sozioökonomischer Status, ein geringeres Einkommen und wenig Bildung stehen in Verbindung mit einer autoritären Erziehung sowie kälteren und stärker kontrollierenden Mutter-Kind-Interaktionen, stellt auch der OECD-Bericht fest.

Darüber hinaus spielt es eine Rolle, wie Eltern selbst die Welt um sie herum erfahren. „Empfinde ich meine Umgebung als gebenden Ort, begegne ich ihr mit Vertrauen und Zuversicht. Erscheint sie mir hingegen als feindlich, braucht es Kontrolle“, meint Renz-Polster. Der öffentliche Streit um die „richtige“ Erziehung entflamme daher immer wieder dann aufs Neue, wenn Gesellschaften ihren Blick auf die Welt neu justierten. Die aktuelle Debatte wäre demnach ein Ausdruck des Suchens, wie wir uns in der Welt verorten wollen und den Menschen um uns herum begegnen.

Renz-Polster ist jedoch optimistisch: „Nie zuvor haben Eltern sich so viel mit Erziehung auseinandergesetzt wie heute und waren Informationen so gut zugänglich.“ Eltern sollten sich nicht zu viele Sorgen machen: „Das Wichtigste ist, dass wir unsere Kinder lieben“, sagt der Pädagoge: „Vielleicht sind Kinder, deren Eltern sie streng, aber mit leuchtenden Augen erziehen, besser dran als Kinder, die responsiv erzogen werden, aber von Eltern, denen nicht wohl in ihrer Haut ist.“ Das bedeute nicht, dass Eltern Kindern alles Mögliche zumuten könnten – Kinder hätten kindliche, kleine Belastungsgrenzen. „Aber Kinder können großzügig sein, solange ihre Eltern beflügelt sind und dazulernen.“

12 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/medien/schauspielerin-enas-tablet-will-gegen-economist-klagen-18237228.html>

KLAGE GEGEN „ECONOMIST“:

Schauspielerin Enas Tablet will nicht als Model für Übergewicht taugen

VON LARA KIRSCHBAUM

-AKTUALISIERT AM 11.08.2022-22:43



Enas Taleb auf der Bühne des „Babylon International Festival“, das jährlich im Irak stattfindet. Bild: Picture Alliance

Die irakische Schauspielerin und Talkshow-Moderatorin Enas Tablet will wegen einer „Verleumdungsangelegenheit“ gegen die britische Wochenzeitung „Economist“ klagen. Die Verwendung eines Bildes von ihr gefällt ihr nicht.

Die irakische Schauspielerin und Talkmasterin Enas Taleb will die britische Wochenzeitung „The Economist“ verklagen. Grund ist ein Ende Juli veröffentlichter Artikel mit der Überschrift „Warum Frauen in der arabischen Welt dicker sind als Männer“, der mit einem Bild von Taleb beim jährlichen „Babylon International Festival“ versehen wurde.

Das Bild sei ohne ihr Einverständnis verwendet worden und verletze ihre Privatsphäre. Hauptargumentation des Artikels sei, dass Frauen in der arabischen Welt durch Armut und gesellschaftliche Beschränkungen zu Hause gehalten werden und es ihnen dadurch erschwert wird, sich ausreichend zu bewegen – außerdem würden einige Männer „kurvige“ Frauen als attraktiver empfinden. In sozialen Medien wurde der Artikel ausführlich debattiert, die Qualifizierung „rassistisch“ und „sexistisch“ ließ nicht lange auf sich warten.

Enas Taleb bezeichnete den Artikel als „eine Beleidigung für die arabische Frau im Allgemeinen und irakische Frauen im Besonderen.“ Sie frage sich, warum der „Economist“ sich „für dicke Frauen in der arabischen Welt und nicht in Europa oder Nordamerika“ interessiere. Am Mittwoch postete Taleb für ihre neun Millionen Follower auf Instagram ein Video ihrer Anwältin Samantha Kane, die in ihrem Namen eine Entschuldigung wegen der „Verleumdungsangelegenheit“ fordert. Von finanziellem Schadenersatz sprach die Anwältin nicht, die Schauspielerin selbst in Interviews allerdings schon: Sie verlange Entschädigung für den emotionalen und sozialen Schaden, der ihr entstanden sei.

12 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/welche-energiestrategien-europa-fahren-koennte-18237796.html?premium>

STANDPUNKT:

Wo ist die Energiestrategie gegenüber Russland?

VON CLEMENS FUEST, AXEL OCKENFELS, ACHIM WAMBACH UND GEORG ZACHMANN

-AKTUALISIERT AM 12.08.2022-06:01

Es ist, als spielte Europa Schach mit bereits festgelegten Zügen, unfähig, auf Russlands Vorgehen zu reagieren. Dabei gibt es die Möglichkeit, das Heft des Handelns zu übernehmen. Ein Gastbeitrag.

Russland setzt seine Energielieferungen konsequent und mit großem strategischem Kalkül ein, um Europa zu schwächen und zu spalten. Ein solches Kalkül findet sich nicht in Europas Antwort auf diesen ökonomischen Krieg. Die Strategie der EU besteht darin, baldmöglichst ein Komplettembargo gegen Öl, Strom, Gas und Kohle aus Russland durchzusetzen. Es ist, als spielte Europa Schach mit bereits festgelegten Zügen, unfähig, auf Russlands Vorgehen zu reagieren. Zugleich erleichtert dieses Verhalten Putin, den Preis für Gas und Öl in ungeahnte Höhen zu treiben, dadurch sehr hohe Einnahmen mit Energieverkäufen nach Europa zu erzielen und damit gleichzeitig die EU-Staaten zu spalten.

Auf der anderen Seite warten die Europäer nervös darauf, wann und wie Putin als Nächstes agieren wird, wie das Kaninchen vor der Schlange. So gelingt es Russland, über gezielt gegen einzelne Akteure eingesetzte Gaslieferunterbrechungen einen hohen Druck aufzubauen, der das politische Handeln und die Wirtschaft Europas massiv beeinflusst und den europäischen Zusammenhalt untergräbt.

Mögliche Strategien

Europa könnte seine ökonomischen und sicherheitspolitischen Interessen deutlich besser durchsetzen, wenn es die Modalitäten des Energieimports als außenpolitisches Instrument strategisch nutzen würde. Eine europäische Strategie könnte beispielsweise sein, von Russland zu fordern, dass es mindestens die Hälfte der vor dem Krieg vereinbarten Gasvolumen zum Marktpreis in die Energiebörsen verkaufen muss. Wenn es weniger liefert, bekommt es nicht (wie derzeit) mehr Geld, sondern muss im Gegenteil empfindliche Einnahmeeinbußen hinnehmen. Die Lieferung der geforderten Menge würde die politischen und wirtschaftlichen Risiken in Europa reduzieren und die Marktpreise auf ein akzeptables Niveau sinken lassen. Der Hebel zur Durchsetzung der Forderung wären dabei sowohl die kurzfristigen Einnahmeeinbußen als auch die Drohung mit einem langfristigen Abbruch aller leitungsgebundenen Energiehandelsbeziehungen zwischen der EU und Russland.

Putin könnte das genannte Gasimportangebot der Europäer ablehnen und alle Energielieferungen nach Europa sofort einstellen. Dann müsste er allerdings nicht nur kurzfristig auf Einnahmen verzichten, sondern würde mit Europa seinen lukrativsten Energiemarkt auch langfristig verlieren und sich in eine sehr unvorteilhafte wirtschaftliche Abhängigkeit insbesondere von China begeben. Die damit verbundenen hohen ökonomischen Kosten und politischen Risiken hat Putin bisher vermieden. Sollte er auf der anderen Seite vorhaben, die Energielieferungen zum Winter hin zu stoppen, würde eine aktive europäische Energiestrategie die Situation nicht verschlechtern.

Aktive Strategien erfordern freilich, dass die aktuelle Politik, die letztlich ohne Bedingungen alle Energieimporte aus Russland einstellen will, aufgegeben werden müsste. Stattdessen wird das bisher anvisierte Komplettembargo als glaubwürdiges Drohpotential eingesetzt, um ein besseres Ergebnis durchzusetzen als das Resultat der bisherigen Politik: die Rekordeinnahmen Putins aus europäischen

Energieverkäufen und die Umleitungen heutiger und zukünftiger russischer Rohstoffe nach China, Indien und anderen Regionen, und das alles auf Kosten Europas.

Der angestrebte Einfuhrstopp russischer Energie ist die auf den ersten Blick verständliche Gegenreaktion zur folgenschweren Energieabhängigkeit von Russland. Aber mit einem unbedingten Einfuhrstopp wird das Kind mit dem Bade ausgeschüttet. Das Ziel der Unabhängigkeit und Nichterpressbarkeit von Russland ist auch bei langfristigem Bezug russischer Energie erreichbar – nämlich dann, wenn der Energiehandel mit Russland Leitplanken unterliegt, die Energiesicherheit garantieren, und wenn gleichzeitig LNG-Kapazitäten und anderer Versorgungskanäle genügend ausgebaut werden. Unabhängigkeit und Nichterpressbarkeit erfordern Bezugsalternativen, nicht Autonomie durch Handelsstopp. Die Option, die Sanktionen teilweise wieder zurückzufahren, kann sich in zukünftigen Verhandlungen mit Russland als hilfreich oder gar notwendig erweisen.

Notwendigkeit gemeinsamen Handelns

Zuweilen wird gesagt, dass es angesichts des russischen Angriffskrieges moralisch verwerflich sei, mit der aktuellen russischen Regierung jemals wieder Handel zu treiben. Doch die moralische Bewertung sollte nicht vergessen, dass die Politik des schnellstmöglichen und dann dauerhaften Komplettembargos das wichtigste Ziel im Kontext des Krieges verfehlt, die aktuellen Energieeinnahmen Putins zu reduzieren. Die sofortige Einstellung der Energieimporte ist eine mögliche Alternative, die zumindest die europäischen Zahlungen an Russland effektiv reduzieren würde. Eine strategische Handelspolitik, die auch künftig die Möglichkeit von Energieimporten in reduzierter Menge offenhält, hat jedoch Vorteile. Sie führt zu sinkenden Einnahmen Russlands und beinhaltet zumindest die Chance, dass Europa auch mittelfristig russisches Gas importieren kann und dadurch ein gewisses Druckpotential gegenüber Russland behält.

Man kann angesichts der großen Unsicherheiten unterschiedlicher Meinung sein, was die richtige Energiestrategie ist. Das Problem ist aber nicht, dass es unterschiedliche Meinungen gibt. Das Problem ist, dass die EU-Mitgliedstaaten zwar gemeinsam mehrere Sanktionspakete gegenüber Russland beschlossen haben, sich aber gerade im Energiesektor eher unkoordiniert auf nationale und sektorspezifische Abwägungen fokussieren. Dadurch wird die strategische Handlungsfähigkeit der EU eingeschränkt. Europas Abwarten und das Fehlen einer erkennbaren Strategie bei der Beschaffung und Einsparung von Gas ist ein Spiegelbild der mangelnden europäischen Handlungsfähigkeit. Putins Strategie ist eine Reaktion der daraus resultierenden Verwundbarkeiten. Europa sollte das Heft des Handelns wieder in die eigene Hand nehmen. Das setzt voraus, dass die Europäer bereit sind, im Energiesektor nationale Interessen hintanzustellen und gemeinsam zu handeln.

Clemens Fuest ist Präsident des Ifo-Instituts in München.

Axel Ockenfels ist Direktor des Kölner Laboratoriums für Wirtschaftsforschung.

Achim Wambach ist Präsident des ZEW-Instituts in Mannheim.

Georg Zachmann ist Energiefachmann des Bruegel-Instituts.

11 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/die-gegenwart/ukraine-krieg-deutschlands-verlorene-wette-gegen-die-geschichte-18195821.html?premium>

DER UKRAINEKRIEG UND WIR:

Deutschlands verlorene Wette gegen die Geschichte

VON MARTIN SCHULZE WESSEL

-AKTUALISIERT AM 11.08.2022-15:48



Straßenszene aus der Stadt Borodjanka: Der ukrainische Dichter Tara Schwetschenko blickt im Juni 2022 auf von russischer Artillerie zerstörte Wohnhäuser. Bild: dpa

Wie wir über den Angriffskrieg gegen die Ukraine sprechen, entscheidet nicht nur über Inklusion oder Exklusion Russlands. Die Debatte wirft auch ein grelles Licht auf das Defizit an historischer und kulturwissenschaftlicher Informiertheit in Deutschland. Ein Gastbeitrag.

Nach dem 11. September 2001 veröffentlichte der damalige Außenminister Joschka Fischer (Grüne) ein Buch mit dem Titel „Die Rückkehr der Geschichte“. Mit größerem Recht könnte man heute, nach dem 24. Februar, von einer Rückkehr der Geschichte sprechen. Gebiets- und Machtansprüche werden von Wladimir Putin historisch begründet, wie es in Europa lange unvorstellbar schien. Für Deutschland hat dieser Umbruch eine besondere Bedeutung: Mit dem russischen Angriff auf die [Ukraine](#) hat Deutschland gewissermaßen eine Wette verloren, die nur begründbar war, wenn man Geschichte ausblendete.

Die politische Ratio der deutsch-russischen Beziehungen bestand jahrzehntelang darin, sich sehenden Auges und ohne Not von [Russland](#) abhängig zu machen. Dahinter stand die Erwartung, dass daraus eine gegenseitige Abhängigkeit entstünde: Devisen gegen Gas. Würde Russland die enormen Vorteile der Wirtschaftsverflechtung für ein militärisches Abenteuer preisgeben? Würde es jemals die immensen Investitionen in Gasleitungen einfach abschreiben? Den politischen Entscheidungsträgern in Berlin erschien dies so unwahrscheinlich, dass sie die Wette erhöhten und die Verteidigungsfähigkeit Deutschlands über viele Jahre hinweg schwächten.

Die hochriskante und am Ende gescheiterte Politik basierte auf der Annahme, es mit einem Akteur zu tun zu haben, der den Regeln von „rational choice“ folgte. Nicht erkannt wurde, dass Putin sich an historischen Vorstellungen russischer und sowjetischer Dominanz orientierte, die wiederherzustellen größte politische und wirtschaftliche Opfer rechtfertigte. Der russische Schriftsteller Wiktor Jerofejew hat von einer „zweiten Wirklichkeit“ gesprochen, in der Putin lebt, eine Wirklichkeit, die sich mit den herkömmlichen Vorstellungen rationalen Verhaltens nicht erfassen lässt, weil sie in der historischen Tiefe verortet ist. Diese „zweite Wirklichkeit“ ging in das Kalkül der deutschen Wette nicht ein, denn sie passte nicht zu den ökonomisch geprägten Vorstellungen Berlins.

Der 24. Februar wirft ein grelles Licht auf das Defizit an historischer und kulturwissenschaftlicher Informiertheit der deutschen Politik. In der Geschichtswissenschaft, im historisch informierten Journalismus und Think Tanks wie der Liberalen Moderne wurden die Risiken der deutschen

Russlandabhängigkeit durchaus erkannt. Die „Rückkehr der Geschichte“ könnte nun die Stunde der Historiker und Historikerinnen sein. Tatsächlich waren insbesondere die Osteuropa-Spezialisten in den ersten Wochen nach dem Beginn der Invasion medial sehr präsent. Doch obwohl die historische und kulturelle Bedeutungsschicht der russischen Politik nun auf der Hand liegt, gelten sie nicht als Experten wie etwa die Virologen in der Pandemie.



Professor Dr. Martin Schulze Wessel lehrt Geschichte Ost- und Südosteuropas an der Ludwig-Maximilians-Universität München. :Bild: privat

Ist Putin ein Wiedergänger Hitlers?

Der Krieg treibt die öffentliche Debatte voran, die nach historischer Einordnung sucht, etwa des Charakters des russischen Regimes und des Kriegs. In welchem Verhältnis steht Russland zur zivilisierten Welt? Die Konzepte, mit denen über Russlands Krieg gesprochen wird, entscheiden über Inklusion oder Exklusion Russlands. Sie betreffen aber auch das eigene, auf Deutschland bezogene Geschichtsverständnis.

Ist Russland faschistisch? Und [Putin](#) ein Wiedergänger von Hitler? Solche Einordnungen stellen die Vorstellungen von der Singularität der Verbrechen NS-Deutschlands und damit die Zeitgeschichtsschreibung in Deutschland in Frage. Den Hitler-Putin-Vergleich zog zuerst der Historiker Heinrich August Winkler in der „Zeit“, ihm folgten viele Publizisten. Seit Längerem wird in der Fachdiskussion und in der Öffentlichkeit auch der Faschismusbegriff auf Russland bezogen. Das Problem liegt dabei im Doppelcharakter dieses Begriffs: Faschismus ist eine eingeführte wissenschaftliche Kategorie und zugleich ein Schlagwort, mit dem Abscheu demonstriert werden soll. Für den Freiburger Zeithistoriker Ulrich Herbert hat Russland mit dem Faschismus nicht mehr gemeinsam als andere zeitgenössische Diktaturen. In der „taz“ formulierte er eine Position, die als repräsentativ für die deutsche Zeitgeschichte gelten kann. Putins Russland habe „mit Faschismus nichts zu tun“.

Wenn man die politische Kultur Russlands genauer analysiert, was nur mit entsprechenden Sprachkenntnissen möglich ist, erscheint diese Feststellung nicht zwingend. Die französische Historikerin und Politikwissenschaftlerin Marlène Laruelle, eine der besten Kennerinnen der ideologischen Landschaft Russlands, hat ihr im Jahr 2021 ein ganzes Buch der Frage gewidmet: „Is Russia fascist?“ Schon ein Jahr vor der Invasion erkannte sie in der militärischen Subkultur und im Mythos einer „Nation in Waffen“ ein Merkmal, das Russland mit den faschistischen Regimen und Bewegungen des 20. Jahrhunderts verbindet.

Darüber hinaus sind weitere Merkmale zu nennen, etwa Putins enge Verbindung mit der russischen orthodoxen [Kirche](#), die seinen Krieg rechtfertigt und ideelle Grundlage seiner Herrschaft liefert, was Russland in die Nähe von klerikal-faschistischen Regimen rückt. Kennzeichnend für diese Allianz von Kreml und Altar ist die Dämonisierung von LGBT-Bewegungen, wobei der äußere Feind, der verkommene Westen oder „Gaj-ropa“, mit den inneren Feinden, den Schwulen, Lesben und Transsexuellen innerhalb Russlands, assoziiert werden.

Der Westen als Ort des Sittenverfalls und der Dekadenz

Seit den 2000er-Jahren stellen die russischen Staatsmedien den Westen allgemein als Ort der Dekadenz und des Sittenverfalls einem scheinbar unverfälschten Russland gegenüber, zugleich werden **LGTB**-Personen im eigenen Land stigmatisiert. Strukturell ist die Homophobie mit ihrer Konstruktion eines inneren und äußeren Feinds den Diskursmustern des Antisemitismus ähnlich, der allerdings in der offiziellen russischen Propaganda keine Rolle spielt. Es fehlen auch andere Kriterien des Faschismus wie die permanente Mobilisierung der Massen und die Fähigkeit, ein utopisches Ideal der Erneuerung zu propagieren.

Die Debatte über den Charakter des russischen Regimes zeigt jedenfalls, dass das Phänomen des Faschismus in die Gegenwart gerückt ist. Ernst Nolte hatte 1963 in seinem Werk über den „Faschismus in seiner Epoche“ eine vergleichende Analyse der Bewegungen Hitlers, Mussolinis und der Action française vorgelegt. Sie gab schon im Titel zu erkennen, dass der Faschismus ein Phänomen einer eigenen Epoche, das heißt einer vergangenen, abgeschlossenen Zeit, sei. Dies erscheint heute nicht mehr sicher.

Eine weitere Verunsicherung der Geschichtswissenschaft ist mit dem Begriff des Vernichtungskriegs verbunden. Nachdem die rasche Einnahme der ukrainischen Hauptstadt Kiew gescheitert war, hat die russische Kriegsführung einen extrem grausamen Charakter angenommen. Butscha ist dafür zum Symbol geworden. Die Zerstörung ganzer Städte und Dörfer durch russische Artillerie prägt seitdem das Kriegsgeschehen. Trotzdem weist Herbert den Begriff des Vernichtungskriegs zurück und will den Begriff dem Krieg von Nazideutschland in der **Sowjetunion** vorbehalten. „Das Ziel war es, alle jüdischen Teile der Bevölkerung und größere Teile der slawischen Bevölkerung zu ermorden und das Land zu zerstören. Das ist in unfassbar hohem Maße gelungen, Millionen Menschen sind getötet worden. Das meint der Begriff Vernichtungskrieg.“

Wendet man den Begriff des Vernichtungskriegs auf die russische Invasion in die Ukraine an, stellt man jedoch keineswegs die Einzigartigkeit des Holocausts in Frage, auch nicht die größere Dimension der Zerstörung von Städten und Dörfern in Osteuropa durch die deutsche Wehrmacht. Doch wie soll man einen Krieg bezeichnen, der zivile Objekte, darunter auch Krankenhäuser und Kindergärten, nicht als Kollateralschäden auslöscht, sondern gezielt angreift? Die Stadt Mariupol existiert heute nicht mehr. Russlands Krieg ist über die „normale“ militärische Gewaltdynamik hinaus auf Vernichtung angelegt, er ist ein Vernichtungskrieg. Es gibt im Deutschen dafür kein besseres Wort.

Das doppeldeutige Wort Genozid

Damit verwandt ist die Frage, ob es sich bei der russischen Kriegsführung um einen Genozid handelt. Wie der Faschismusbegriff ist auch der Begriff des Völkermords oder des Genozids als wissenschaftliches Konzept und als politisches Schlagwort doppeldeutig. Wie beim Begriff des Vernichtungskriegs schwingt der Vergleich zum Zweiten Weltkrieg unweigerlich mit. Der Genozidbegriff wurde 1948 gerade mit der Absicht in das Völkerrecht eingeführt, um Verbrechen, die mit dem Holocaust nicht gleich sind, aber bestimmte Merkmale mit ihm teilen, verfolgen zu können. Ulrich Herbert wendet sich auch gegen die Anwendung des Genozidbegriffs auf die russische Kriegsführung.

Denn Genozid, so Herbert, bedeute „die physische Vernichtung einer nationalen oder kulturellen Entität“. Das ist nicht zutreffend. Die Völkerrechtskonvention der UN definiert Völkermord vielmehr als Handlungen, begangen in der Absicht, eine nationale, ethnische, rassische oder religiöse Gruppe als solche ganz oder teilweise zu zerstören. Zu den Handlungen zählt nicht nur die Tötung von Angehörigen der Gruppe. Unter diese Kategorie fallen auch das Zufügen von schweren körperlichen oder seelischen Schäden bei Angehörigen der Gruppe und die zwangsweise Überführung von Kindern in eine andere Gruppe.

Russlands Kriegsführung gegen die Ukraine zeichnet sich durch die Merkmale eines intendierten Völkermords aus, wie eine rechtswissenschaftliche Studie des Wallenberg Centre for Human Rights aufzeigt: Russland begeht gezielte Kriegsverbrechen gegen ukrainische Zivilisten, zerstört lebenserhaltende Infrastrukturen wie Krankenhäuser und Energie- und Wasserversorgung, negiert und dämonisiert die Ukraine als Nation und hat eine Million Ukrainerinnen und Ukrainer, darunter etwa 200.000 Kinder, aus den besetzten Gebieten nach Russland deportiert.

Wie ein Drehbuch zum Völkermord liest sich ein Text, der wenige Tage nach der Aufdeckung der russischen Verbrechen in [Butsch](#) auf der Seite der staatlichen russischen Nachrichtenagentur RIA Nowosti erschienen ist. Der Text bezeichnet den „Großteil der ukrainischen Bevölkerungsmasse“ als Komplizen des Nazismus und fordert eine umfassende „Entnazifizierung“ durch „Umerziehung, die durch ideologische Repressionen des nazistischen Gedankenguts und durch strenge Zensur nicht nur in der politischen Sphäre, sondern notwendigerweise auch in Kultur und Erziehung erreicht wird“. Der Kreml will den Ukrainern ein ähnliches Schicksal bereiten wie China den Uiguren.



Was vom Angriff übrig bleibt: Ein Garten nahe Kiew im Juli :Bild: AFP

Faschismus, Vernichtungskrieg, Genozid – die Vokabeln, mit denen wir das Geschehen in der Ukraine beschreiben, rühren an das eigene historische Selbstverständnis Deutschlands. Wer sie in Bezug auf Russland verwendet, tut dies indes nicht in der Absicht, die deutschen Verbrechen im 20. Jahrhundert zu relativieren. Ist es nicht vielmehr so, dass aus der Tatsache, dass Russland in der Ukraine einen Vernichtungskrieg führt und genozidale Absichten dabei kaum zu verkennen sind, vor dem Hintergrund des Besatzungsterrors NS-Deutschlands eine besondere deutsche Verantwortung für die Ukraine entsteht?

Solche Fragen betreffen die Expertise der Osteuropäischen Geschichte, aber sie reichen darüber hinaus. Das Fach ist aber auch deshalb nur eingeschränkt debattenfähig, weil es selbst viel aufzuarbeiten hat. Die Sonderbeziehungen zwischen Russland und Deutschland hatten neben ihrer politischen Seite auch einen wissenschaftlichen Aspekt. Dies gilt bereits für die gemeinsame Erforschung Sibiriens durch russische und deutsche Wissenschaftler im 18. Jahrhundert und reicht bis in die intensive Kooperation, die deutsche Wissenschaftsorganisationen bis vor Kurzem mit russischen Partnern unterhielten.

Im Krieg schweigen die Musen

Es gibt bislang kein Werk, das das Ende der exceptionellen Beziehungen zwischen Berlin und Moskau angemessen in den Blick nimmt. Stefan Kreuzberger etwa erkennt in seiner jüngst erschienenen Geschichte der deutsch-russischen Beziehungen im 20. Jahrhundert zwar die Fehler der Berliner

Politik, das Gesamtkonzept des Buchs folgt jedoch der bewährten Formel der „Höhen und Tiefen“ im deutsch-russischen Verhältnis. Dass sich die deutschen und russischen Interessen im 20. Jahrhundert immer wieder auf Kosten Ostmitteleuropas und speziell Polens traf, fällt nicht ins Gewicht.

Unter den deutschen Russlandforschern ist auch keine Trauer über das katastrophale Ende der besonderen Beziehung zwischen Berlin und Moskau vernehmbar. Einen elegischen Ton wählte jedoch die deutsche Sektion der Deutsch-Russischen Geschichtskommission, als sie kurz nach Kriegsausbruch erklärte, dass die Gewaltausübung des 20. Jahrhunderts kein Mittel der Politik des 21. Jahrhunderts sein dürfe, dabei aber Russland als Angreifer nicht nannte. Die Resolution endet mit der lateinischen Sentenz: „Inter arma silent musae“ (Im Krieg schweigen die Musen). Mit dieser Formel hatte der Kunsthistoriker Wilhelm von Bode im Ersten Weltkrieg die Schwierigkeiten des deutschen Kulturbetriebes bezeichnet. Zu den Musen zählt neben der Musik und der Dichtung auch die Geschichtsschreibung. Sollte sie heute angesichts der russischen Invasion tatsächlich schweigen?

Wie andere Institutionen auch war die Geschichtskommission selbst Teil des deutsch-russischen Bilateralismus, der mit der russischen Invasion in die Ukraine diskreditiert worden ist. Ein weiteres Beispiel dafür ist ein Editionsprojekt des Deutschen Historischen Instituts (DHI) Moskau, das aus sogenannten Beuteakten, die von der Sowjetunion unmittelbar nach dem Zweiten Weltkrieg nach Moskau transferiert worden waren, unter anderem die zweibändige wissenschaftliche Edition des Diensttagebuchs Heinrich Himmlers erstellt hatte. Für die Forschung war dies ein großer Gewinn, der auch in der Öffentlichkeit beachtet wurde. Doch der politische Preis, den das DHI für den Aktenzugang zahlte, war hoch: Für die Forschungs- und Digitalisierungsprojekte holte es sich Sergej Naryschkin ins Boot, der bei Projektbeginn Vorsitzender der Staatsduma war und seit 2016 Chef des Auslandsgeheimdienstes ist. Zugleich hat er das Amt des Präsidenten der Russischen Historischen Gesellschaft inne und ist in dieser Funktion seit vielen Jahren maßgeblich an der Umgestaltung der offiziellen Geschichtskultur Russlands beteiligt.

Erfolgreiches Projekt, bittere Pointe

Dass Naryschkin zu Putins engstem Kreis gehörte, war der Kooperation zwischen dem DHI und dem russischen Militärarchiv nicht abträglich. Am Ende stand ein sehr erfolgreiches Projekt, aber auch eine bittere Pointe: Um ein Forschungsvorhaben zu verwirklichen, das den deutschen Vernichtungskrieg auch gegen die Ukraine dokumentierte, schloss man einen Pakt mit einem engen Vertrauten jenes Mannes, der den Krieg gegen die Ukraine verantwortete.

Die „Rückkehr der Geschichte“ bedarf einer tiefgreifenden Reflexion über das, was Historiographie leisten soll. Dies muss bei den Grundlagen des Fachs ansetzen. Die Katastrophe des Krieges macht deutlich, dass Geschichtswissenschaft als historische Kulturwissenschaft tief verwurzelte Denkmuster und Mythologien analysieren muss.



Ohne einen entsprechenden Begriffsapparat sind die historisch-kulturellen Grundlagen des Kriegs, wie zum Beispiel der Kult des Militärischen und die Homophobie in Russland, nicht erkennbar. Es ist aber auch eine Erneuerung der Politikgeschichte nötig. Dabei geht es nicht nur um die Re-Integration an den Universitäten vernachlässigter Felder wie der Diplomatie- und Militärgeschichte im Sinne einer modernen Geschichte internationaler Beziehungen. Nötig ist auch ein tieferes Verständnis von Zäsuren und Entscheidungen.

Vor dem 24. Februar hatten sich auch die Geisteswissenschaften in einer Welt eingerichtet, in der die Fähigkeit, das Gelingen oder Misslingen von Politik einzuschätzen, von der Illusion von alternativloser, sich bruchlos in die Zukunft fortschreibender Gegenwart überlagert war. Timothy Snyder hat einmal festgestellt, dass die deutsche Russlandbindung mit ihrer energiepolitischen Komponente der zweitgrößte geopolitische Fehler des Westens in der jüngeren Vergangenheit sei, übertroffen nur vom amerikanischen Irakkrieg. Diese These muss man nicht teilen. Das Problem ist, dass sie in Deutschland kaum verstanden wird, da historische Urteilskraft wenig entwickelt ist und an den Universitäten kaum gefördert wird.

Die Rekolonisierung Osteuropas

Im Hinblick auf die Geschichte Osteuropas sollte die Rekolonisierung dieser Region, die von Putin angestrebt wird, durch die Dekolonisierung unserer Sichtweisen auf das östliche Europa begegnet werden. Putin selbst leistet dem unwillentlich Vorschub, indem er durch Geschichtsgesetze systematisch die Forschungs- und Publikationsmöglichkeiten in Russland eingeschränkt hat. Unweigerlich wird sich die internationale historische Forschung zur Geschichte des Zarenreichs und der Sowjetunion von Moskau und Petersburg in die Hauptstädte der nichtrussischen Nachfolgestaaten der Sowjetunion verschieben.

Die Verlagerung wird auch Effekte auf die Forschung selbst haben. Zwar wird es weiterhin auch darum gehen, die Zentralperspektive des Zarenreichs beziehungsweise der Sowjetunion zu erfassen, die sich indirekt über die Archive der regionalen Metropolen erschließen lässt. Aber je mehr Historikerinnen und Historiker sich für ihre Forschungen an die ehemaligen Peripherien des Zarenreichs begeben, desto stärker wird eine dezentrale Sichtweise das Bild prägen, das wir von jenen Epochen haben.

Eine postkoloniale Perspektive auf Russland zu werfen bedeutet, konsequent das Wissen infrage zu stellen, das mithilfe des russischen Staats konstruiert und kanonisiert worden ist. Das hat eine besondere Relevanz, wenn es um territorialisierte Ansprüche kultureller Herrschaft und um die Begründung der politischen Ordnung selbst geht. Putins Anspruch, dass die Krim russisch sei, bricht nicht nur zulasten der Ukraine mit dem Völkerrecht, sondern verhöhnt auch die indigenen Krimtataren, wovon viel zu wenig die Rede ist. Man stelle sich vor, US-Amerikaner, Kanadier, Australier und andere westliche Länder sagten, ihre Länder seien „immer von Europäern bevölkert“ worden.

Putins imperialer Restaurationsversuch gründet nicht nur auf einer diffusen Sowjetnostalgie, sondern auch auf einer Negierung der nationalen Geschichtsdeutungen in den nichtrussischen Nachfolgestaaten der Sowjetunion. Besonders konflikthaft ist dies im Verhältnis zur Ukraine, wenn es um den Holodomor geht, die große Hungersnot zu Beginn der 1930er-Jahre mit vier Millionen Toten in der Ukraine. Aus russischer Sicht handelt es sich um eine bedauerliche, aber nicht intendierte Folge der forcierten Industrialisierung unter Stalin, die nicht nur die Ukraine, sondern auch mehrere Sowjetrepubliken betraf und insofern als eine gemeinsame unionsweite Erfahrung betrachtet wird, welche die Völker der Sowjetunion nicht trennt, sondern auf tragische Weise zusammenführt.

Stalins grausamer Kulturkampf

Die Ukrainer dagegen sprechen von einem Genozid am eigenen Volk. Diese Sichtweise kann sich darauf stützen, dass Stalin während der Hungerkatastrophe eine gezielte Verschärfung der Getreide-Requirierungen anordnete, die ukrainischen Hungergebiete absperren ließ und gleichzeitig einen grausamen Kulturkampf gegen nationalbewusste ukrainische Intellektuelle führte. Nicht nur in Russland, auch in Deutschland wird die ukrainische Sichtweise meist nur als Ergebnis nationalistischer Kiewer Geschichtspolitik verstanden. Tatsächlich dient die Erinnerung an den Holodomor auch der Bewältigung eines Traumas, das die Ukrainerinnen und Ukrainer unter der totalitären und kolonialen Herrschaft Moskaus erlitten. Die postkoloniale Emanzipation der Ukraine vollzieht sich auch mit den Mitteln der nationalen Geschichtspolitik. Aus einer imperial-russischen, aber auch aus einer postnational westlichen Perspektive wird sie damit angreifbar.

Paradoxerweise gilt dies sogar für die Freiheitsgeschichte des Maidan. Der in Lemberg lehrende ukrainische Historiker Yaroslav Hrytsak betont, dass der Maidan Teil einer weltweiten Reihe von Revolutionen und Protestbewegungen der 2010er-Jahre war. Vielfach werde der Maidan aber, so Hrytsak, auch im Westen vor allem mit dem Kult um den ukrainischen Nationalhelden aus der Zwischenkriegszeit, Stepan Bandera, in Verbindung gebracht und damit aus globalen Bezügen herausgenommen und als Nationalgeschichte singularisiert. So unabdingbar die historische Kritik nationaler Mythen ist, so problematisch ist sie im gegebenen Fall, wenn der Hinweis auf nationalistische Mythen die umfassendere politische Agenda des Maidans ausblendet. Es ging 2014 um die Schaffung einer demokratischen Nation auf der Grundlage ziviler Loyalitäten. Um deren Verteidigung geht es heute.

Dem Text liegt die diesjährige Droysen-Lecture des Instituts für Geschichtswissenschaften der Humboldt-Universität zu Berlin zugrunde.

11 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/gendern-in-rundfunk-und-fernsehen-undemokratische-umerziehung-18232949.html?premium>

GENDERN VON OBEN:

Öffentlich-rechtliche Umerziehung

EIN KOMMENTAR VON [HEIKE SCHMOLL](#), BERLIN

-AKTUALISIERT AM 10.08.2022-12:31



Rundfunk und Fernsehen maßen sich eine sprachliche Erziehung an, die ihnen nicht zusteht. Sie verhalten sich dabei nicht nur zutiefst undemokratisch, es widerspricht auch dem Auftrag der öffentlich-rechtlichen Medien.

Ganz gleich welchen öffentlich-rechtlichen Radio- oder Fernsehsender man einschaltet: Sprecher, Moderatoren, Gäste oder Redakteure gendern. Im Hörfunk und Fernsehen am häufigsten mit einer Kunstpause vor dem -innen. Manchmal auch mit einem deutlich betonten I bei -innen. Der Kritik von Sprachforschern an dieser Selbstherrlichkeit haben sich inzwischen [mehr als 170 Wissenschaftler angeschlossen](#). Sie haben zu Recht darauf hingewiesen, dass der öffentlich-rechtliche Rundfunk und das Fernsehen eine sprachliche Vorbildfunktion hätten und sich deshalb an geltenden Sprachnormen orientieren sollten. Mit dem Kulturgut Sprache sollten sie deshalb regelkonform, verantwortungsbewusst und ideologiefrei umgehen. Das [Gendern](#) widerspricht klar dem Neutralitätsgebot.

Maßgeblich für die geltenden Sprachnormen ist längst nicht mehr der Duden, sondern der von der [Kultusministerkonferenz](#) (KMK) eingesetzte Rat für deutsche Rechtschreibung. Der Rat hat eng begrenzte Freiräume. Regelveränderungen oder Eingriffe im Wörterverzeichnis darf er nicht selbständig vornehmen, er beobachtet Sprachentwicklung und versucht, die Einheitlichkeit des Sprachgebrauchs im Sinne einer allgemeinverständlichen Kommunikation zu sichern.

Im März vergangenen Jahres hat der Rat ausdrücklich darauf hingewiesen, dass Gender-Sonderzeichen wie Genderstern, Doppelpunkt, Unterstrich und ähnliche Schreibweisen nicht dem amtlichen Regelwerk entsprechen. Begründet hat das Gremium seine ablehnende Haltung damit, dass diese Genderformen die Verständlichkeit, die Eindeutigkeit und die Rechtssicherheit von Begriffen und Texten beeinträchtigen. Sie schließen also bestimmte Bevölkerungsgruppen, die wenig Deutsch können oder aus anderen Gründen Schwierigkeiten mit differenzierten Texten haben, von vornherein aus.

Zutiefst undemokratisch

Das ist nicht nur zutiefst undemokratisch, sondern widerspricht auch dem Auftrag der [öffentlich-rechtlichen Medien](#). Deren Aufgabe ist laut Medienstaatsvertrag, die „Grundsätze der Objektivität und

Unparteilichkeit der Berichterstattung, der Meinungsvielfalt sowie die Ausgewogenheit ihrer Angebote zu berücksichtigen“. Doch das scheint die Sender wenig zu kümmern. Sprachliche Marotten einiger Redakteure wurden so zur allgemeingültigen Sprachnorm.

Auch wenn die Sender nicht offiziell zur Verwendung der Genderformen aufgerufen haben, so gibt es Handreichungen, wie gegendert werden kann. In den Redaktionen ist ein enormer Gruppendruck entstanden. Wer nicht gendert, wird von Kollegen angesprochen und muss sich rechtfertigen. Dabei werden die Genderformen mit Kunstpause, Doppelpunkt oder Asterisk von mehr als drei Viertel der Medienkonsumenten abgelehnt. Eine kleine Minderheit nutzt jedoch den Einfluss der durch Zwangsrundfunkgebühren jedes Bürgers finanzierten öffentlich-rechtlichen Rundfunk- und Fernsehsender, um ihre Sprachauffassung durchzusetzen.

Die Sprachgemeinschaft erziehen zu wollen ist eine Anmaßung der öffentlich-rechtlichen Sender, die von niemandem toleriert werden muss. Mit rationalen Argumenten werden sich die Sender allerdings nicht davon abbringen lassen. Hundertfach haben Sprachforscher auf die wissenschaftlich unzulässige Vermengung der Kategorien des grammatischen Genus und des biologischen Geschlechts (Sexus) hingewiesen – ohne Erfolg. Ignoriert wird auch deren Hinweis auf das generische Maskulinum. Anders als gewisse Vertreter der Genderlinguistik behaupten, ist es keine neuzeitliche Erfindung, sondern stammt aus der Spätantike und fand dann Eingang ins Althochdeutsche. Es bietet eine sinnvolle geschlechtsneutrale sprachliche Möglichkeit.

Das generische Maskulinum meiden?

Davon, dass es Frauen und andere Identitäten ausschliesse oder nur mitmeine, kann nicht die Rede sein. Wer so argumentiert, interpretiert grammatische Strukturen wissentlich oder unwissentlich fehl. Aber die soll es nach Auffassung einer Minderheit auch lieber nicht geben. Laut einer internen Anweisung für den Sprachgebrauch in Ministerien soll das generische Maskulinum möglichst gemieden werden. Warum eigentlich? Weil es angeblich nicht gendergerecht ist, was auch immer das eigentlich sein mag? Durch ihr Gendern stärken die Sender die Aversion der Mehrheit, sich minderheitskonformen Sprachideologien anzuschließen.

Vermutlich wird sich das Gendern in einigen Segmenten einbürgern – an Universitäten und Hochschulen, obwohl auch die eigentlich verpflichtet sind, die amtliche sprachliche Norm zu befolgen. Aber bisher hat die Sprachgeschichte gelehrt, dass die Sprachgemeinschaft dem Ökonomieprinzip folgt. Das bedeutet, dass die meisten Sprecher sich umständlicheren Formulierungen nicht anschließen werden, sondern die bequemste und verständlichste sprachliche Ausdrucksweise wählen. So wird es auch beim Gendern sein.

11 août (WSJ)

https://www.wsj.com/articles/electric-cars-batteries-lithium-triangle-latin-america-11660141017?mod=hp_trending_now_article_pos2

The Place With the Most Lithium Is Blowing the Electric-Car Revolution

A California-sized piece of South America is stifling production of the metal at a time when battery makers desperately need it

By [Ryan Dube](#) Follow

Aug. 10, 2022 10:41 am ET

SALAR DE ATACAMA, Chile—Hailed as the Saudi Arabia of lithium, this California-sized chunk of terrain accounts for some 55% of the world’s known deposits of the metal, a key component in electric-vehicle batteries.

As the Chinese EV giant [BYD](#) Co. recently learned, tapping into that resource can be a challenge. Earlier this year, after BYD won a government contract to mine lithium, indigenous residents took to the streets, demanding the tender be canceled over concerns about the impact on local water supplies. In June, the Chilean Supreme Court threw out the award, saying the government failed to consult with indigenous people first.

“They want to produce more and more lithium, but we’re the ones who pay the price,” said Lady Sandón, president of one of two Atacameño indigenous hamlets that filed a lawsuit against the auction. A BYD spokeswoman declined to comment.

Similar setbacks are occurring around the so-called [Lithium](#) Triangle, which overlaps parts of Chile, Bolivia and Argentina. Production has suffered at the hands of leftist governments angling for greater control over the mineral and a bigger share of profits, as well as from environmental concerns and greater activism by local Andean communities who fear being left out while outsiders get rich.

Production of lithium carbonate equivalent Source: U.S. Geological Survey

Australia Chile China Argentina 2016'20050,000 100,000 150,000 200,000 250,000 300,000 350,000 tons

At a time of [exploding demand that has sent lithium prices up](#) 750% since the start of 2021, industry analysts worry that South America could become a [major bottleneck for growth in electric vehicles](#).

“All the major car makers are completely on board with electric vehicles now,” said Brian Jaskula, a lithium expert at the U.S. Geological Survey. “But [the lithium may just not be enough](#).”

In Bolivia, the government nationalized its lithium industry years ago and has yet to produce meaningful amounts of the metal. Mexico, a smaller player, also recently nationalized lithium. In Argentina, output is only starting to take off.

Here in Chile, where lithium is already tightly controlled, [President Gabriel Boric's new leftist government](#) plans to create a state lithium company after criticizing past privatizations of raw commodities as a mistake. [A new constitution](#), if approved in a September referendum, would strengthen environmental rules and indigenous rights over mining.

"This is a strategic resource for the energy transition," said Chile Mines Minister Marcela Hernando. Ms. Hernando recently told Chile's congress that while the government didn't have the know-how to mine lithium on its own, it would insist on majority control of any joint venture with private firms.



Evaporation ponds at an Albemarle Corp. lithium mine in Chile.



A brine reservoir, a step in the lithium-extraction process.

A few years ago, Chile was the world's largest lithium producer, turning out slightly more than Australia. While Chile has expanded output at its existing operations by 80% since 2016 to about 140,000 tons annually, it hasn't opened a new mine in about 30 years. It now produces about half as much as Australia, which has quadrupled its output in the past five years, according to the USGS.

Unlike oil, which is produced all over the globe, lithium is less common. South America, Australia and China are the key locations. Outside South America, it's extracted from hard-rock. In the region, lithium is found in salty, underground water that is evaporated by the sun

after being pumped into large man-made ponds. South America's lithium is less expensive to produce, but miners say the drawback is it takes far longer to build a mine—about eight years.

Chilean officials and environmentalists worry about the impact on water supplies. Willy Kracht, Chile's undersecretary of mining, said recently that up to 2,800 cubic meters of water are needed to produce one ton of lithium in Chile, versus 70 cubic meters for a ton of copper.

Environmentalists believe that mining has caused some nearby lagoons to dry up, harming the population of wild flamingos that rely on them to feed on shrimp and build nests. "The damage is irreversible," said Cristina Dorador, a biologist who was a member of a special assembly that wrote the draft for Chile's new constitution.

Lithium miners deny their operations have affected lagoons, which they monitor with local communities.

In 2017, Tim Fernback was upbeat about his lithium project in Chile, a free-market leader in the region that has usually welcomed foreign miners digging up copper and other metals. His Vancouver-based firm, [LiCo Energy Metals](#), acquired property in the Salar de Atacama, a vast salt flat surrounded by snow-capped volcanoes.

Electric vehicle salesSource: International Energy Agency

2011'15'20012345million

Mr. Fernback, who was LiCo's chief operating officer, said he met with locals to explain the firm's plans and offered to build a plant to provide clean drinking water. He thought the meetings went well. When it came time to drill through the salt-crusted surface, residents blocked roads in protest, citing environmental concerns. Believing the project was hopeless, LiCo abandoned Chile in 2019.

"It felt like back stabbing," said Mr. Fernback. "We went in there, we spent a lot of money on the property, which we had to exit. Who else is going to want to do that?"

Chile lost its global lead on lithium in part because the state has maintained tight control since the 1970s, when Gen. Augusto Pinochet's military dictatorship declared it a strategic resource because it is a component in nuclear bombs.

The two lithium miners that operate here rent their land from a state agency, which limits how much they can produce. Export also requires a special permit from the government's nuclear agency.



Albemarle officials examine the brine reservoir.

To expand its output, U.S.-based [Albemarle](#) Corp. signed a new contract in 2016 that requires it to pay royalties of up to 40%, an industry high. Hoping to add value domestically rather than just export raw material, the government required Albemarle to provide up to 25% of its lithium production at a low market price to companies processing it locally. The company also gives part of its sales to indigenous communities.

“If lithium regulation in Chile was like copper regulation, I can assure you there would be a lot more mines,” said Albemarle’s country manager in Chile, Ignacio Mehech. “We have to be able to produce the lithium that the world needs.”

The operating environment for lithium miners is set to get even more complicated given the rise of a new group of left-wing leaders in Latin America, a region whose history is marked by battles over the state’s role in the development of its natural riches.

With economies battered by the pandemic and people grappling with soaring inflation, officials in some Latin American nations say robust state control over lithium will help boost local development and pad public coffers.

It’s a gamble, however, that risks derailing lithium production if government demands make it too costly and difficult for overseas investors with the expertise and capital to build mines, say industry analysts. Public enterprises, meanwhile, risk mismanaging the resource in a region where state-run firms have long been mired in corruption and nepotism.

“Latin America specializes in killing golden geese and one of the quickest ways to do so is through resource nationalism,” said Benjamin Gedan, a Latin America expert at the Washington-based Woodrow Wilson Center who closely tracks the region’s lithium industry. “This boom could very quickly turn to bust if bad policies are brought forward.”

Mr. Gedan calls Bolivia the ultimate cautionary tale. One of the world’s poorest nations, Bolivia nationalized lithium in 2008 under ex-President Evo Morales, who promised to turn the country into a mining power that builds batteries and electric vehicles. The government created a state lithium company, Yacimientos de Litio Bolivianos, or YLB. Bolivia spent about

\$900 million on a factory and other infrastructure to extract lithium from the windswept Uyuni salt flat in Potosi, Bolivia's poorest state and where the Spanish Empire once pillaged for silver.

Years after the factory's 2013 opening, production is virtually nonexistent. In 2021, Bolivia produced just 540 tons of lithium carbonate, according to YLB, or what Chile produces in a day and a half.

Juan Carlos Zuleta, an economist who briefly ran YLB in 2020, said that because of a lack of know-how and technology, the company was able to recover only about 9% of the lithium it extracted from brines, making it commercially unviable. Chile's two big existing lithium mines have a recovery rate of about 50% or higher.

"The government has spent almost 14 years trying to develop lithium in the country and it's failed," said Mr. Zuleta. "I'm certain that we are missing a golden opportunity."

In Rio Grande, a town on the edge of the salt flat, residents expected lithium to bring jobs and modernity. But the village's roads remain unpaved. The nearest hospital is an hour and a half away. There are no police, banks or Wi-Fi. Young people, unable to find work, migrate to Chile.

Donny Ali, a Rio Grande native, built the Hotel Lithium, anticipating an influx of business people. Today, the hotel's eight rooms are empty. "This place remains forgotten," said Mr. Ali.

Like others in Potosi, Mr. Ali was suspicious of outsiders wanting to develop Bolivia's lithium, believing locals wouldn't benefit. Now, he believes foreign companies are needed.

"The nationalization policy hasn't taken us down a good path," he said. "They've used the state's resources but there's nothing to show for it."

Bolivia's Energy Ministry and YLB didn't respond to requests for comment.

The brightest spot for lithium output in South America has been Argentina, which so far has been more open to private investment, a source of much-needed foreign currency for the cash-strapped government. Officials provide companies with tax stability agreements and have eased some currency controls that suffocate other sectors, according to firms that operate there.

As a result, the country has received an influx of investors, such as Anglo-Australian miner [Rio Tinto](#) PLC, Chinese battery maker [Ganfeng Lithium](#) Co. and French multinational Eramet SA. Global auto giants are increasingly betting on Argentina too, with Toyota holding a stake in a local mine. [Ford](#) and [BMW](#) have deals to receive Argentine lithium.

Argentina could have 19 lithium mines by 2031, up from two now, said Lukasz Bednarski, a lithium analyst at IHS Markit, a London-based consulting firm. Annual production could hit 230,000 tons by the end of the decade, about a sixfold increase from now, according to the government.

“We’re seeing a boom in mining investments and that is going to continue,” said Matías Kulfas, who was production minister until June.



Chile's Atacama desert.

Some observers note Argentina’s failure to develop other promising resources, including a massive shale gas deposit in the far south that elicited a similar rush of excitement a decade ago. The country’s ruling Peronists have a history of intervening in key economic sectors and renegeing on agreements. And, some lawmakers are already calling for a greater state role over lithium.

The country, which is grappling with fuel shortages, is far behind in building the energy infrastructure needed to power its new lithium projects, said Emily Hersh, chief executive of Luna Lithium, an exploration company.

Ms. Hersh, an economist, noted that the country’s long-running economic volatility will also undermine lithium development. “I’d hope that anyone operating in Argentina has adequately priced in and prepared for economic catastrophe at any given time,” she said.

Write to Ryan Dube at ryan.dube@dowjones.com

11 août (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/08/11/436672-sebastien-laye-il-faut-se-remettre-au-travail-ecouter-les-francais>

Analyse

11 août 2022

Sébastien Laye : « Il faut se remettre au travail, écouter les Français »

[Sébastien Laye](#)

Entretien avec l'entrepreneur Sébastien Laye a déposé sa candidature pour la présidence des Républicains.



Sébastien Laye personal collection

L'**entrepreneur** Sébastien Laye a déposé sa **candidature** pour la présidence des Républicains. Sébastien Laye est diplômé d'HEC Paris et de Sciences Po Paris et titulaire d'un *Commercial Real Estate Executive Education Program* du MIT (Boston). Entrepreneur dans le domaine de l'**immobilier** et du financement de l'**immobilier** (en Europe et aux États-Unis).

Entretien réalisé par Contrepoints.

Contrepoints : Quel est votre parcours, qu'est-ce que vous pouvez apporter aux LR que les autres candidats, même putatifs, n'ont pas ?

Sébastien Laye : Je suis un entrepreneur (depuis presque dix ans, j'ai créé plusieurs sociétés dans les services financiers, aux États-Unis et en France, avant de me spécialiser dans le financement immobilier) et un investisseur dans la technologie. Économiste de formation, je suis affilié à un *think tank* libéral-conservateur, l'**Institut Thomas More**, pour lequel je produis notes et rapports depuis cinq ans. J'ai une importante présence médiatique, sur Cnews ou dans mes chroniques pour *Capital* ou *FigaroVox*. J'écris aussi depuis longtemps dans **Contrepoints** depuis 2016 et la communauté de ce media me connaît depuis longtemps.

Né à Marseille, après mes études (HEC, Sciences Po, Droit, MIT executive education) j'ai vécu dix ans aux États-Unis, avec un parcours qui reste très international. Je travaille depuis des années avec des hommes politiques de LR sur leurs programmes économiques et sociaux. Entrepreneur, jamais élu, avec une belle expérience internationale, je serais le seul candidat jamais rémunéré par les impôts des Français, là où mes concurrents ont tous été collaborateurs parlementaires avant d'être élus. Des élus, il en faut, mais en se coupant totalement de la société civile, le Parti a perdu toute sa force d'attrait pour les Français.

Je suis le seul candidat avec une expérience de l'entreprise, de l'association, de l'international, ou pratiquant même une langue étrangère. Cela devrait être normal pour tout profil politique, mais ça ne l'est pas en France où la reproduction des élites politiques a atteint un paroxysme difficilement compréhensible. Par ailleurs, comme le savent les lecteurs de *Contrepoints*, j'ai élaboré une vraie

pensée, cohérente, aux confins de la liberté économique et de la défense des classes moyennes. J'ai le pragmatisme d'un entrepreneur mais je sais aussi m'entourer de vrais intellectuels (comme lors de collaborations à plusieurs auteurs tous plus brillants que moi dans *Contrepoints*) et cela sera utile pour renouveler le logiciel idéologique de la droite.

Les leaders du Parti n'ont plus d'idées, ne peuvent pas les incarner (que valent leur discours sur la liberté économique quand ils n'ont jamais pris de risque avec leur argent, se contentant d'être fonctionnaires toute leur vie ?), et en sont réduits à venir voir des personnes comme moi pour établir leurs programmes. Les adhérents LR seront mieux servis en votant directement pour les producteurs d'idées et les chefs d'entreprise qui tiennent encore à bout de bras cette famille politique...

Qu'est-ce qui vous pousse à candidater ?

Essentiellement la défense des classes moyennes, de ce bloc populaire de la France qui veut vivre de son travail et préserver ses valeurs. Le mérite doit retrouver sa place dans notre pays.

Pour aider les classes moyennes, il faut d'abord que l'État retrouve sa juste place et cesse de les harasser de normes, lois, impôts et charges aussi absconses qu'injustes. C'est notre illustre ancêtre [Georges Pompidou](#) qui nous avait alertés : « *Arrêtez d'emmerder les Français ! Il y a trop de lois dans ce pays, on en crève, laissez-les vivre* ».

Économiste, j'ai des mesures et un programme crédible afin de dé-normer, débureaucratiser le pays (j'avais par exemple l'an dernier préparé le programme de Denis Payre). Notre droite doit défendre plus clairement les libertés économiques, la baisse des charges, des impôts et des réglementations : mais nous devons mener ce combat en prouvant aux Français que nous serons les meilleurs gestionnaires, capables de ramener les impôts de 46 % à 40 % du PIB (la moyenne européenne) parce que nous aurons réduit la dépense publique de 56 % à 50 % du PIB : pour redonner du pouvoir d'achat aux Français et des forces aux indépendants et entrepreneurs, il faut réduire le périmètre de l'État. Les incantations de notre famille politique en la matière ne suffiront pas : le réel ne se nie pas.

Ensemble, sur la base de mon travail dans l'univers des *think tank* depuis des années, nous allons proposer le seul programme crédible de redressement économique du pays, avec une trajectoire budgétaire.

Mais la liberté ne se résume pas qu'au domaine économique. À cet égard, il faut redonner un souffle à nos libertés politiques, ce qui est l'héritage historique de la France. Comment tolérer les atteintes à la liberté lors de l'épisode du covid ? les interdictions de territoire pour certains Français de l'étranger, les obligations médicales et la ségrégation entre citoyens ?

Mes orientations vont aller vers la fin de la monarchie présidentielle en matière institutionnelle, dans la lignée des travaux de Philippe Fabry et de mes amis de [Génération Libre](#) (voir leur dernier rapport sur les institutions) : pour débureaucratiser le pays, il faut déconcentrer, créer des contre-pouvoirs et davantage de *checks and balances* comme en Angleterre. La politique de grand papa autoritaire, trop souvent demandée par les chefs LR, c'est fini.

Qu'est ce qui doit changer à LR pour gagner ?

L'heure des partis uniques, monolithiques, est révolue. Les formations se créent autour de courants et de personnalités, il suffit de voir comment à droite, malgré l'échec final, Reconquête en six mois a aspiré nombre d'adhérents LR. Et ce après le pouvoir d'attraction de Macron sur la droite orléaniste. Avec la seule droite conservatrice, LR ne peut revenir au pouvoir. En réalité, plus aucun parti (ou

marque, car dans le cas des marcheurs, il ne s'agit que d'une marque sans idéologie précise) ne peut accéder seul au pouvoir.

Ainsi, non seulement LR doit clarifier son logiciel idéologique, mais il doit accepter de travailler avec d'autres formations (associations, mouvements citoyens, petits partis politiques) en vue de constituer des alliances pour revenir au pouvoir.

Or le parti ne peut s'allier à d'autres mouvements qu'à deux conditions :

1. Préciser son propre logiciel idéologique
2. Abandonner le culte de la hiérarchie verticale, du chef, et des chefaillons en dessous du chef, ramant comme des Shaddocks en visant l'élection présidentielle.

L'horizon 2027 m'insupporte, car au rythme actuel de gabegie budgétaire et de laxisme généralisé, le pays sera détruit bien avant.

Il faut se remettre au travail, écouter les Français, et oublier les ambitions présidentielles des uns et des autres. C'est aussi le grand intérêt de ma candidature : non aligné, la guerre des chefs et des prétendants élyséens (ici par le truchement d'autres candidats, Ciotti étant par exemple en fait le représentant de Wauquiez) m'est étrangère. Nous allons remettre à plat le logiciel idéologique, clairement le distinguer de Macron et du RN, et aussi gérer le Parti comme une entreprise : aujourd'hui en interne, il n'y a aucune vraie gestion des ressources humaines et des talents, simplement un système de courtoisie/humiliation. N'importe quelle entreprise ainsi gérée ferait rapidement faillite... n'est ce pas déjà le cas de LR vu ses derniers scores ? Je crois qu'un bon redressement d'entreprise est ici nécessaire !

Quelle place pour la liberté dans une plateforme programmatique LR qui semble souvent céder aux sirènes du populisme ?

En premier lieu (et cela transparait dans mes analyses publiées précédemment), je n'oppose pas liberté et populisme. Le populisme, idéologiquement, cela ne veut rien dire. Comme le dit le philosophe Vincent Coussedieres, c'est la situation dans laquelle se trouve un peuple à l'instant T qui considère qu'il n'est plus correctement représenté par ses élites. On peut être dans cette sécession face aux élites tout en défendant la liberté (et même en la défendant comme solution à cette sécession) et on peut même défendre les classes populaires et moyennes face à la prise de distance des élites tout en appartenant statistiquement aux élites.

Dans les deux cas, c'est ma position personnelle, si vous lisez mes analyses ou reprenez mon parcours. À titre d'exemple, je suis allé manifester avec les Gilets Jaunes, pour la liberté contre un État omniprésent.

Une fois ceci posé, la liberté doit être au fondement de la plateforme programmatique de LR, y compris pour mieux défendre les classes moyennes et populaires.

Par exemple, la droite sociale de Pradié n'a aucun sens intellectuellement parce que les classes populaires ne demandent pas plus d'assistanat et de socialisme, mais plutôt de mieux jouir de leur travail : moins d'impôts, moins de charges, moins de règlements ubuesques. Notre programme économique ne peut être que placé sous le sceau de la liberté.

Mais je le redis, il en est de même de notre vision des institutions : la droite autoritaire de Ciotti est aussi hémiplegique, non seulement parce qu'elle ne dit rien de structuré sur l'économie, mais aussi parce que personne ne rêve d'un nouveau chef à la Ciotti ou à la Zemmour qui reprendrait tout en main de manière brutale (honnêtement, comment ces personnalités peuvent-elles croire qu'elles en

seraient capables, eu égard à leur parcours qui n'est pas celui d'un de Gaulle ou même d'un Pasqua...). Notre culture politique doit faire confiance aux individus, à leur génie, aux collectifs, elle doit être plus horizontale que verticale, en favorisant les prises d'initiatives et l'innovation. Au-delà du Parti, c'est ainsi que nous redresserons le pays et notamment sa capacité de recherche et d'innovation.

Je conclurais donc avec Cicéron : « *la liberté ne consiste pas à voir un bon maître, mais à n'en point avoir....* »

10 août (Wall Street Journal)

https://www.wsj.com/articles/russias-crimes-of-colonialism-putin-ukraine-war-empire-eurasia-lavrov-africa-soviet-union-11660076835?mod=hp_opin_pos_4#cxrecs_s

Russia's Crimes of Colonialism

Its campaigns of conquest and subjugation were no less bloody for advancing overland, not overseas.

By

Casey Michel

Aug. 9, 2022 5:40 pm ET



ILLUSTRATION: DAVID KLEIN

Russian Foreign Minister Sergey Lavrov published an op-ed in four African newspapers last month explaining why he was on a multicountry tour of the continent—and why African nations should support Moscow's invasion of Ukraine. Mr. Lavrov blamed Western sanctions for the food crisis in Africa and asserted that in contrast to the U.K., France, Belgium and other European powers, Russia “has not stained itself with the bloody crimes of colonialism.”

The idea that Russia avoided colonial expansion has surprising resonance in the West and elsewhere. Russia never had formal colonies in Africa, Latin America or South Asia. But the idea that the Kremlin avoided colonization projects altogether—that it dodged the “bloody crimes” for which Dutch, Spanish or Portuguese empires were responsible—is as risible as it is ahistorical.

It's not as though Russia simply appeared as a transcontinental juggernaut, stretching to the Pacific. It spent centuries conquering and colonizing Eurasia, extracting local wealth and subjugating colonized peoples to dictatorship from Moscow and St. Petersburg. The difference is that other European empires colonized overseas, while Russia colonized overland, capturing adjacent territory.

Too many either don't know or ignore that Russia was, and remains, a major colonial power. From the Caucasus to Crimea, from the Arctic to the Amur, from the Volga to the Pacific, Russia's colonial campaigns conquered innumerable nations—decimating local cultures, bulldozing local sovereignty, and engaging in genocidal practices.

Nor was the Soviet Union—in Lenin's description, born from anti-imperialism—much different. From mass ethnic-cleansing campaigns decimating colonized nations, to targeted famines aimed at Ukrainians and Kazakhs, to drawing maps of supposedly autonomous republics that excluded disempowered local ethnic groups, the Soviet experiment was, in many ways, simply a carryover of czarist Russia's colonial policies. And that's without mentioning Soviet support during the Cold War for despotic regimes in African and Latin American nations such as Angola and Cuba.

While former Soviet republics, such as Kazakhstan and Moldova, gained independence during the Soviet collapse, colonized nations within Russia's borders, such as Chechnya and Tatarstan, have been subsumed again under the Kremlin's dictatorship, forced to provide cannon fodder for Moscow's imperialism once more.

As the war in Ukraine makes clear, Russia remains a colonial power bent on recolonizing regions that slipped its grip. Most European powers watched their empires collapse, but one European colonial empire remains. And only one European empire now threatens genocide, and potential nuclear war, if it isn't allowed to reclaim a colony it lost.

Saturated in propaganda and the idea that Russia remains a benevolent force, many Russians would be shocked by the idea that Moscow is no better than the Portuguese in Angola or the Spanish in Mexico. It's a symptom of Russia's "imperial innocence," as scholars Erica Marat and Botakoz Kassymbekova have described it—the belief that "Russia did not attack and colonize, but liberated and saved the colonized." It's also a handy defense when photos and footage emerge of war crimes, mutilation and attempted genocide in Ukraine, all linked directly to Russian forces. After all, if the Kremlin fights only to save populations from Western imperialism, then the Russians must be fighting Ukrainian imperialists to save an oppressed population.

But it's long past time for Russians to familiarize themselves with the colonial crimes of their past and their present. Without the realization that Russia was and is as guilty as the colonizing empires of the past, there will be no end to the madness in Ukraine. Until Russia has fully decolonized, Russia will threaten global stability and security.

There are signs that an awareness of the need for Russian decolonization is starting to dawn in Washington and other Western capitals. But the rest of the world—including Russia itself—

must recognize Russia for what it was and still is. Colonization may seem a throwback to previous centuries. But when a colonial empire and a colonial war are staring us in the face—and when men like Mr. Lavrov tell us to look away because there's nothing to see—the least we can do is stare back, recognizing it for what it is.

Mr. Michel is an adjunct fellow with Hudson Institute's Kleptocracy Initiative and author of "American Kleptocracy: How the U.S. Created the World's Greatest Money Laundering Scheme in History."

10 août (Le Point)

https://www.lepoint.fr/societe/hassan-iquioussen-les-laicards-terroristes-et-son-preche-en-video-09-08-2022-2485888_23.php

Hassan Iquioussen, les « laïcards terroristes » et son prêche en vidéo

Dans un prêche de 2019, l'imam appelle les croyants à ne pas renoncer aux armes s'ils veulent échapper aux « camps de concentration » pour musulmans.



La décision du Conseil d'État sur l'expulsion de l'imam frériste Iquioussen devrait être rendue avant la fin du mois d'août. © PIERRE ROUANET / MAXPPP / PHOTOPQR/VOIX DU NORD/MAXPPP

Par Erwan Seznec

Publié le 09/08/2022 à 19h07 - Modifié le 10/08/2022 à 08h40

Le 5 août, le tribunal administratif de Paris statuant en référé a suspendu l'exécution de la décision d'expulsion visant l'imam Hassan Iquioussen, né en France mais de nationalité marocaine. Le ministère de l'Intérieur lui reprochait un « discours prosélyte émaillé de propos incitant à la haine et à la discrimination et porteur d'une vision de l'islam contraire aux valeurs de la République française », dans un arrêté d'expulsion pris le 27 juillet.

Cet arrêté a été attaqué par l'avocate de Hassan Iquioussen, M^e Julie Simon. Les juges lui ont donné raison, considérant que les éléments à charge du ministère dataient un peu trop. « Les propos litigieux ont été proférés entre 2003 et 2005 puis, en dernier lieu, en 2014 », souligne la décision du tribunal administratif. Le ministre lui reproche « une forte hostilité à l'égard des valeurs constitutives des sociétés occidentales, encourageant son auditoire au séparatisme », mais ces accusations « ne sont étayées par aucune pièce ». Conclusion, la « provocation explicite et délibérée à la haine et à la violence » n'est pas étayée par des éléments récents.

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a saisi le Conseil d'État. Selon nos informations, la décision sera rendue avant la fin du mois d'août. Difficile de connaître les éléments que le ministère fournira à la plus haute juridiction administrative, mais il se pourrait qu'une vidéo intitulée « Musulman, à la vie, à la mort... » en fasse partie. Disponible sur YouTube, elle est datée du 23 décembre 2019. Contactée par *Le Point*, M^e Julie Simon a refusé d'en confirmer l'authenticité et la date. Dans son prêche, Hassan Iquioussen dit lui-même qu'il parle en 2019.

Et c'est quoi le prix du paradis ? C'est le jihad Hassan Iquioussen, fin 2019

Prononcé dans une mosquée non identifiée, le prêche dure près d'une heure et demie. Les quarante premières minutes sont assez anodines, puis le prédicateur monte en température. « Il faut être un rigoriste », assène-t-il à son auditoire. « Si on ne combat pas tous les jours, c'est évident qu'on va se faire manger tout cru par Sheitan » – c'est-à-dire le diable, en arabe. « La marchandise de Dieu coûte cher, le paradis coûte cher. Et c'est quoi le prix du paradis ? C'est le Jihad. »

L'imam, qui connaît ses classiques, précise qu'il entend par « Jihad » le combat intérieur du croyant et le combat spirituel contre les ennemis de la foi. Il n'est pas question de prendre les armes. Le problème est que vingt-cinq minutes plus tard, il y vient explicitement. Le point de départ de sa colère est la loi interdisant le voile dans certaines parties de la sphère publique. Hassan Iquioussen s'emporte contre « les laïcards terroristes ». « Ces mecs veulent nous retirer l'essentiel, Allah nous dit faut pas rigoler avec eux, frappez du poing sur la table. Venez ici, bande de mécréants ! »

Il se lance ensuite dans une périlleuse construction intellectuelle, établissant un parallèle entre la France contemporaine et l'Andalousie de la *Reconquista*, pour inciter son auditoire à refuser tout compromis. Sophisme de la pente : si les musulmans cèdent sur le voile, ils sont voués aux persécutions sans fin. « C'est exactement ce qui s'est passé en Andalousie ! » martèle l'imam. « Tout doucement, de génération en génération, après 150 ans, disparition totale de l'islam. » Le drame est survenu à cause « des traîtres, des lâches et des vendus » qui ont renoncé à la violence... Car à en croire l'imam, la royauté espagnole avait accepté toutes les demandes des musulmans d'Andalousie, sauf une. « Vous savez laquelle ? Les armes. »

Surtout pas de compromis

Il n'est plus du tout question de Jihad spirituel. L'orateur fait une pause. L'auditoire est invisible, mais on entendrait une mouche voler. « On connaît la suite », poursuit Hassan Iquioussen. Les musulmans ayant déposé les armes, sont venus « Torquemada, les lois, les unes après les autres ». De la même manière, en France, après ce qu'il appelle la « pression psychologique », si les musulmans y cédaient, viendrait le temps de la « pression physique, tout simplement. Vous n'avez pas vu, en Chine ? On est en 2019, non ? Vous avez vu les camps de concentration ? » (où sont enfermés des musulmans ouighours, NDLR). Surtout pas de compromis. La vidéo a été visionnée plus de 85 000 fois sur YouTube, ce qui n'est pas le meilleur score de Hassan Iquioussen.

L'orateur est si proluxe qu'il serait possible de réaliser une autre sélection de ses discours, qui le ferait apparaître comme un modèle de modération et un républicain exemplaire. Mais un propos en annule-t-il pas un autre ? Et jusqu'où peut-on aller ? Un certain « droit à l'exagération » est reconnu par les juridictions françaises et par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), au nom de la liberté d'expression, au profit des élus en campagne, des syndicalistes en lutte ou des caricaturistes. Hassan Iquioussen employait peut-être des images frappantes dans le seul but de relancer l'attention de l'auditoire, en orateur expérimenté. Son expulsion, alors, porterait sans doute une « atteinte disproportionnée » à sa « vie privée et familiale », comme l'a considéré le tribunal administratif. Si le Conseil d'État confirmait cette décision, Gérald Darmanin a prévenu le 8 août : il est prêt à « modifier la loi » pour que Hassan Iquioussen quitte le territoire.

« On n'est pas dans un monde de Bisounours », déclare Hassan Iquioussen dans son prêche. Sur ce point au moins, les deux hommes sont du même avis.

10 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/frankreich-leidet-unter-stromengpass-atomkraftwerke-auf-sparflamme-18230212.html?premium>

AKWS AUF SPARFLAMME:

Frankreich kann nicht liefern

EIN KOMMENTAR VON [NIKLAS ZÁBOJÍ](#), PARIS

-AKTUALISIERT AM 09.08.2022-12:49



Atomkraftwerk in Civaux: Frankreich gewinnt viel Strom aus Kernkraft. Bild: Reuters

Frankreich leidet unter einem Stromengpass – dabei steht der eigentliche Stresstest noch bevor. Mehr denn je zählt man in Paris auf Berlin.

Ausgerechnet in Europas größter Energiekrise seit Jahrzehnten läuft Frankreichs Kernkraftwerkspark auf Sparflamme. Von den 56 Reaktoren im Land produziert aktuell weniger als die Hälfte mit voller Leistung Strom. Nur dank massiver Importe aus Deutschland, Belgien, Spanien und Großbritannien konnte die Versorgung in den vergangenen Wochen aufrechterhalten werden. Zum Vergleich: Im Frühsommer 2021 exportierte Frankreich in alle vier genannten Länder mehr Strom, als es von dort aus importierte.

Die Malaise begann im vergangenen Herbst, als der Betreiber [Électricité de France](#) (EDF) im Rahmen der Zehnjahresinspektion eines Kernkraftwerks auf Rohrrisse am Sicherheitseinspritzsystem stieß. Was zunächst wenig Aufregung hervorrief, wuchs sich zum Jahreswechsel, nachdem auch in anderen Anlagen Risse oder Hinweise darauf entdeckt wurden, zum waschechten Problem aus. Mittlerweile sind allein wegen des Korrosionsphänomens zwölf Reaktoren bis auf Weiteres nicht am Netz, darunter wohlgerne die vier modernsten und leistungsstärksten.

[Zwar ließ die französische Atomaufsicht Ende Juli etwas Druck aus dem Kessel:](#) Den von EDF vorgeschlagenen Reparaturfahrplan nickte sie ab, und zugleich nannte sie den ältesten, mit 32 Anlagen am weitverbreitetsten Reaktortyp „wenig oder sehr wenig anfällig“ für das Korrosionsphänomen. Einer akuten Generalrevision muss der Kraftwerkspark also wohl nicht unterzogen werden. Dennoch ist die Versorgungslage auch so schon angespannt, da die Corona-Pandemie routinemäßige Wartungsarbeiten verzögert hat. Weil sie nun peu à peu nachgeholt werden, produzieren mehrere Reaktoren auch ganz ohne Rohrrisse vorübergehend keinen Strom. Unterm Strich falle die Erzeugung des Kraftwerksparks in diesem Jahr auf ein 30-Jahres-Tief, schätzt EDF.

Extremszenarien haben Hochkonjunktur

Wetterextreme von ungekanntem Ausmaß verschärfen die Lage. Seit Wochen rollt eine Hitzewelle nach der nächsten über Frankreich hinweg, gepaart mit zu wenig Regen. Für die Kernkraftwerke ist das ein weiterer Stresstest: Zum Schutz von Pflanzen und Tieren dürfen sie bei zu hoher Flusstemperatur nicht mehr deren Wasser zur Kühlung verwenden und wärmer wieder ausleiten. Wie

in ähnlichen Situationen in der Vergangenheit, muss auch nun wieder die Natur dran glauben: So verlängerte die Atomaufsicht Ausnahmegenehmigungen, damit fünf Kernkraftwerke auch bei hoher Flusstemperatur zumindest mit Minimalleistung am Netz bleiben können – und die Reserven der Erdgas- und Wasserkraftwerke „im Hinblick auf den kommenden Herbst und Winter“ geschont werden.

Tatsächlich steht der eigentliche Stresstest noch bevor. Viel mehr Franzosen als Deutsche heizen statt mit Öl und Gas mit Elektrizität, immer wieder war das Land in vergangenen Wintern auf Lieferungen aus dem Ausland angewiesen. Doch die Sorge geht um, dass diesmal zu wenig Strom ankommt. Schon seit Wochen haben am Strom-Terminmarkt Extremszenarien Hochkonjunktur, dass sich im kommenden Winter die heimische Nachfrage nicht durch ein ausreichendes Angebot decken lässt. Die Großhandelspreise für Lieferungen in der kalten Jahreszeit schießen so sehr durch die Decke, dass die französische Netzagentur betonte, dass selbst pessimistischste Szenarien bezüglich der Verfügbarkeit des [Kraftwerksparks](#) und eines kalten Winters keine solchen Strompreise rechtfertigen. Gleichwohl diagnostizierte auch sie einen „historischen Abstand zu den deutschen Preisen“.

Angesichts der Kraftwerksausfälle zählt man in Paris mehr denn je auf Berlin. „Die französische Verwundbarkeit ist der Strom, den wir importieren müssen“, betonte Energieministerin Agnès Pannier-Runacher, nachdem sie sich mit ihrem deutschen Pendant Robert Habeck Ende Juli in Brüssel gegenseitig Solidarität zugesichert hat. Das wird gar nicht so einfach, denn auch in der Bundesrepublik könnte der Strom im Winter knapp werden, falls viele Menschen beginnen, damit zu heizen.

Deutschland täte auch deshalb gut daran, es nicht bei Beistandsbekundungen zu belassen. Das schließt ein, nicht mitten in einer [Energiekrise](#) und dazu noch im Winter drei leistungsfähigen Kernkraftwerken den Stecker zu ziehen. Auch wenn sich die französische Regierung öffentlich bislang vornehm zurückhält, ist das Unverständnis insgeheim groß, dass man auf der anderen Rheinseite bislang nicht alle Mittel zur Stromerzeugung ausschöpfen will. Erklärtermaßen soll die deutsch-französische Solidarität ja keine Einbahnstraße sein: Man liefere dem Nachbarn im Gegenzug Gas, so die Energieministerin Pannier-Runacher weiter, denn das sei wiederum „die deutsche Verwundbarkeit“.

10 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/pierre-henri-tavoillot-avec-l-ecologisme-chacun-peut-esperer-se-sauver-en-lavant-la-nature-des-peches-des-humains-20220809>

Pierre-Henri Tavoillot: «Avec l'écologisme, chacun peut espérer se sauver en lavant la Nature des péchés des humains»

Par [Eugénie Boilait](#)

Publié hier à 18:51, mis à jour hier à 18:51



Pierre-Henri Tavoillot est président du Collège de philosophie. *François BOUCHON/Le Figaro*

GRAND ENTRETIEN - L'écologisme rencontre un vif succès dans une partie de la jeunesse étudiante. L'expression «sauver la planète» est devenue sa boussole. Or, argumente le philosophe*, sans que ses sympathisants en aient eux-mêmes toujours conscience, l'écologisme participe du désir de la table rase et de la régénération, qui a souvent provoqué des désastres au cours de l'histoire.

LE FIGARO. - Depuis plus d'un an, les élus écologistes multiplient les critiques à l'égard d'événements ou de traditions qu'ils jugent en contradiction avec un respect strict de l'écologie: Formule 1, Tour de France, sapin de Noël. Par ailleurs, dans des musées, des militants écologistes ont pris pour cibles des œuvres d'art dans un but d'«agit-prop». Qu'est-ce que cela vous inspire?

Pierre-Henri TAVOILLOT. - L'écologie politique renoue ici avec le geste révolutionnaire de la table rase. Pour elle, il y a l'homme du passé, enfermé dans ses habitudes, ses passions et ses superstitions nocives — le sport ou les fêtes en font partie — ; et il y aura l'homme nouveau: celui qui aura pris conscience de son aveuglement et qui agira pour se transformer du tout au tout. L'historienne Mona Ozouf a écrit de magnifiques pages sur cette idée d'«homme régénéré» à l'époque de la Révolution française. On la retrouve au cœur de tous les épisodes totalitaires et, à un degré moindre dans notre quotidien. Ainsi, l'expression si courante — «il faut changer les mentalités» et «cela doit commencer dès l'école» — renoue avec l'objectif révolutionnaire d'éradiquer à la source l'abject Ancien Régime (aujourd'hui, on dirait le productivisme, le consumérisme, le patriarcat, la vision coloniale, etc.), grâce à une pédagogie renouvelée.

Il faut aussi culpabiliser les individus (voire les menacer) pour les forcer à se «convertir» et à agir dans le sens de cette histoire que les élites éveillées (*woke*) sont les seules à comprendre. Alors seulement viendra la rédemption. Par où l'on voit que ce projet révolutionnaire n'est pas tant de donner le pouvoir au peuple que de changer le peuple.

Mais ce que ne voient pas les adeptes de cet écologisme, c'est que la prise de conscience environnementale de la part de ce peuple, moins abruti qu'ils ne pensent, s'est faite à très vive allure, au point, d'ailleurs, de rendre leurs anathèmes inutiles. D'où la radicalisation de ce courant, toujours

scindé, comme c'est le cas en Allemagne depuis une quarantaine d'années, entre les *realos* (les réalistes) et les *fundis* (les fondamentalistes).

Il me semble pourtant qu'on peut à la fois être conscient de l'extrême gravité de la situation environnementale mondiale et être prudent sur les politiques à mettre en place

Pierre-Henri Tavoillot

Le thème de «l'urgence climatique» participe de cette rhétorique totalitaire. Ce projet de tout changer tout de suite me rappelle «l'urgence industrielle», par laquelle Mao justifiait la politique du «Grand bond en avant» en Chine. Résultat: une famine abominable et 36 millions de morts entre 1958 et 1961! Il me semble pourtant qu'on peut à la fois être conscient de l'extrême gravité de la situation environnementale mondiale et être prudent sur les politiques à mettre en place. Tellement d'erreurs furent commises au nom de l'urgence!

Le sport, l'art, diverses formes du plaisir en outre, sont fustigés au nom d'une écologie qu'on peut juger sacrificielle. L'écologie est-elle devenue la nouvelle grille de lecture morale du monde?

Il y a une inversion étonnante. Pendant la majeure partie de l'histoire de l'humanité, la culture (la science, la raison, les mœurs, la technique) était ce qui pouvait nous sauver de la violence aveugle de la nature (cataclysmes, épidémies). Désormais, une vision contraire émerge: la Nature idéalisée (verte, pure, bio, light, etc.) doit nous sauver des méfaits de la culture. C'est pourquoi il faut se méfier de la science, jouer l'émotion contre la froide raison, déconstruire les mœurs rassies et dénoncer la technique mortifère. Autrement dit, la nature, c'est le bien, et la culture, c'est le mal. Ce renversement est excessif, et même Jean-Jacques Rousseau n'allait pas aussi loin. Car il savait que la nature n'a rien de moral. Chez elle, pas de Sécurité sociale ; pas d'aide aux défavorisés, puisque, pour qu'un écosystème fonctionne, il est impératif que les gros poissons dévorent les petits.

La déchristianisation marquée de la société française semble donc être accompagnée par une sécularisation d'idées chrétiennes. «Le monde moderne est plein d'anciennes vertus chrétiennes devenues folles. Elles sont devenues folles, parce qu'isolées l'une de l'autre et parce qu'elles vagabondent toutes seules», écrit G. K. Chesterton, auteur anglais du début du XX^e siècle. Cette phrase peut-elle nous éclairer?

Tout à fait. Il y a dans l'écologisme plus que de l'écologie: une spiritualité qui émerge sur les cendres des précédentes. On la croit scientifique, elle est mystique ; on la pense éthique, elle est religieuse. Rien ne le révèle davantage que son expression favorite: «sauver la planète!». Comment ne pas voir dans cette formule un recyclage spectaculaire de l'antique question du salut? Elle n'a pas pris une ride: si l'homme est un mortel, ce n'est pas seulement qu'il meurt (à l'inverse des dieux) ni qu'il sait qu'il va mourir (à la différence des animaux), c'est surtout qu'il dispose d'un incontestable talent à gâcher sa vie. Cette vie brève, il ne la vit guère ; elle est constamment parasitée par la nostalgie et le remords du passé, l'espoir et la crainte du futur, la souffrance et l'ennui au présent. La première partie de l'existence se passe à préparer la seconde ; la seconde à regretter la première. D'où l'adage: si jeunesse savait, si vieillesse pouvait. Qu'est-ce qui peut nous sauver de cette cruelle condition de mortel?

L'idée même de protection de la nature aurait fait hurler de rire Socrate, Aristote ou Épicure. Pour un Grec ancien, la nature est ce qui est éternel et divin

Pierre-Henri Tavoillot

En quoi «le salut de la planète» s'inscrit-il dans la continuité des grandes réponses à cette question?

Pour répondre, il faut en faire l'inventaire sommaire. J'en vois cinq principales. La première est le «salut traditionnel». Pour neutraliser la peur de la mort, il ne faut rien changer: faire comme on a

toujours fait, lutter contre les désirs d'innovation, faire confiance aux ancêtres et aux coutumes, cesser de nous croire exceptionnels. Hériter, imiter, répéter: voilà la seule et unique voie de ce salut très fataliste qui fait une confiance aveugle au groupe et se méfie de l'individu. C'est le conservatisme total du monde d'avant, pour lequel «changer les mentalités et les comportements» aurait été une abomination.

Le contraste est tout aussi grand avec le «salut antique» des philosophes grecs. L'idée même de protection de la nature aurait fait hurler de rire Socrate, Aristote ou Épicure. Pour un Grec ancien, la nature est ce qui est éternel et divin ; ce par rapport à quoi l'homme est tout petit. Tout naît, tout croît, tout meurt: voilà ce qu'est la nature (physis) qui ne s'arrête jamais. Le seul salut possible pour l'homme consiste à (re)trouver sa place dans ce flux impitoyable. On se sauve par la nature (en la connaissant et s'y ajustant), mais on ne sauve pas la nature!

Troisième réponse, le «salut chrétien». Pour lui, l'écologisme est une véritable hérésie. La raison? Il n'y a qu'un sauveur du monde: Jésus, *Salvator mundi*, qui en a pour ainsi dire le monopole. Et c'est seulement en ayant foi en lui que le petit humain pourra espérer se sauver de la mort, ce qui passe à la fois par des actes et par la grâce. La Création mérite certes des égards, mais aucun humain ne peut prétendre la sauvegarder.

Le «salut communiste» reprend la logique chrétienne, avec plusieurs déplacements: le Parti à la place de l'Église, son chef à la place du Christ, le Capital au lieu des Évangiles et l'abondance sur Terre plutôt que le paradis au Ciel. Aucune place n'est faite aux limites de la planète, car, pour lui, se sauver, c'est contribuer à la société sans classe.

Une cinquième offre possible sur le marché du salut est «le développement personnel» ou *self help*. Pour elle, il est possible de se sauver soi-même, indépendamment de dieu, du monde et des autres. Ma petite personne devient le seul critère d'une vie réussie qui ne visera pas plus loin que le souci de soi, la santé du corps et l'intensité de l'existence. Sa devise pourrait être le fameux «jouissez sans entrave, vivez sans temps mort» de Mai 68 ou, si elle avait le sens de l'humour (ce qui est rarement le cas), ce mot de Pierre Dac: je préfère «*le vin d'ici à l'au-delà*».

Dans ce panorama, l'écologisme offre une voie originale mêlant les ingrédients du passé. Il renoue avec l'esprit des religions séculières, notamment le communisme, mais avec un dogme renouvelé, où la science est suspecte. Il prône certes une révolution anticapitaliste, mais sans avenir radieux, puisque l'apocalypse climatique semble inévitable ; et plutôt conservatrice contre la modernité industrielle. On y retrouve aussi le culte païen de la Nature, mais associé à la toute-puissance de l'individu et l'espoir de retrouver une ferveur collective. Enfin il impose des normes de vie quotidienne, notamment alimentaires, dans une époque qui a prétendu s'en défaire. Bref, il répond à bien des aspirations contradictoires du présent, d'où son succès. Avec lui, chacun peut espérer se sauver en lavant la Nature des péchés des humains. C'est un séduisant recyclage spirituel dans un temps réputé en panne de sens!

* *Universitaire, Pierre-Henri Tavoillot est président du Collège de philosophie. Auteur de nombreux ouvrages remarquables, il a notamment publié «La guerre des générations aura-t-elle lieu?» (Calmann-Lévy, 2017), avec Serge Guérin, et, plus récemment, «Comment gouverner un peuple-roi? Traité nouveau d'art politique» (Odile Jacob, 2019), paru en poche, ainsi que «La Morale de cette histoire. Guide éthique pour temps incertains» (Michel Lafon, 2020).*

9 août (Atlantico)

https://atlantico.fr/article/decryptage/insecurite-virage-politique-vers-la-fermete-sur-une-echelle-de-1-a-10-quelle-credibilite-pierre-marie-seve-vincent-tournier?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Insecurit%C3%A9:%20virage%20politique%20vers%20a%20fermet%C3%A9.%20Sur%20une%20%20%C3%A9chelle%20de%201%20%20%C3%A0%2010,%20quelle%20cr%C3%A9dibilit%C3%A9%20?&utm_medium=email

ATTENDU AU TOURNANT

Insécurité : virage politique vers la fermeté. Sur une échelle de 1 à 10, quelle crédibilité ?

Que ce soit sur le dossier de l'imam Hassan Iquioussen, de l'expulsion des délinquants étrangers ou des rodéos urbains, Gérard Darmanin le ministre de l'intérieur multiplie les déclarations martiales. A l'aune du premier quinquennat Macron, quelles suites attendre ?

avec [Pierre-Marie Sève](#) et [Vincent Tournier](#)



Que ce soit sur le dossier de l'imam Hassan Iquioussen, de l'expulsion des délinquants étrangers ou des rodéos urbains, Gérard Darmanin le ministre de l'intérieur multiplie les déclarations martiales. Son virage politique vers la fermeté est-il crédible ?

Pierre-Marie Sève : Avant même de poser la question de la crédibilité, ce qui est certain, c'est que Gérard Darmanin est une des figures de la lutte – qui sera réussie ou non - contre l'insécurité pour les 5 prochaines années encore. D'une certaine manière, nous n'avons collectivement pas le choix que de souhaiter sa réussite, et donc sa fermeté.

En termes de crédibilité personnelle, Gérard Darmanin possède en revanche une certaine crédibilité auprès des policiers. Il est considéré comme un bon ministre de l'Intérieur par « ses troupes ». Il a soutenu les policiers de la bonne manière au bon moment, je repense par exemple au grand oral que le syndicat Alliance avait organisé en marge de l'élection présidentielle. Avec Marine Le Pen, il était celui qui avait indéniablement le mieux réussi l'exercice. A l'inverse, le gros point noir de son ministère restera indubitablement les incidents du Stade de France, qui auraient pu justifier un limogeage.

J'essaye donc de faire preuve d'optimisme à son égard, mais je me fais du souci pour le reste du gouvernement. La lutte contre l'insécurité marche sur deux jambes : la police et la justice. Si le Garde des Sceaux demeure dans une position relativiste et philosophiquement laxiste, et surtout si le Président de la République ne prend pas à bras-le-corps ce sujet de l'insécurité, il n'y aura aucun résultat.

Vincent Tournier : La stratégie du ministre semble surtout préoccupée par le fait d'occuper le terrain médiatique en visant deux objectifs : d'une part allumer des contre-feux face à une accumulation de faits divers plus ou moins dramatiques qui inquiètent les Français (incivilités, agressions, rodéos urbains, attaques de commissariats) ; d'autre part ne pas laisser à l'opposition de gauche la possibilité d'imposer ses thèmes de nature plus sociale, surtout au moment où la loi sur le pouvoir d'achat est adoptée. En prenant des positions fortes sur la criminalité et l'islamisme, Gérard Darmanin cherche de toute évidence à provoquer des réactions hystériques de la part de la NUPES, tout en forçant la droite LR à taire ses divergences avec la majorité présidentielle.

Tactiquement, c'est plutôt bien joué. Maintenant, concernant la crédibilité de ce genre d'attitudes auprès de l'opinion, on peut avoir des doutes. Les Français ont appris à regarder avec un certain fatalisme cette agitation de surface qui ne s'accompagne pas d'une politique claire concernant la sécurité publique. On le voit bien avec la question de l'expulsion des délinquants étrangers : d'une part il faut vraiment que les faits divers se multiplient pour que le ministre réagisse ; d'autre part tout le monde a bien compris que les objectifs brandis par le ministre sont assez loin de ses possibilités d'action, ou même simplement de ce que le gouvernement a l'intention de faire. Pour ne prendre qu'un exemple, sur le sujet des rodéos urbains, personne en France ne semble vouloir reprendre les méthodes plus expéditives utilisées par la police britannique qui consiste à bousculer en voiture l'auteur qui refuse de s'arrêter. A partir de là, on s'interroge : en termes d'efficacité, à quoi bon pointer un problème si c'est pour ne proposer aucune solution concrète ?

Le ministre de l'Intérieur est en poste depuis 2020. A l'aune de ce qu'a été le premier quinquennat Macron, si l'on regarde le bilan, quelles suites attendre à ces déclarations fortes ? Est-il possible qu'elles soient concrétisées en actes ? [Dans quelle mesure Gérard Darmanin et le gouvernement ont-ils réellement agi dans le bon sens jusqu'à présent ?]

Pierre-Marie Sève : Au-delà de Gérard Darmanin, il faut noter que, pour le moment, le quinquennat Macron n'a accouché d'à peu près aucune mesure positive dans la lutte contre l'insécurité. Le ministère de Christophe Castaner avait été très difficile à l'intérieur, et à la Justice, les deux ministres ont allié une mauvaise communication et de toute aussi mauvaises réalisations. J'ajouterai également l'attitude personnelle du président de la République, dont le programme Justice et sécurité à l'élection présidentielle était absolument vide, et dont la prestation au débat du second tour a été particulièrement inquiétante, en ce qui concerne la justice et la sécurité. Tout cela traduit un inquiétant manque d'intérêt pour la question de la sécurité.

L'optimisme éventuel que l'on peut avoir doit donc être largement tempéré par un mauvais bilan. Pour être clair : le quinquennat d'Emmanuel Macron, s'il n'a pas créé le bouillon sécuritaire dans lequel nous sommes, n'a en revanche strictement rien amélioré à la situation, contribuant même à rendre le débat plus explosif encore en niant dans une certaine mesure la situation.

Ma position reste donc toujours la même : je m'efforce d'être optimiste et il est possible qu'Emmanuel Macron et ses ministres aient réalisé l'importance de ce sujet. S'ils écoutent les bons diagnostics et les bonnes solutions, il est possible que ces paroles soient concrétisées en actes, sans garantie quelconque. Mais encore une fois, nous n'avons pas le choix que de souhaiter leur réussite.

Vincent Tournier : Tout dépend de quel type d'actes on parle. Faut-il par exemple de nouvelles lois ? Oui sans doute mais dans une [tribune récente](#), des magistrats dressent la liste des nombreuses lois ont été adoptées depuis plus de vingt ans pour un résultat relativement médiocre, avec parfois des textes qui se contredisent entre eux. Pire : il est possible que cette inflation législative ait contribué à aggraver le problème parce que, non seulement les magistrats n'arrivent pas à suivre les mises à jour législatives, mais aussi parce que les criminels ou leurs avocats connaissent parfois mieux les textes qu'eux. Autrement dit, le droit déséquilibre le rapport de force entre magistrats et criminels, ce qui explique pourquoi la situation ne cesse de se dégrader.

Mais la loi n'est pas un objectif en soi. La question de la sécurité suppose surtout de mettre en œuvre des politiques publiques avec des objectifs clairs et des moyens adaptés. De ce point de vue, la gauche n'a pas tort lorsqu'elle dit que la lutte contre la criminalité ne s'arrête pas à l'action de la police et à la répression pénale. Elle concerne aussi, par exemple, la petite enfance puisque les spécialistes voient monter depuis quelques années des problèmes liés à des enfants qui sont laissés à la dérive ou maltraités, avec des familles largement défailtantes, pas seulement dans le cas des [mineurs étrangers](#), avec également une hausse de la [mortalité infantile](#). C'est un sujet dont on parle assez peu mais qui est évidemment très important. L'éducation ne se réduit pas à l'école, il y a aussi tout le volet famille qui est au moins aussi important et qui est délaissé au nom de la liberté des parents ou de la phobie de l'autorité. Un autre signe de ce problème est par exemple la forte montée de [l'obésité chez les enfants et les jeunes](#), ce qui fait partie des symptômes certes moins dramatiques que la hausse des incivilités ou du harcèlement des femmes, mais [qui ne peut être ignoré](#).

A quoi peut-on attribuer ce changement de ton ?

Pierre-Marie Sève : Plusieurs choses. En tout premier lieu, et c'est de loin la raison la plus importante : la réalité rattrape le quinquennat Macron. La réalité objective et statistique empire année après année, et les Français le ressentent. Depuis les années 1980, la sécurité est une des deux ou trois plus importantes priorités des Français.

Parallèlement, les stratèges d'Emmanuel Macron ne peuvent ignorer que le régalien et notamment la sécurité, est un des gros points faibles d'Emmanuel Macron, ils savent donc qu'il faut agir. Gérald Darmanin est, à mon sens, « envoyé au front » pour cette raison.

Enfin, je pense que, personnellement, Gérald Darmanin souhaite en quelque sorte se racheter après le fiasco du Stade de France. Il a commis plusieurs fautes, y compris, une fois n'est pas coutume, en termes de communication, et il a donné l'impression de prendre le problème à la légère. Lui qui cultive une image plutôt musclée, il doit donner le change.

Vincent Tournier : Peut-on parler d'un changement de ton ? On a plutôt l'impression que le ministre de l'Intérieur produit une parole assez constante mais qui s'exprime de manière cyclique. Il serait d'ailleurs intéressant de vérifier un jour la corrélation entre la fréquence des interventions du ministre et la conjoncture politico-médiatique. Une hypothèse que l'on peut faire est que ses prises de parole sont grandement liées à l'intensité des faits divers, combiné à l'agenda politique. On peut notamment présumer que le ministre s'exprime une fois que l'on a atteint un certain volume de faits divers, et que la population est vraiment très énervée, ce qui force le ministre à s'exprimer de façon martiale. Il agit alors comme une sorte de catalyseur, histoire de donner le sentiment que le pouvoir prend en charge les colères populaires.

Le problème est bien évidemment que cette fonction cathartique n'a que peu d'effet sur le monde réel. Surtout, on comprend qu'il y a une incohérence sur laquelle les médias devraient mettre l'accent. En effet, soit le ministre dramatise inutilement la situation, et dans ce cas cela signifie qu'il est dans la pure communication ; soit la situation est effectivement grave et dans ce cas, ce n'est pas seulement le ministre de l'Intérieur qui devrait s'exprimer, mais une bonne partie du gouvernement. Le problème est qu'on a le sentiment que les différents ministères développent chacun leur logique propre, parfois de manière contradictoire. Quel est le discours du ministre de la justice sur la délinquance ? Et celui du ministre de l'Éducation nationale ? Et que disent les ministres chargés de l'économie sociale ou de l'enfance ? Vont-ils tous dans le même sens ?

Redisons-le : si la situation est grave, il faut alors créer une relative unité dans le discours, ce que l'on appelle parfois une synergie. Cette synergie ne peut que commencer par le président de la République lui-même, dont la parole est justement là pour créer de l'harmonie et du sens. Or, le président reste très silencieux, à l'image de son programme électoral qui était tout de même fort minimaliste sur le sujet. Par exemple, on se souvient que le président avait annoncé qu'il voulait développer le sport scolaire, sans vraiment expliquer pourquoi. Il aurait pu aller plus loin, d'abord en disant que la politique sportive ne s'arrête pas à l'école, mais surtout en donnant plus de contenu à cette politique par rapport à des objectifs clairs, y compris par rapport à la délinquance. Bref, cette absence d'unité gouvernementale nuit à la crédibilité car elle laisse l'opinion très sceptique sur la volonté réelle d'agir.

Les mesures proposées par Gérard Darmanin sont-elles en cohérence avec la volonté affichée de fermeté ? Vont-elles assez loin ?

Pierre-Marie Sève : Pour être tout à fait honnête, les mesures proposées par Gérard Darmanin paraissent encore bien tendres. Dans sa grande interview au Figaro sur l'expulsion des délinquants étrangers, plusieurs éléments ont attiré mon attention, notamment : à la fois, il remet en cause les statuts des étrangers protégés des expulsions, ce qui est un élément très important du problème. Mais en même temps, il y dit que ces mesures fermes resteraient dans les limites des obligations constitutionnelles ou internationales. Or ce sont précisément ces obligations constitutionnelles et internationales qui empêchent de régler le problème, en offrant à peu près aucune marge de manœuvre aux politiques.

D'autres éléments qu'il aborde relèvent presque du gadget comme la réduction du délai pour quitter volontairement le sol français de 30 à 15 jours.

Un dernier exemple : Gérard Darmanin annonce qu'il sera vérifié que chaque étranger demandant un titre de séjour n'a pas de casier judiciaire. Si la mesure reste floue, il semble ahurissant que cette mesure évidente ne soit pas déjà mise en place depuis longtemps !

Bref, le principe des mesures énoncées est le bon, et certaines digues politiques, comme le lien entre immigration et délinquance, ont salutairement sauté. En revanche, mais je suis encore sceptique sur la concrétisation. Il va falloir sérieusement muscler ces mesures pour avoir un quelconque impact et pour espérer sauver des vies...

Vincent Tournier : La fermeté de façade se heurte à des réalités politiques et juridiques plus complexes. On l'a bien vu dans le cas du burkini : d'un côté le ministre a sévèrement critiqué Eric Piolle, le maire de Grenoble, pour avoir lancé une initiative favorable à ce

vêtement religieux ; mais de l'autre la majorité présidentielle a refusé d'intégrer ce point dans la loi contre le séparatisme adoptée en août 2021. De fait, la législation actuelle n'est pas du tout suffisante pour interdire ce type de manifestation religieuse dans l'espace public, comme on vient de le voir à Grenoble où une nouvelle opération burkini a eu lieu sans que le maire ne s'y oppose, et ce [manifestement en toute légalité](#). D'ailleurs, le préfet de l'Isère s'est contenté d'un vague communiqué.

Le cas de l'expulsion du prédicateur Hassan Iquioussen est également emblématique. Le ministre annonce son expulsion à grand renfort de battage médiatique, sans d'ailleurs que l'on sache très bien quel est l'événement qui a déclenché cette procédure. Mais la justice administrative vient de bloquer cette expulsion avec un argument étonnant : le respect pour la vie privée et familiale. Attendons évidemment de voir ce que dira le Conseil d'Etat, qui a été saisi en appel par le ministre, mais on voit déjà bien toutes les contradictions qui se posent ici puisque les droits individuels empêchent le gouvernement d'agir sur des questions importantes. On attend d'ailleurs le jour où un tribunal s'opposera à une peine de prison au nom du respect de la vie familiale. Notons aussi qu'il n'est pas sans intérêt de constater que la famille fait l'objet d'une véritable sanctuarisation par la justice au moment même où le législateur ne cesse de la remettre en cause au nom des libertés individuelles.

Mais il y a un problème encore plus important. Le fait que Hassan Iquioussen reçoive le soutien officiel de nombreuses mosquées lance un sérieux défi au ministre. Car soit ces mosquées ont raison, et cela signifie que ce prédicateur est victime d'une injustice ; soit ce prédicateur représente effectivement un danger pour la République parce qu'il mène un double jeu, et dans ce cas le gouvernement va devoir lancer des procédures d'expulsion ou de sanction à l'encontre de tous les soutiens qu'il reçoit dans les mosquées. S'il ne le fait pas, ses annonces risquent d'apparaître comme une simple rodomontade. Alors que l'objectif initial était de démontrer la fermeté du pouvoir, on aboutirait à l'effet exactement inverse : faire la démonstration de l'impuissance et du ridicule.

9 août (Le Point)

https://www.lepoint.fr/postillon/guerre-en-ukraine-amnesty-international-le-consentement-au-pire-08-08-2022-2485763_3961.php

Guerre en Ukraine : Amnesty International, le consentement au pire

ÉDITO. En mettant sur le même plan, dans un rapport, l'agresseur russe et l'agressé ukrainien, la célèbre ONG confirme sa dérive tendancieuse.



À Jérusalem, le 1er février, Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, défend face à la presse le rapport de l'ONG qualifiant la politique d'Israël envers la Palestine d'« apartheid ». © MOSTAFA ALKHAROUF / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP

Par [Sébastien Le Fol](#)

Publié le 08/08/2022 à 19h00 - Modifié le 08/08/2022 à 23h27

La défense des droits de l'homme est entre de drôles de mains. Créée en 1961 par un avocat britannique, Amnesty International n'en finit pas de publier des rapports déconcertants, qui n'ont plus grand-chose à voir avec ses combats initiaux pour la liberté individuelle et la dignité humaine (défense des prisonniers politiques, lutte contre la torture et la peine de mort...).

Amnesty s'est peu à peu installée dans un rôle d'arbitre moral de l'humanité. Revendiquant toujours son « *impartialité* », elle prend en réalité des positions très tendancieuses et peu soucieuses des faits. **En février 2022, l'ONG a ainsi repris à son compte [l'accusation d'apartheid contre Israël](#).**

Son agenda également laisse perplexe. Témoin sa [dernière note sur l'Ukraine](#). L'ONG accuse l'armée ukrainienne de violer le droit humanitaire international. Selon elle, cette dernière met en péril la population civile en « *établissant des bases et en utilisant des systèmes d'armement dans des zones résidentielles habitées, notamment des écoles et des hôpitaux* ».

L'agresseur et l'agressé sur le même plan

C'est probablement vrai. Mais Amnesty a peut-être de meilleures idées à soumettre aux Ukrainiens pour se défendre contre leur agresseur. Ne feraient-ils pas mieux d'installer leurs systèmes d'armement à découvert, dans les champs ou sur les routes ? Et ainsi constituer une cible plus facile ? On attend qu'Amnesty fasse la même enquête dans les zones tenues par les Russes...

Comprenons bien le message induit par son communiqué : si l'armée russe tue des civils en Ukraine, c'est la faute des Ukrainiens eux-mêmes... **Mettre sur le même plan l'agresseur et l'agressé, voilà la définition de l'impartialité selon Amnesty International.**

La première à dénoncer cette communication fut... la responsable de la section ukrainienne de l'ONG, Oksana Pokalchuk. Elle reproche à l'organisation de ne pas avoir été associée à cette enquête menée par deux chercheurs étrangers peu familiers de l'Ukraine. Et, surtout, elle dénonce un « *outil de propagande russe* ». « *Si vous ne vivez pas dans un pays envahi par des occupants qui le morcellent, vous ne comprenez probablement pas ce que c'est de condamner une armée de défenseurs* », a-t-elle déclaré.

La course à l'abîme

Amnesty a ensuite présenté ses excuses, regrettant « *la détresse et la colère provoquées* » par son communiqué. Il n'empêche, le trait d'équivalence que l'ONG trace entre la Russie et l'Ukraine trahit son « *consentement au pire* », selon l'expression d'Alexis Lacroix, dans *La République assassinée. Weimar 1922* (Ed. du Cerf). Un ouvrage magistral qui narre avec force les derniers jours de la république de Weimar et, à travers celle-ci, « *le grand basculement de la civilisation européenne et son effondrement dans la barbarie* ».

Un cataclysme qu'accompagnèrent certains pacifistes extrêmes du camp des démocraties occidentales, « *insensibles aux misères du présent et pour lesquels n'existait aucune différence de nature entre le régime démocratique de Weimar en ses imperfections connues et le national-socialisme en son abjection émergente* ».

Avec sa mise en équivalence fallacieuse, Amnesty International étouffe sa flamme et fait mentir sa devise : « *Mieux vaut allumer une bougie que maudire les ténèbres* ».

9 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/gendern-sprachwissenschaftlerin-an-der-jgu-im-interview-18223882.html?premium>

GENDERN UND LINGUISTIK:

„Wir schütteln nur den Kopf darüber“

VON [NOVINA GÖHLSDORF](#)

-AKTUALISIERT AM 08.08.2022-11:17



Die Ansprüche haben sich geändert: Die Sprachwissenschaftlerin Damaris Nübling über den jüngsten Aufruf gegen gendergerechte Sprache und zum Blick der Linguistik auf die hitzigen Debatten darum, wer wie spricht.

In der vergangenen Woche erschien online ein Aufruf unter dem Titel „Wissenschaftler kritisieren Genderpraxis des Öffentlich-rechtlichen Rundfunks“ (ÖRR) und „Linguistik vs. Gendern“. Gefordert werden darin eine kritische Neubewertung des angeblich auf Gendergerechtigkeit ausgerichteten Sprachgebrauchs im ÖRR und eine Abkehr davon. Die Zahl der Unterzeichnenden steigt. Sie sind in zwei Listen eingeteilt, auf der ersten stehen diejenigen, die sich als (mindestens) studierte Philologen bezeichnen. Darunter sind bisher rund 28 Prozent Frauen. Der Aufruf setzt auf wissenschaftliche Qualifikationen der Unterstützer und Bezüge zur Linguistik. Damaris Nübling ist Professorin für Sprachgeschichte an der Johannes-Gutenberg-Universität Mainz und Expertin für Genderlinguistik. Wir haben mit ihr über den Aufruf geredet.

Frau Nübling, in den Medien war die Rede von Sprachwissenschaftlern, „die Sturm laufen“. Fast konnte man glauben, es handele sich um einen Aufschrei der deutschen Linguistik schlechthin. Ist das so?

Das ist nicht der Fall. Diejenigen, die den Aufruf unterzeichnet haben, repräsentieren nicht die in Forschung und Lehre aktive germanistische Linguistik. Einige Linguisten und Linguistinnen sind dabei, aber die große Mehrheit hat in der Linguistik nie gearbeitet, nie publiziert.



Linguistin Damaris Nübling :Bild: privat

Der Aufruf repräsentiert Ihre Sicht und die vieler Ihrer Kolleginnen und Kollegen also nicht?

Wir schütteln nur den Kopf darüber, dass immer wieder dieselben Argumente, die oft keine sind, und Unterstellungen aufgewärmt werden. Die aktive Linguistik interessiert sich kaum für diese Debatten im Feuilleton, sie steht ganz woanders. Große Teile der linguistischen Community äußern sich nicht, weil die öffentliche Diskussion nicht sonderlich anregend ist. Sie tritt seit Jahrzehnten auf der Stelle.

Von denen, die bis Mitte der Woche unterzeichnet haben, scheinen aktuell rund 18 Prozent an einer Universität oder wissenschaftlichen Einrichtung aktiv zu sein – darunter: ein Spezialist für Hindi, ein Gräzist, ein psychologischer Spezialist für Suchtforschung, ein Wirtschaftsinformatiker, eine wissenschaftliche Mitarbeiterin in der Turkistik, ein Experte für aserbaidische Dichtung. Wie kompetent sind die bei Fragen deutscher Grammatik?

In der Tat sind viele davon keine Fachleute für germanistische Linguistik. Die bräuchte es aber, es geht hier ja ums Deutsche. Für die Punkte, um die der Aufruf kreist – etwa das Verhältnis zwischen Genus und Geschlecht –, ist die Genderlinguistik zentral. Aus der ist aber niemand vertreten. Unter den Unterzeichnenden sind auch viele Emeriti und Pensionierte.

Einige geben ihre Emeritierung in der Liste an, andere erwähnen sie gar nicht. Bedeutet ihr Ruhestand, dass sie die Forschung nicht mehr angemessen vertreten?

Ich will keineswegs sagen, dass manche Emeriti nicht noch forschen. Aber viele von den Unterzeichnenden sind in einer anderen Zeit groß geworden. In der Linguistik kam es ab den Neunziger-, spätestens den Nullerjahren zu einer großen empirischen Wende. Zuvor wurde viel Introspektion betrieben. In früheren Arbeiten hat man sich selbst befragt, das eigene Sprachgefühl absolut gesetzt, und das passiert noch häufig. Man nennt das auch „arm-chair-linguistics“, Linguistik vom Sessel aus. Das geht heute nicht mehr, die Ansprüche haben sich geändert.

Wie geht die empirische Linguistik vor?

Zum Beispiel psycholinguistisch, indem sie experimentell im Labor unter Wahrung hoher Standards überprüft, wie Sprache verarbeitet wird oder was mit Wörtern assoziiert wird. Dabei wissen die Testpersonen nie, worauf eine Untersuchung hinauswill. In Akzeptanzstudien geben Menschen an, für wie akzeptabel sie bestimmte Sätze oder Konstruktionen halten. Es gibt Onlineumfragen, die große Mengen von Personen erfassen, aber weniger gut kontrollierbar sind. In der Korpuslinguistik werden riesige Sprachkorpora wie Zeitungen, Wissenschaftstexte, Belletristik, gesprochene Sprache untersucht.

Wie hat das die Linguistik verändert?

Wir erfahren viel mehr über den realen Gebrauch von Sprache, über Häufigkeiten, Wortverbindungen. Zwar ist es auch wichtig, das Sprachsystem zu erforschen. Doch es formt sich aus dem Sprachgebrauch. Sprache wandelt sich permanent, passt sich den gesellschaftlichen Veränderungen an.

Wie schätzen Sie die Inhalte des Aufrufs ein?

Seine Argumentation ist wenig wissenschaftlich. Die meisten Quellen sind Zeitungsartikel, in denen Meinungen verhandelt werden, sehr wenige davon beziehen sich auf wissenschaftliche Forschung.

Worin zeigt sich das zum Beispiel?

Um mit dem ersten Vorwurf zu beginnen, dem, dass Genus und Sexus vermengt würden: Das ist nicht der Fall. Interessanterweise werden nie Arbeiten genannt, die das angeblich tun. Die Genderlinguistik unterscheidet diese Kategorien genauestens und bezieht dabei Gender, das soziale Geschlecht, als wichtige dritte Kategorie mit ein. Genus ist eine grammatische Klassifikation mit den Genera Femininum, Maskulinum, Neutrum. Sexus meint das natürliche Geschlecht und Gender soziale Rollen, Verhaltensweisen, Kleidungsgebote. Gender als soziale Kategorie zeigt sich etwa darin, dass abwertende Bezeichnungen für homosexuelle Männer nicht, wie für männliche Personenbezeichnungen üblich, im Maskulinum stehen, sondern im Femininum, wie „die Schwuchtel“, „die Tunte“.

Im Aufruf heißt es, zwischen Genus und Sexus gebe es „keine durchgängige Korrelation“, „auch wenn“ – das steht in Klammern – eine Korrelation „bei Personenbezeichnungen teilweise zu beobachten ist“.

Es geht bei der Frage nach dem Verhältnis von Genus und Geschlecht nur um Personenbezeichnungen. Da gibt es sehr interessante Korrelationen oder, anders gesagt, Zusammenhänge, Bahnungen. Genau dieses Geflecht von Genus, Sexus und Gender untersuchen wir in der Genderlinguistik. Niemand setzt sie gleich.

Psycholinguistische Studien, so der Aufruf, „liefern keinen belastbaren Beleg dafür, dass generische Maskulina mental vorrangig ‚Bilder von Männern‘ erzeugen“. Sie führen solche Studien durch. Was sagen Sie?

Diese Kritik ist meist unfundiert. Man kann sich immer mehr wünschen, etwa größere Probandengruppen oder die Berücksichtigung weiterer Faktoren. Solche Studien sind extrem aufwendig und anspruchsvoll. Wenn circa 40 psycholinguistische Studien mit verschiedenen Testdesigns belegen, dass maskuline Personenbezeichnungen einen unterschiedlich stark ausgeprägten „male bias“, also tendenziell eher männliche Vorstellungen erzeugen, kann man das nicht einfach vom Tisch wischen. Ich frage mich manchmal, warum diejenigen, die angeblich so viel besser wissen, wie man psycholinguistisch arbeitet, nicht selber Studien durchführen und das Gegenteil beweisen.

Rufen generische Maskulina Ihren Untersuchungen nach ausschließlich Vorstellungen von Männlichkeit auf?

Keineswegs, das ist im Detail sehr komplex, und da beginnt Wissenschaft. Das maskuline Genus bietet eine gewisse Bahnung hin zu einer männlichen Vorstellung, sogar bei unbelebten Dingen oder Tieren. Der Mond wird immer männlich dargestellt, die Sonne weiblich. Der Rhein wird als Mann dargestellt, die Mosel als Frau. In Kinderbüchern tragen Bären und Käfer meist männliche Namen, Bienen und Mäuse weibliche. Es gibt dort eine 90-prozentige Korrelation zwischen Genus und Geschlecht. Umso mehr gilt dies für Personenbezeichnungen. Selbst bei „der Pfleger“ stellt sich ein leichter „male bias“ ein, obwohl in diesem Beruf viel mehr Frauen arbeiten.

Im Aufruf steht, die deutsche Grammatik sei „weder ‚gerecht‘ noch ‚ungerecht““.

Grammatik ist entstanden aus Sprachgebrauch, sie ist sedimentiertes Sprechen und konserviert historische Gesellschafts- und Geschlechterordnungen. Da kommt es durchaus zu Asymmetrien. So wissen wir aus psycholinguistischen Studien, dass besonders Berufsbezeichnungen wie Arzt, Arbeiter, Richter einen „male bias“ erzeugen, mehr als Rollenbezeichnungen wie Zuschauer, Einwohner, Passant. Berufstätigkeit ist auch heute noch stärker männlich als weiblich konnotiert, Frauen können erst seit wenigen Jahrzehnten alle Berufe ergreifen. Ein weiteres Beispiel ist die grammatische Tatsache, dass Frauen in gemischten Gruppen sprachlich verschwinden: 99 Sängerinnen und ein Sänger werden zu 100 Sängern.

Befürworten Sie die Idee einer geschlechtergerechten Sprache?

Wir sprechen in der Linguistik weniger von geschlechtergerechter Sprache als von geschlechterbewusstem oder geschlechtersensiblen Sprechen. Will man die Diversität, die gesellschaftlich besteht, in der Sprache abbilden, kann man sich nur annähern. Gerechtigkeit ist eine Illusion. Doch es gibt jetzt eine Generation, der es ein Anliegen ist, die Geschlechter in der Sprache stärker abzubilden.

Wie stehen Sie zu den Debatten um die sogenannte Gendersprache?

Ich appelliere an alle, sie entspannt und tolerant zu führen, auch an diejenigen, die diesen Aufruf unterschrieben haben. Man sollte auch das generische Maskulinum tolerieren, wenn manche das für richtig halten. Es darf nie darum gehen, jemandem eine Sprechweise vorzuschreiben. Ich bin für Pluralisierung, sie lässt sich ohnehin nicht verhindern. Verbote gehen allerdings am stärksten von denjenigen aus, die eine Abkehr von genderbewusster Sprache fordern. Auf der anderen Seite gibt es auch aktivistische Gruppen, die wenig tolerant sind.

Aber die Kritiker der genderbewussten Sprache haben ja den Eindruck, ihnen werde ihre Sprechweise verboten.

Viele bringen sich in eine Opferposition, behaupten, ihnen würde eine neue Sprache vorgeschrieben. Niemand schreibt ihnen etwas vor, niemand muss seine Sprache ändern. Aber die jüngere Generation ist an inklusiverem Sprechen interessiert und praktiziert dies, auch im ÖRR. Das erzeugt bei traditionell Sprechenden einen gewissen Druck, der sie verunsichert. Doch es gibt auch im ÖRR keinen Zwang, sondern Empfehlungen. Ich selbst verwende in bestimmten Situationen einen Knacklaut in „Arbeiter:innen“ oder spreche von Studierenden, aber auch nicht in jeder Situation. Meist versuche ich, Geschlecht zu umgehen. Wir sollten uns alle in Toleranz üben, Argumente zur Kenntnis nehmen und die Bemühungen um geschlechtersensibles Sprechen nicht abwerten.

8 août (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/08/08/436449-raymond-aron-un-liberal-face-a-la-meute-1>

HISTOIRE DU LIBÉRALISME

8 août 2022

Raymond Aron, un libéral face à la meute (1)

[Pierre Robert](#)

Premier billet de la série sur la vie et l'héritage de Raymond Aron.



Raymond Aron 1947 1967 Démocratie et Totalitarisme by la phréno capture youtube

Publié le 8 août 2022

Né en 1905, disparu en 1983, [Raymond Aron](#) a méthodiquement analysé les mutations des sociétés modernes en leur consacrant plus de trente livres. Pendant plus de trente ans il est descendu presque quotidiennement dans l'arène pour participer aux grands combats qui dans le bruit et la fureur de l'histoire ont divisé le monde au temps de la [guerre froide](#).

Éditorialiste commentant à chaud l'actualité (au *Figaro* puis à l'*Express*) en même temps qu'universitaire, il a toujours veillé à intégrer ses jugements ponctuels dans une vision du monde d'essence profondément libérale. En cela il est résolument à contrecourant d'une époque où [selon Sartre](#) le [marxisme](#) était pour l'intelligentsia française « *l'horizon indépassable de notre temps* ». Dans un environnement hostile il a eu le courage de ne céder à aucune mode intellectuelle et le culot d'avoir eu raison avant tous les autres sur la nature du stalinisme comme sur bien d'autres questions.

Près de [quarante ans après sa mort](#), les raisons ne manquent donc pas de se tourner vers cet observateur lucide qui a mis ses capacités de réflexion au service de la vérité, de la liberté et de la lutte contre les systèmes de pensée qui les menacent, c'est-à-dire contre toutes les formes de [totalitarisme](#). En retraçant les grandes étapes de sa vie, on effectuera par la même occasion une plongée riche d'enseignements dans l'histoire de ce siècle tragique que fut le XXe siècle.

Les trois premiers billets de cette courte série leur seront consacrés ; ils seront suivis de trois autres évoquant la richesse de l'héritage qu'il nous a légué pour déchiffrer le présent.

Billet 1 – Les années de formation

Billet 2 – De la drôle de guerre à la guerre froide

Billet 3 – Ses prises de position sur les intellectuels, l’Algérie et Mai 68

Billet 4 – La richesse du legs aronien

Billet 5 – Un libéral atypique

Billet 6 – Le souhaitable et le possible

Les années de formation

En 1928, il passe l’agrégation de philosophie. La même année, Sartre, son petit camarade de l’école normale supérieure, « *éprouve le besoin* » de se faire recalier, ce qui est un commentaire typiquement aronien. Mais lui-même est reçu premier. Ce succès ne le comble pas, bien au contraire. Immédiatement après, il traverse une crise intérieure, presque de désespoir. Il est écrasé par le certitude d’avoir perdu des années à n’apprendre selon ses propres dires « *presque rien* ».

Il vit une sorte de révolte contre l’enseignement qu’il a reçu et qui ne l’a pas préparé à comprendre le monde et la réalité sociale. Il se demande sur quoi faire de la philosophie et se répond « *sur rien ou bien faire une thèse de plus sur Kant* », ce qui ne l’enthousiasme pas du tout. Cela le pousse à effectuer un séjour de trois ans en Allemagne en devenant assistant à l’université de Cologne puis en occupant un poste à Berlin.

Il y suit l’actualité de toutes les façons possibles, il écoute ce que vitupère Goebbels, il assiste aux discours d’Hitler qui d’emblée lui inspire la peur et l’horreur ; il dit en avoir perçu presque tout de suite le satanisme, ce qui, ajoute-t-il, n’était au début pas évident pour tout le monde. Or face à Hitler, ses maîtres, que ce fussent [Alain](#) ou Brunschvicg ne faisaient pas le poids. Alain est un chantre du pacifisme ; Brunschvicg est à la Sorbonne le gardien du temple néo-kantien, une construction intellectuelle bien ordonnée mais sans prise sur la réalité.

En Allemagne, il approfondit sa connaissance de l’œuvre de Marx et plus encore s’immerge dans celle de [Max Weber](#). Chez ce dernier il découvre ce qu’il cherchait, soit un homme qui « *avait à la fois l’expérience de l’histoire, la compréhension de la politique, la volonté de la vérité et, en point d’arrivée, la décision et l’action* ».

Si ce voyage en Allemagne l’enrichit sur le plan intellectuel, il change aussi sa compréhension de la politique. L’accession au pouvoir d’[Hitler](#), soutenu par les masses, lui fait voir l’irrationalité de la politique et la nécessité pour faire de la politique de jouer des passions irrationnelles des hommes. La penser exige en revanche d’être aussi rationnel que possible.

Dès cette époque il trace l’itinéraire intellectuel qu’il suivra toute sa vie et décide d’être « *un spectateur engagé* » soucieux d’être aussi objectif que possible tout en défendant un point de vue. Sa thèse a pour sous-titre « *Les limites de l’objectivité historique* » ; il l’écrit précisément pour montrer à quelles conditions on peut être à la fois un spectateur qui analyse les faits et un acteur qui prend position.

Dans le combat des démocraties contre le totalitarisme nazi, il se limite toutefois à n’être d’abord qu’un spectateur. L’engagement ne viendra qu’en 1940, après la défaite.

En effet, de retour à Paris en 1933, il ne cherche pas à témoigner politiquement et ne participe que de loin au mouvement antifasciste. En tant que juif, il pense qu’on peut le suspecter de ne pas être objectif. Il considère aussi que les quelques textes qu’il a écrits pendant son séjour en Allemagne sont détestables.

Voici ce qu'il dit à ce sujet

« Ils sont détestables parce que d'abord je ne savais pas observer la réalité politique ; en plus je ne savais pas distinguer de manière radicale le souhaitable et le possible. Je n'étais pas capable d'analyser la situation sans laisser paraître mes passions ou mes émotions, et mes émotions étaient partagées entre ma formation, ce que j'appelle « l'idéalisme universitaire », et la prise de conscience de la politique dans sa brutalité impitoyable ».

Si le commentateur à chaud n'est pas encore prêt, il apparaît aussi que l'intellectuel n'a rien produit. La priorité du moment est d'écrire et de publier.

En 1935 paraît un livre intitulé *[La Sociologie allemande contemporaine](#)*, rapporté de son séjour en Allemagne. En 1938 il publie son premier grand livre qui a pour titre *[Introduction à la Philosophie de l'Histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique](#)*.

Raymond Aron dit avoir vécu les années 1930 avec le désespoir de la décadence française, le sentiment que la France s'enfonçait dans le néant. À ses yeux, « *La France des années Trente c'était la France décadente par excellence. Au fond elle n'existait plus ; elle n'existait que par ses haines des Français les uns contre les autres* ».

Il ne peut répondre à la question de savoir pourquoi les choses sont ainsi mais il vit intensément cette décadence, avec une tristesse profonde, tout en étant heureux avec sa famille, avec ses amis et dans son travail.

À l'époque ses amis les plus proches se nomment Éric Weill, Alexandre Koyré, Alexandre Kojève, André Malraux, Jean-Paul Sartre, Robert Marjolin :

« Jamais je n'ai vécu dans un milieu aussi éclatant d'intelligence et aussi chaud d'amitié que dans les années 30 et jamais je n'ai connu le désespoir historique au même degré car après 1945 la France était transformée »

Il lit le livre de Boris Souvarine (*[Staline : Aperçu historique du bolchevisme](#)*, 1935) qui déjà dénonce les crimes de Staline, mais il ne met pas Hitler et Staline sur le même plan. Il n'est libéré dans son regard et son jugement sur l'URSS que par la signature du pacte germano-soviétique :

« La vérité c'est qu'il est difficile de penser qu'on a deux menaces sataniques simultanément avec la nécessité d'être allié avec l'une des deux. Ce n'était pas plaisant mais c'était la situation historique ».

Raymond Aron, un libéral face à la guerre (2)

Pierre Robert

La Seconde Guerre mondiale et la guerre froide ont marqué l'esprit de Raymond Aron.

Publié le 9 août 2022

Survient la drôle de guerre, la bataille de France et le désastre.

Comme tant d'autres, Raymond Aron est emporté avec sa famille sur les routes par l'exode civil en éprouvant un sentiment de honte et d'indignité. Le 22 juin il se trouve du côté de Bordeaux ; l'[armistice](#) est signé. Il lui est presque impossible de ne pas partager le lâche soulagement général. En analyste rationnel, il mesure à quel point dans toutes les guerres il y a une donnée démographique : la [Première Guerre mondiale](#) a été presque mortelle pour la France, elle n'aurait pas supporté une deuxième saignée.

Et toujours il a le goût du paradoxe et un sens aigu des ironies de l'histoire.

Raymond Aron et la Seconde Guerre mondiale

Voilà ce qu'il dit sur la défaite :

« La rapidité même de la défaite a rendu possible le relèvement démographique, économique et politique de la France ; je le pense très profondément bien que ce ne soit pas très agréable de dire qu'on a été sauvé par un désastre ».

Il considère que l'armistice est une réplique au pacte germano-soviétique. Encore une ironie de l'histoire :

« Au bout du compte le pacte était une invitation de Staline aux Français de se battre jusqu'au dernier pour l'Union soviétique, et les Français ont répondu galamment pourquoi ne feriez-vous pas la même chose pour nous. Bien entendu ils ne l'ont pas pensé mais ils l'ont fait. »

Il part à Londres sans avoir entendu l'appel du 18 juin et s'engage dans une compagnie de chars. Contacté par l'état-major du [Général de Gaulle](#), il participe à la création d'une revue qui a pour titre *La France Libre*. C'est un tournant de sa vie. Sa destinée en est transformée.

Dans le premier numéro, il publie un article analysant la défaite dont le manuscrit a été lu et approuvé par de Gaulle qui annote en marge plusieurs passages de très professoraux B au crayon rouge. À Londres il est gaulliste à sa manière et se défie de l'entourage du chef. Il pense que la propagande gaulliste culpabilise à tort les cadres de l'armée et de la fonction publique restés sur le territoire national. Il lui semble qu'en profondeur Pétain et de Gaulle ont les mêmes objectifs, que leurs

querelles ne sont pas inexpiables et que dans leur majorité ses compatriotes pensent de même. Il est exaspéré par l'héroïsme facile des Français dans la tranquillité de Londres : « *C'était trop facile d'être héroïque à Londres* ».

Vient le temps de la libération et de la reconstruction de la France. Le pays sort de la phase de décadence pour entrer dans celle du redressement. Revenu à Paris, Aron est attiré par l'action politique. Il refuse un poste universitaire à Bordeaux, effectue un bref passage au cabinet d'André Malraux, ministre de l'Information, puis entre au journal *Combat* en 1946. En mai 1947 les ministres communistes quittent le gouvernement. On entre dans la guerre froide.

Au même moment Aron quitte *Combat* et à 42 ans entre au journal *Le Figaro*. Il dit n'avoir pas choisi la droite mais avoir choisi entre *Le Monde* et *Le Figaro* où pendant 30 ans il traite régulièrement des relations internationales et des questions économiques. Chaque jour il s'engage dans le combat pour la liberté et la vérité avec pour sources d'information : « *Les mêmes que tout le monde : les journaux* » ainsi qu'il le précise en ajoutant : « *Je ne prétendais pas réaliser des scoops journalistiques, j'essayais d'analyser une situation. Mes analyses étaient une réflexion, une réflexion sur les événements* ».

La guerre froide

Ce sont les tensions Est-Ouest qui pendant des années vont focaliser sa réflexion. Pour analyser la nouvelle situation du monde créée par la guerre froide, qu'il préfère d'ailleurs qualifier de paix belliqueuse, outre ses chroniques il publie deux livres : *Le Grand Schisme* en 1948 et *Les Guerres en Chaîne* en 1951.

Voici comment Michel Winock commente son engagement (*Le siècle des intellectuels*, Seuil, 1997) :

« *Aron aurait pu comme tant d'autres jouer les Salomon, voir les choses de Sirius, évaluer les vertus et les vices des deux antagonistes, conclure en moraliste sur un choix balancé. Il est au contraire l'un des tout premiers en France à formuler sans équivoque les données de la guerre froide et l'obligation politique de choisir son camp. Le Grand Schisme, essai de synthèse sur la situation politique mondiale et sur les problèmes français, imprimé en juillet 1948, atteste la vigueur de l'engagement. La clarté de l'exposé, soutenue par des formules appelées à la postérité, mais surtout la détermination de l'auteur frappe encore le lecteur d'aujourd'hui. Alors que la lutte idéologique favorise de part et d'autre une littérature souvent délirante, l'auteur surprend aussi par un certain ton, qui n'est pas tellement d'époque – celui de la modération. Aron, cependant, démontre qu'un esprit modéré ne signifie pas un caractère faible, qu'il relève moins d'un tempérament que d'une expérience, d'une culture acquises, d'une passion dominée.* »

À travers ses écrits, il s'engage résolument dans le combat des démocraties contre le totalitarisme soviétique. Il approuve et soutient sans faille la politique américaine, qu'il s'agisse du blocus de Berlin ou de la guerre de Corée, ce qui le classe dans le camp des anticommunistes à une époque « *où tous les anticommunistes sont des chiens* » [selon Sartre](#). Le clivage politique sur l'URSS conduit à la rupture de leur amitié et en 1948 ils se brouillent définitivement.

Sans être communiste, Sartre considérait qu'il était moralement coupable d'être contre le parti de la classe ouvrière. Il n'ignorait pourtant pas la réalité des camps et de leurs millions de prisonniers comme en témoigne un de ses éditoriaux des *Temps Modernes*. Alors que Sartre s'affiche en compagnon de route du parti communiste, Aron est ouvertement anti-stalinien avant la plupart des autres intellectuels français. Au soir de sa vie il en fait son plus grand motif de fierté.

La guerre froide a en effet divisé les intellectuels français et opposé Aron qui a choisi son camp à Sartre mais aussi à Camus ou à Merleau-Ponty qui refusent de choisir.

En 1955 il publie à leur intention *L'Opium des Intellectuels*. L'attitude envers l'URSS est à ses yeux la question majeure. Il y pense l'Union soviétique avec ses camps de concentration, avec son régime despotique, sa volonté expansionniste. Il explique qu'elle n'est pas devenue ce qu'elle est par accident ou par la faute de Staline seul, mais parce qu'à l'origine, existe une conception du mouvement révolutionnaire qui devait nécessairement aboutir à ce qu'elle est devenue. Ce qui est en question, c'est le mouvement socialiste lui-même. On touche à l'essentiel et à une remise en cause globale du rôle des intellectuels.

Raymond Aron constate que fascinés par les grands mythes que sont le prolétariat, le socialisme, la révolution, la société sans classe, à gauche, toute une fraction des intellectuels français a refusé d'accepter les conséquences de la rupture entre l'est et l'ouest. Aron quant à lui les a tirées en choisissant le camp de la démocratie parlementaire, tout en reconnaissant que ce régime ne suscite pas l'enthousiasme.

Le seul argument est celui de Churchill :

« La démocratie est le pire des régimes – à l'exception de tous les autres déjà essayés dans le passé. »

Mais il n'est guère en accord avec l'esprit du temps.

Raymond Aron : ses prises de position sur les intellectuels, l'Algérie et Mai 68 (3)

[Pierre Robert](#)

Les prises de positions d'Aron sur ces trois sujets ont pu en étonner plus d'un.

Publié le 11 août 2022

L'opium des intellectuels

Ces intellectuels de gauche, dont Aron est si proche, à tout le moins par sa formation normalienne et philosophique, il les accuse de trahir leurs propres valeurs en se laissant subjugué, à la fois par une doctrine du XIXe siècle que l'histoire a démentie, par un État dont la nature totalitaire devrait leur être odieuse et par un parti qui en est le représentant et l'exécutant dans nos frontières. Contrairement à eux, Aron ne nourrit aucun doute sur la nature mensongère et tyrannique du communisme stalinien. Cette lutte idéologique – non contre Marx, mais contre le marxisme, le marxisme-léninisme, et plus encore contre l'aveuglement des intellectuels de gauche sur les réalités de l'Union soviétique – se double d'un choix proprement politique : l'abstention est interdite ; il faut assumer ses refus.

À ce propos un passage de *L'opium des intellectuels*, est tout à fait éclairant sur la manière de voir de Raymond Aron :

« Nous n'avons pas de doctrine ou de credo à opposer à la doctrine ou au credo communiste, mais nous n'en sommes pas humiliés, parce que les religions séculières sont toujours des mystifications. Elles proposent aux foules des interprétations du drame historique, elles ramènent à une cause unique les malheurs de l'humanité. Or la vérité est autre, il n'y a pas de cause unique, il n'y a pas d'évolution unilatérale. Il n'y a pas de Révolution qui, d'un coup, inaugurerait une phase nouvelle de l'humanité. » (opus cité, p. 302)

Ceux qui partagent sa vision ne peuvent opposer à leurs adversaires une foi comparable. On ne peut exiger d'eux qu'ils adhèrent « à un édifice aussi compact de mensonges aussi séduisants ».

En revanche, ils partagent « la conviction profonde qu'on n'améliore pas le sort des hommes à coups de catastrophes, qu'on ne promet pas l'égalité par la planification étatique, qu'on ne garantit pas la dignité et la liberté en abandonnant le pouvoir à une secte à la fois religieuse et militaire ».

Lucide il ajoute : « Nous n'avons pas de chanson pour endormir les enfants. »

La tragédie algérienne

Pour ce qui est des événements d'Algérie, l'analyse qu'il en fait et les conclusions qu'il en tire sont typiques de sa manière.

Convaincu du fait que « la politique de la France ne peut pas être déterminée par un million de français d'Algérie », il publie en 1957 *La tragédie algérienne*.

Dans ce pamphlet, il s'efforce de prendre le problème tel qu'il est, c'est-à-dire porteur de contraintes objectives auxquelles la France ne peut échapper, qu'on le veuille ou non. Avant tout le monde, il affirme que l'indépendance de l'Algérie est inéluctable et qu'il faudra bien s'y résoudre. Il appuie sa démonstration sur des arguments d'ordre strictement économiques et démographiques

À droite, on le taxe bien sûr de défaitisme et d'abandon. À gauche, on s'indigne qu'il ne fonde pas son analyse sur des positions morales, on lui reproche de ne pas condamner le colonialisme en tant que tel, de ne pas employer le langage de l'idéologie.

Il refuse de signer le [Manifeste des 121](#), pétition d'intellectuels hostiles à l'Algérie française appelant à la désertion les appelés du contingent. Elle lui semble être le comble de l'irresponsabilité, les signataires incitant les jeunes recrues à prendre tous les risques mais n'en prenant eux-mêmes aucun. Il refuse aussi d'écrire comme il le dit « *des choses littéraires sur l'horreur et la torture* » et laisse le soin des protestations morales aux belles âmes.

Sa prise de position mécontente donc tout le monde et pendant plusieurs mois la direction du *Figaro* lui demande de ne plus rien écrire sur l'Algérie.

En 1980 son commentaire reste très sobre :

« À partir du moment où j'avais écrit ce que je pensais de l'Algérie à une époque où personne ne le disait, j'avais fait ce que je pouvais faire ».

Mai 68, l'Université dans la tourmente

En Mai 68 aussi Aron détonne dans le paysage intellectuel français par ses prises de position.

[Sartre est accueilli en héros dans le grand amphi de la Sorbonne](#) ; il y proclame que le mouvement de mai va réaliser le vieux rêve d'une liaison du socialisme et de la liberté, qu'une nouvelle société est en train de naître et qu'elle réalisera la pleine démocratie.

À la même époque Maurice Clavel, enthousiaste, soutient avec lyrisme les gauchistes dans le *Nouvel Observateur* et dans *Combat*. Comme le remarque Winock, « *il ne fait pas dans la dentelle, mais dans l'Absolu, dans l'âme, dans le cosmique. Il récuse Descartes, crie sa foi en Dieu avec des traits de flamme, et bénit ces étudiants qui refusent de devenir des cadres. Avec un ton de prêcheur de parousie, il s'en remet aux contestataires et au Saint Esprit, se réclame de Jeanne d'Arc et de Cohn Bendit* ».

Dans ce tumulte Aron garde la tête froide et en appelle à la raison. Pour lui Mai 68 est un « *psychodrame* », ou, comme le dit plus crument son ami Alexandre Kojève, « *un ruissellement de connerie* ». Il s'efforce de faire voir les choses [pour ce qu'elles sont](#), à savoir une crise de l'université qui appelle une réforme et des solutions rationnelles.

Ne craignant pas de s'exposer, dans *Le Figaro* du 11 juin 1968, il lance un appel à la défense de l'université en crise :

« *Peut-être le moment est-il venu, contre la conjuration de la lâcheté et du terrorisme, de se regrouper, en dehors de tous les syndicats, en un vaste comité de défense et de rénovation de l'université française* ».

Ce comité est constitué dès le 21 juin.

Contre Aron, Sartre défend un enseignement pour la masse et non pour l'élite. Dans *Le Nouvel Observateur* il déclare :

« Cela suppose qu'on ne considère plus, comme Aron, que penser seul derrière son bureau – et penser la même chose depuis 30 ans – représente l'exercice de l'intelligence. Cela suppose surtout que chaque enseignant accepte d'être jugé et contesté par ceux auxquels il enseigne, qu'il se dise : « Ils me voient tout nu ». [...] Il faut, maintenant que la France entière a vu de Gaulle tout nu, que les étudiants puissent regarder Aron tout nu. On ne lui rendra ses vêtements que s'il accepte la contestation ».

Aron n'a pas cru bon de répondre à une attaque aussi peu digne d'un philosophe, mais a contribué comme il le pouvait à une réforme de l'université qui pour un temps l'a remise sur les rails.

8 août (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/08/08/436376-bloquer-les-prix-signifie-creuser-les-inegalites>

ÉCONOMIE GÉNÉRALE

8 août 2022

Bloquer les prix signifie creuser les inégalités

[Frédéric Mas](#)

Retrouvons la sagesse de l'économiste Thomas Sowell sur la folie du blocage des loyers.



Screenshot 2022-05-30 at 16-22-47 (2) Thomas Sowell on the Myths of Economic Inequality - YouTube

Publié le 8 août 2022

Taxation des superprofits, [blocage des prix](#), [contrôle des loyers](#)...

À droite comme à gauche, la pensée magique s'est substituée au raisonnement économique, et le populisme étatiste semble désormais innover l'intégralité d'un débat public parasité par les passions les plus diverses. Pourtant, au nom de la lutte contre la paupérisation, toutes les politiques publiques ne se valent pas, loin de là.

L'économiste [Thomas Sowell](#) rappelle dans *Basic Economics* (Basic Books, 2015) que sur le sujet comme ailleurs, il faut bien distinguer les intentions des conséquences : ce n'est pas parce que les élus affichent des intentions morales élevées que leurs politiques auront des conséquences bénéfiques pour la population qui va devoir les endosser. En l'espèce, manipuler politiquement les prix, qui sont des indicateurs précieux pour déterminer l'état de [l'offre et de la demande](#), ne peut conduire qu'à davantage d'injustices et de gaspillages.

Des incitations à la pénurie

Prenons l'[exemple du contrôle des loyers](#), c'est-à-dire le maintien des prix artificiellement bas par l'intervention de l'État pour permettre aux individus de louer un appartement ou une maison. Thomas Sowell observe que si on se place du côté de l'offre, c'est-à-dire du propriétaire, l'État crée des incitations à la pénurie. S'il devient moins rentable de mettre sur le marché des biens immobiliers, mécaniquement, le nombre de locations proposées s'effondre.

Sowell rappelle que 9 ans après la Seconde Guerre mondiale, à cause du contrôle des loyers, aucun appartement n'a été construit à Melbourne en Australie. Pareil en Égypte en 1960 : le contrôle des prix incite les individus à éviter d'investir dans un secteur qui ne générerait pas de profit, ce qui a eu pour

effet de rendre les conditions de vie des Égyptiens plus difficiles, avec deux ou trois familles obligées de loger sous le même toit.

Thomas Sowell rappelle que non seulement le parc locatif s'appauvrit parce qu'on construit moins, mais que celui existant se dégrade de concert. En effet, puisqu'il n'y a pas de nouveaux biens locatifs qui entrent sur le marché, il y a moins de concurrence donc davantage de rareté, et moins d'incitations pour améliorer l'offre existante : les locations ont donc tendance à se dégrader plus rapidement sous l'effet du contrôle des loyers qu'en situation de marché libre.

Une politique en faveur des privilégiés

Pire encore aux vues des intentions du législateur « bienveillant », seuls les plus riches et les privilégiés peuvent tirer leur épingle du jeu.

S'appuyant sur une étude menée dans différents pays, Thomas Sowell observe :

« En résumé, une politique visant à rendre les logements abordables pour les pauvres a eu pour effet net de déplacer les ressources vers la construction de logements qui ne sont abordables que pour les personnes aisées ou riches, puisque les logements de luxe sont souvent exemptés du contrôle des loyers, tout comme les immeubles de bureaux et autres propriétés commerciales. »

Ajoutons à l'analyse de l'économiste que la solution trouvée par la classe politique française pour pallier la crise du logement qu'elle a elle-même participé à créer se réduit souvent à créer davantage de [logements sociaux](#) ou à créer des incitations financières (aides au logement, subventions, prêts garantis, etc.).

Non seulement l'effet direct conduit à appauvrir l'offre locative, mais elle remplace les mécanismes d'allocation des ressources du marché par la planification politique. Au gaspillage économique à grande échelle s'ajoute cette fois-ci un problème de gouvernance, à savoir un pas de plus vers l'étatisation de la société.

Nous ne sommes pas sortis de la « [route de la servitude](#) » dont parlait Hayek, nous avons même pris l'autoroute...

8 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/medien/gendern-bei-ard-und-zdf-ist-unsinn-laut-sprachwissenschaftlern-18211781.html?GEPC=s5&premium=0xfe9ecc91362f32408d4128a2fc1f6f7f>

SPRACHWISSENSCHAFTLER FORDERN:

ARD und ZDF sollen von der Gendersprache lassen

VON [MICHAEL HANFELD](#)

-AKTUALISIERT AM 31.07.2022-13:58



Sprachwissenschaftler und Philologen fordern die Sender auf, von der Gendersprache abzusehen. Der Sternchensprech sei wissenschaftlicher Unsinn, widerspreche dem Neutralitätsgebot und sorge für sozialen Unfrieden.

Die Argumente sind nicht neu, auf die Stoßrichtung kommt es an: 79 Sprachwissenschaftler und Philologen und inzwischen 33 weitere Unterzeichner fordern den öffentlich-rechtlichen Rundfunk [in einem Appell](#) auf, seine „Genderpraxis“ zu revidieren. Die Sender sollten auf die Gendersprache verzichten und davon absehen, diese durchzusetzen.

Die „Sprachverwendung“ des öffentlich-rechtlichen Rundfunks sei „Vorbild und Maßstab für Millionen von Zuschauern, Zuhörern und Lesern“. Daraus erwachse für die Sender „die Verpflichtung, sich in Texten und Formulierungen an geltenden Sprachnormen zu orientieren und mit dem Kulturgut Sprache regelkonform, verantwortungsbewusst und ideologiefrei umzugehen“. Mehr als drei Viertel der Medienkonsumenten bevorzugten Umfragen zufolge „den etablierten Sprachgebrauch. „Den Wunsch der Mehrheit“ sollten die Sender respektieren. Dies erfordere auch der Medienstaatsvertrag, in dem es heißt, die Öffentlich-Rechtlichen hätten „bei der Erfüllung ihres Auftrags die Grundsätze der Objektivität und Unparteilichkeit der Berichterstattung, die Meinungsvielfalt sowie die Ausgewogenheit ihrer Angebote zu berücksichtigen“. Eine „ideologische Sprachpraxis“ widerspreche dem.

Genus und Sexus werden vermengt

Die Autoren verweisen auf die „Vermengung der Kategorien Genus und Sexus“: „Genus ist eine innersprachliche grammatische Kategorie, Sexus eine außersprachliche, die das biologische Geschlecht einer Person bezeichnet.“ Zwischen Genus und Sexus bestehe im Deutschen keine durchgängige Korrelation. Psycholinguistische Studien, wie sie zur Begründung der Gendersprache

herangezogen werden, böten „keinen belastbaren Beleg dafür, dass generische Maskulina mental vorrangig ‚Bilder von Männern‘“ erzeugten. Es zeige sich vielmehr, dass es auf den Kontext ankomme. Dies blendeten entsprechende Studien „in wissenschaftlich unzulässiger Weise“ aus.



Bild: Greser & Lenz

Mit der Gendersprache missachteten die Öffentlich-Rechtlichen zudem die Position des Rats für Deutsche Rechtschreibung, der explizit betone, „dass Gender-Sonderzeichen wie Genderstern, Doppelpunkt oder Unterstrich nicht dem amtlichen Regelwerk entsprechen, da diese Formen Verständlichkeit sowie Eindeutigkeit und Rechtssicherheit von Begriffen und Texten beeinträchtigen“. Mithin handelten die Sender gegen ihren Bildungsauftrag. Wie sie dies tun, belegen die Unterzeichner mit Beispielen aus dem Programm, bei denen Befürworter des generischen Maskulinums als Ewiggestrige erscheinen und die „geschlechtergerechte“ Sprache als moralisch einzig zulässige dargestellt wird.

Eine durchgehende Linie oder ein Zwang lässt sich, was das **Gendern** angeht, bei den Öffentlich-Rechtlichen noch nicht erkennen. Im Fernsehrat des ZDF hatte es im vergangenen Dezember eine hitzige Debatte gegeben, Fernsehräte forderten, das Gendern zu unterbinden, der damalige Intendant Thomas Bellut zog sich darauf zurück, der Sender mache keine Vorgaben. Es werde nicht „zwangsgegendert“. Den Versuch indes gab es und gibt es im ZDF und bei der ARD, wie man an Sprachleitfäden erkennen kann. Beim Bayerischen Rundfunk wird dezidiert nicht gegendert, in Jugendprogrammen der ARD ist das Gegenteil der Fall, das Deutschlandradio übt sich, für alle hörbar, im Spagat.

Sich um „Geschlechtergerechtigkeit auch im Sprachgebrauch“ zu bemühen, sei „ebenso legitim wie begrüßenswert“, so die Autoren des Aufrufs, doch prägten „ideologische Strömungen“ die Debatte. Und nicht zuletzt Sorge die „vielfach mit moralisierendem Gestus verbundene Verbreitung der Gendersprache durch die Medien für erheblichen sozialen Unfrieden“.

8 août (The Economist)

<https://www.economist.com/briefing/2022/07/28/vladimir-putin-is-in-thrall-to-a-distinctive-brand-of-russian-fascism>

[Briefing](#) | A dark state

Vladimir Putin is in thrall to a distinctive brand of Russian fascism

That is why his country is such a threat to Ukraine, the West and his own people



Jul 28th 2022

What matters most in Moscow these days is what is missing. Nobody speaks openly of the war in Ukraine. The word is banned and talk is dangerous. The only trace of the fighting going on 1,000km to the south is advertising hoardings covered with portraits of heroic soldiers. And yet Russia is in the midst of a war.

In the same way, Moscow has no torch processions. Displays of the half-swastika “z” sign, representing support for the war, are rare. Stormtroopers do not stage pogroms. Vladimir Putin, Russia’s ageing dictator, does not rally crowds of ecstatic youth or call for mass mobilisation. And yet Russia is in the grip of fascism.

Just as Moscow conceals its war behind a “special military operation”, so it conceals its fascism behind a campaign to eradicate “Nazis” in Ukraine. Nevertheless Timothy Snyder, a professor at Yale University, detects the tell-tale symptoms: “People disagree, often vehemently, over what constitutes fascism,” he wrote recently in the *New York Times*, “but today’s Russia meets most of the criteria.”

The Kremlin has built a cult of personality around Mr Putin and a cult of the dead around the Great Patriotic War of 1941-45. Mr Putin’s regime yearns to restore a lost golden age and for Russia to be purged by healing violence. You could add to Mr Snyder’s list a hatred of homosexuality, a fixation with the traditional family and a fanatical faith in the power of the state. None of these come naturally in a secular country with a strong anarchist streak and permissive views on sex.

Understanding where Russia is going under Mr Putin means understanding where it has come from. For much of his rule, the West saw Russia as a mafia state presiding over an atomised society. That was not wrong, but it was incomplete. A decade ago Mr Putin’s popularity began to wane. He responded by drawing on the fascist thinking that had re-emerged after the collapse of the Soviet Union.

This may have begun as a political calculation, but Mr Putin got caught up in a cycle of grievance and resentment that has left reason far behind. It has culminated in a ruinous war that many thought would never happen precisely because it defied the weighing of risks and rewards.

Under Mr Putin's form of fascism, Russia is set on a course that knows no turning back. Without the rhetoric of victimhood and the use of violence, Mr Putin has nothing to offer his people. For Western democracies this onward march means that, while he is in power, dealings with Russia will be riven by hostility and contempt. Some in the West want a return to business as usual once the war is over, but there can be no true peace with a fascist Russia.

For Ukraine, this means a long war. Mr Putin's aim is not only to take territory, but to crush the democratic ideal that is flourishing among Russia's neighbours and their sense of separate national identity. He cannot afford to lose. Even if there is a ceasefire, he is intent on making Ukraine fail, with a fresh use of force if necessary. It means that he will use violence and totalitarianism to impose his will at home. He is not only out to crush a free Ukraine, but is also waging war against the best dreams of his own people. So far he is winning.

War is peace

What is Russian fascism? The word is often tossed around casually. It has no settled definition, but it feeds on exceptionalism and *ressentiment*, a mixture of jealousy and frustration born out of humiliation. In Russia's case, the source of this humiliation is not defeat by foreign powers, but abuse suffered by the people at the hands of their own rulers. Deprived of agency and fearful of the authorities, they seek compensation in an imaginary revenge against enemies appointed by the state.

Fascism involves performances—think of all those rallies and uniforms—laced with the thrill of real violence. In all its varieties, Mr Snyder says, it is characterised by the triumph of the will over reason. His essay was entitled “We should say it. Russia is fascist”. In fact the first to talk about it were Russians themselves. One of them was Yegor Gaidar, the first post-Soviet prime minister. In 2007 he saw a spectre rising from Russia's post-imperial nostalgia. “Russia is going through a dangerous phase,” he wrote. “We should not succumb to the magic of numbers but the fact that there was a 15-year gap between the collapse of the German Empire and Hitler's rise to power and 15 years between the collapse of the USSR and Russia in 2006-07 makes one think...”

By 2014 Boris Nemtsov, another liberal politician, was clear: “Aggression and cruelty are stoked by the television while the key definitions are supplied by the slightly possessed Kremlin master...The Kremlin is cultivating and rewarding the lowest instincts in people, provoking hatred and fighting. This hell cannot end peacefully.”

A year later Nemtsov, by then labelled a “national traitor”, was murdered beside the Kremlin. In his final interview, a few hours before his death, he warned that “Russia is rapidly turning into a fascist state. We already have propaganda modelled after Nazi Germany. We also have a nucleus of assault brigades...That's just the beginning.”



Vladimir Solovyov fights the libs

Nobody has signalled the growing influence of fascism more loudly than Mr Putin and his acolytes. Far from Moscow's prosperous streets, the Kremlin has marked tanks, people and television channels with

the letter z. The half-swastika has been painted on the doors of Russian film and theatre critics, promoters of “decadent and degenerate” Western art. Hospital patients and groups of children, some kneeling, have been arranged to form half-swastikas for posting online.

In the 1930s Walter Benjamin, an exiled German cultural critic, analysed fascism as a performance. “The logical result of fascism is the introduction of aesthetics into political life,” he wrote. These aesthetics were designed to supplant reason and their ultimate expression was war.

Today the two faces of the war on television, Vladimir Solovyov and Olga Skabeeva, are caricatures of Nazi propagandists. Mr Solovyov is often dressed in a black double-breasted Bavarian-style jacket. Ms Skabeeva, severe and chiselled, has a hint of the dominatrix. They project hatred and aggression. They and their guests decry the West for having declared war on Russia and plead theatrically with Mr Putin to reduce it to ashes by unleashing the full might of Russia’s nuclear arsenal.

This fantasy Armageddon is matched by real violence, the basis of the relationship between the Russian state and its people. A Levada poll commissioned by Committee Against Torture (now itself blacklisted) showed that 10% of the Russian population has experienced torture by law-enforcement agencies at some point. There is a culture of cruelty. Domestic abuse is no longer a crime in Russia. In the first week of the war young women protesters were humiliated and sexually abused in police cells. Nearly 30% of Russians say torture should be allowed.

Atrocities committed by the Russian army in Bucha and other occupied cities are not just excesses of war or a breakdown in discipline, but a feature of army life that is spread more widely by veterans. The 64th Motor Rifle Brigade, which allegedly carried out the atrocities, was honoured by Mr Putin with the title of “Guards” for defending the “motherland and state interests” and praised for its “mass heroism and valour, tenacity and courage”. The brigade, based in the far east, is notorious in Russia for its bullying and abuse.

Like much else coming from the Kremlin, fascism is a top-down project, a move by the ruling elite rather than a grassroots movement. It requires passive acceptance rather than mobilisation of the masses. Its aim is to disengage people and prevent any form of self-organisation. The Kremlin and television bosses can turn it up and down. In the early years of his presidency Mr Putin used money to keep the people out of politics. After the economy stalled in 2011-12 and the urban middle class came out on the streets to demand more rights, he stoked nationalism and hatred. During the political calm after the annexation of Crimea in 2014 fascism was turned down as suddenly as it had come up.

Its resurgence in 2021-22 followed the decline in Mr Putin’s legitimacy, protests against the poisoning and arrest of Alexei Navalny, an opposition leader, and the growing alienation of younger Russians who are less susceptible to television propaganda and more open to the West. To them Mr Putin was an ageing, vengeful and corrupt grandpa who had a secret palace exposed by Mr Navalny’s much-watched YouTube film in 2021. Mr Putin needed to turn the volume back up again and Ukraine offered him the means.

Freedom is slavery

Russian fascism has deep roots, going all the way back to the early 20th century. Fascist ideas flourished among White émigrés after the Bolshevik revolution and they were partly re-imported to the Soviet Union by Stalin after the war. He feared that a victory over fascism, won with America and Britain, would empower and liberate his own people. So he turned Soviet success into the triumph of totalitarianism and Russian imperial nationalism. He re-branded war allies as enemies and fascists hellbent on destroying the Soviet Union and depriving it of its glory.

In the decades that followed, fascism was constrained by official communist ideology and by Russians’ personal experience of fighting the Nazis alongside the Western allies. After the Soviet collapse, however, both of these constraints disappeared and the dark matter was released. In addition, the

liberal elite of the 1990s completely rejected the old Soviet values, sweeping away a strong tradition of anti-fascist literature and arts.

All the while fascism had festered undercover, within the kgb. In the late 1990s Alexander Yakovlev, the architect of democratic reforms under Mikhail Gorbachev, talked openly about the security services as a cradle of fascism. “The danger of fascism in Russia is real because since 1917 we have become used to living in a criminal world with a criminal state in charge. Banditry, sanctified by ideology—this wording suits both communists and fascists.”

Such ambiguity was on full display in “Seventeen Moments of Spring”, a hugely popular 12-part television series made on the kgb’s orders in the 1970s. On the face of it, the series was nothing more than an attempt to rebrand the Stalinist secret police. Yuri Andropov, then kgb chief and later Soviet leader, wanted to glamorise Soviet spies and attract a new generation of young men into the service. As it turned out, the programmes helped introduce a Nazi aesthetic into Russia’s popular culture—an aesthetic that would eventually be exploited by Mr Putin.



Russian, not Ukrainian, fascism

The hero is a fictional Soviet spy who infiltrates the Nazi high command under the name Max Otto von Stierlitz. He is a high-ranking *Standartenführer* in the ss, whose mission is to foil a secret plan forged between the cia and Germany near the end of the war. Played by the best-loved Soviet actors, the Nazis in the film are humane and attractive. Vyacheslav Tikhonov, who played the role of Stierlitz, was a model of male perfection. Tall and handsome, with perfect cheekbones, he shone in a sleek Nazi uniform that had been tailored in the Soviet defence ministry.

Ordinary Russians were mesmerised. Dmitry Prigov, a Russian artist and poet, wrote: “Our wonderful Stierlitz is the perfect fascist man and the perfect Soviet man at the same time, making transgressive transitions from one to the other with subduing and untraceable ease...He is the harbinger of a new age—a time of mobility and manipulateness.”

Mr Putin was the beneficiary. In 1999, just before he was named as Russia’s president, voters told pollsters that Stierlitz would be one of their ideal choices for the office, behind Georgy Zhukov, the Red Army’s commander in the second world war. Mr Putin, a former kgb man who had been stationed in East Germany, had cultivated the image of a latter-day Stierlitz.

When vtstiom, one of the pollsters, repeated the exercise in 2019, Stierlitz came in first place. “An inversion has occurred,” the pollsters said. “In 1999 Putin seemed the preferred candidate because he looked like Stierlitz; in 2019 the image of Stierlitz remains relevant because it is being implemented by the country’s most popular politician.” On June 24th this year a statue to Stierlitz was unveiled in front of the Foreign Intelligence Service (svr) headquarters that was part of the Soviet kgb.

For Mr Putin, the fascist aesthetic is matched by a distinctively Russian fascist philosophy. He and most of his former kgb peers embraced capitalism and rallied against liberals and socialists. They also projected the humiliation they had suffered in the first post-Soviet decade onto the whole country, portraying the end of the cold war as a betrayal and defeat.

Their prophet is Ivan Ilyin, a thinker of the early 20th century who was sent into exile by the Bolsheviks in the 1920s and embraced fascism in Italy and Germany. Ilyin saw fascism as a “necessary and inevitable phenomenon...based on a healthy sense of national patriotism”. He provided justification for their self-appointed role as the state’s guardians. As such, they were entitled to control its resources.

After the second world war, Ilyin rejected what he saw as Hitler’s errors, such as atheism, and his crimes, including the extermination of the Jews. But he retained his faith in the fascist idea of national resurgence. In 1948 he wrote that “fascism is a complex, multifaceted phenomenon and, historically speaking, far from being outlived.” Accordingly, Mr Putin embraced religion, rejected anti-Semitism and eschewed collective leadership for his own direct rule, confirmed by plebiscites.

Ilyin’s book, “Our Tasks”, was recommended by the Kremlin as essential reading to state officials in 2013. It ends with a short essay to a future Russian leader. Western-style democracy and elections would bring ruin to Russia, Ilyin wrote. Only “united and strong state power, dictatorial in scope and state-national in essence” could save it from chaos.

The Ilyin work Mr Putin is said to have read and reread is “What Dismemberment of Russia Would Mean for the World”, written in 1950. In it the author argues that Western powers will try “to carry out their hostile and ridiculous experiment even in the post-Bolshevik chaos, deceptively presenting it as the supreme triumph of ‘freedom’, ‘democracy’ and ‘federalism’...German propaganda has invested too much money and effort in Ukrainian separatism (and maybe not only Ukrainian)”.

In 2005, following the first popular uprising in Ukraine, known as the Orange revolution, Mr Putin called the collapse of the Soviet Union the greatest geopolitical catastrophe of the 20th century. Drawing on anti-Ukrainian feelings in Russia, he then set his country on a path of confrontation with the West. That same year Ilyin’s body was brought back to Russia from Switzerland, where he had died in exile in 1954. Mr Putin reportedly paid for the gravestone from his own savings. In 2009 he laid flowers on Ilyin’s grave.

Ignorance is strength

The fact that Mr Putin has embraced fascist methods and fascist thinking holds an alarming message for the rest of the world. Fascism works by creating enemies. It makes Russia the brave victim of others’ hatred even as it justifies feelings of hatred towards its real and imagined foes at home and abroad.

Dmitry Medvedev, a former president and “moderniser”, recently posted on social media: “I hate them. They are bastards and degenerates. They want us, Russia, dead...I’ll do all I can to make them disappear.” He did not bother to say who he had in mind. But Russia’s hostility has three targets: the liberal West, Ukraine and traitors at home. All of them need to take stock of what Russian fascism means.

Mr Putin has long sought to undermine Western democracies. He has supported far-right parties in Europe, such as National Rally in France, Fidesz in Hungary and the Northern League in Italy. He has interfered in American elections, hoping to help Donald Trump defeat the Democrats.

Even if fighting stops in Ukraine, the devotee of Ilyin in the Kremlin will not settle into an accommodation with Western democracies. Mr Putin and his men will do everything in their power to battle liberalism and sow discord.

For centuries Russia has been partly European, but Kirill Rogov, a political analyst, wrote recently that the war in Ukraine enabled Mr Putin to cut off that part of its identity. As long as Mr Putin is in power, Russia will build alliances with China, Iran and other anti-liberal countries. It will, as ever, be in the ideological vanguard.

The outlook for Ukraine is even more bleak. A few weeks after the start of the war Ria Novosti, a state news agency, published an article that called for the purging “of the ethnic component of self-identification among the people populating the territories of historical Malorossia and Novorossia [Ukraine and Belarus] initiated by the Soviet powers.”

Ukraine, Mr Putin said, was the source of deadly viruses, home to American-funded biological labs experimenting with strains of coronavirus and cholera. “Biological weapons were being created in direct proximity to Russia,” he warned.

On Russian state television, Ukrainians are called worms. In a recent talk show Mr Solovyov joked: “When a doctor is deworming a cat, for the doctor it is a special operation, for the worms it is a war and for the cat it is cleansing.” Margarita Simonyan, the boss of rt, a state-controlled international tv network, stated that “Ukraine cannot continue to exist.”

The purpose of the invasion is not just to capture territory but to cleanse Ukraine of its separate identity, which threatens the identity of Russia as an imperial nation. Along with its punitive forces, the Kremlin has also dispatched hundreds of schoolteachers to re-educate Ukrainian children in the occupied territories. It equates an independent sovereign Ukraine with Nazism. Either Ukraine will cease to exist as a nation state or Russia itself will be infected by the idea of emancipation that will destroy its imperial identity.

The bleakest of all is the outlook for Russia. Mr Putin did not plan on a war of attrition. He imagined that a strike on Kyiv would rapidly lead to a new regime in Ukraine and the submission of Ukrainian society to his will. So far, Mr Putin has failed to defeat Ukraine. But he has succeeded in defeating Russia.

Talk of bodily contamination and cleansing is not limited to Ukraine. Russia also contains alien elements—oyster-slurping, *foie-gras*-eating traitors who mentally live in the West and are infected with ideas of gender fluidity. The Russian people, Mr Putin declared in a tv address, will “simply spit them out like an insect in their mouth” leading to “a natural and necessary self-detoxification of society”.

Like Stalin, Mr Putin distrusts and fears the people. They need to be controlled, manipulated and, when necessary, suppressed. He excludes them from real decision-making. As Greg Yudin, a Russian sociologist, argues, they are needed for the ritual of elections that demonstrate the legitimacy of the ruler, but the rest of the time they should be invisible. Mr Yudin calls this attitude “people on call”.

The war changed everything. As Hitler told Goebbels in the spring of 1943, “the war...made possible for us the solution of a whole series of problems that could never have been solved in normal times”. Soon Mr Putin was able to impose de-facto military rule and censorship. He blocked Facebook, Twitter and Instagram and any remaining independent media, isolated the country from poisonous Western influence and chased anyone who objected to the war out of the country. Any public statement that challenges the Kremlin’s version of events in Ukraine is punishable by a 15-year prison sentence.

Gregory Asmolov, of King’s College London, argues this new political reality was unimaginable only months ago and is the Kremlin’s most significant achievement in the conflict. The war has enabled Mr Putin to transform Russia into what Mr Asmolov calls a “disconnective society”. He wrote that “These efforts are driven by the notion that it’s impossible to protect the internal legitimacy of the current leadership and keep citizens loyal if Russia remains relatively open and linked up to the global networked system.”



Z is not for Zelensky

So far Mr Putin's aim has been to paralyse Russian society rather than rally the crowds. The show of unity and mobilisation is achieved by television operating in the information space cleared of alternative voices. Among television viewers—mostly people over 60—more than 80% support the war. Among 18- to 24-year-olds, who get their news from the internet, it is less than half. This is perhaps why the symbolic representatives of the z-operation are not working men and women, but a *babushka* with a red-flag and an eight-year-old "grandson" (painted on murals and imprinted on chocolate wrappers, respectively). They are the ideal television viewers and reality-show extras.

The combination of fear and propaganda produces what Mr Rogov calls an "imposed consensus". The state publicises opinion polls showing that the majority of Russians support the "special military operation". The main reason people support Mr Putin is that they think everybody else does, too. The need to belong is powerful. Even when people have access to information, they "simply ignore it or rationalise it, just to avoid destroying the concept of self, country and power...created by propaganda," notes Elena Koneva, a sociologist.

The engine of fascism does not have a reverse gear. Mr Putin cannot turn back to a reality-based brand of authoritarianism. Expansion is in its nature. It will seek to expand both geographically and into people's private lives. As the war drags on and casualties mount, the question is whether Mr Putin can mobilise the passive majority or whether they start to grow restive. The elites in the Kremlin, the army and the security services will watch closely.

Two plus two make four

Victor Klemperer, a German Jew who fought in the first world war and survived the second, wrote that "Nazism permeated the flesh and blood of the people through single words, idioms and sentence structures which were imposed on them in a million repetitions." His book, "The Language of the Third Reich", describes how the dissociating prefix *ent-* (de-) gained prominence in Germany during the war.

As Russian tanks stormed Ukraine in the small hours of February 24th, Mr Putin began his war against Ukraine with that same dissociating prefix. The goal, he said, was *denatsifikatsia* (de-Nazification) and *demilitarizatsia* (de-militarisation). Ria Novosti, the state news agency, later added that "De-Nazification inevitably will be also de-Ukrainisation."

"Germany was almost destroyed by Nazism," Klemperer wrote, "The task of curing it of this fatal disease is today termed 'de-Nazification'. I hope, and indeed believe, that this dreadful word...will fade away and lead no more than a historical existence as soon as it has performed its current duty...But that won't be for some time yet, because it is not only Nazi actions that have to vanish, but also...the typical Nazi way of thinking and its breeding-ground: the language of Nazism."

8 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/iso-camartins-warum-johann-sebastian-bach-keine-oper-schrieb-18184521.html?premium=0x925d948ef66014e60a4ebc527745eed7&GEPC=s5>

J.S. BACH UND DIE OPER:

Er hat die Musik als eine Wissenschaft verstanden

VON BERNHARD SCHRAMMEK

-AKTUALISIERT AM 03.08.2022-19:50



Manche seiner weltlichen Kantaten können locker als „Mini-Oper“ durchgehen: Johann Sebastian Bach

Der lutherische Gottesdienst war ihm „Bühne“ genug: Iso Camartin denkt über die Frage nach, warum Johann Sebastian Bach keine Oper geschrieben hat.

Eigentlich sollte der Schweizer Autor Iso Camartin vor einigen Jahren ein Libretto für eine „Bach-Oper“ schreiben, die Rudolf Lutz, der Leiter der Johann-Sebastian-Bach-Stiftung St. Gallen, aufführen wollte. Sein Text wäre dabei in guter alter Parodietechnik mit ausgewählten Arien und Chören von Bach verknüpft worden, möglicherweise ergänzt durch einige neu komponierte Rezitative. Bei der näheren Beschäftigung mit Bach kam Camartin dann jedoch zu dem Entschluss, dass ein solches Libretto nicht sinnvoll ist, da sich Bach offenbar ganz bewusst dagegen entschieden hat, eine Oper zu komponieren. Statt des Librettos hat Iso Camartin nun ein Buch geschrieben, in dem er für sich den Tatbestand klärt, „Warum Johann Sebastian Bach keine Oper schrieb“.

Zunächst: Muss man die Frage eigentlich stellen? Fragt man auch, weshalb Monteverdi keine Instrumentalwerke oder Wagner keine Messen schrieb? Wenn man die Opernfrage bei Bach aber dann doch stellt, so ist die pragmatische Antwort schnell gegeben: **An Bachs Hauptwirkungsstätten Weimar, Köthen und Leipzig gab es zu seiner Amtszeit keine Opernhäuser. Und für die höfischen Bühnen in Berlin und Dresden reichte Bachs Einfluss offenbar nicht aus, einen Kommissionsauftrag zu erhalten; internationale Opernzentren wie Venedig und London lagen für Bach ohnehin weit außerhalb seines Wirkungskreises.**

Barockoper, Parodie und Affektenlehre

Iso Camartin reicht diese Antwort nicht. Er erklärt in seinem Buch ausführlich die Operntauglichkeit der Bachschen Musik, was angesichts der barocken Affektentheorie auf der Hand liegt. Gefühle wie Trauer oder Freude, Schmerz oder Liebe wurden im achtzehnten Jahrhundert auf der Bühne und in der Kirche mit den gleichen musikalischen Mitteln dargestellt. Außerdem kann manch weltliche Kantate Bachs, wie Camartin schlüssig darlegt, als „Mini-Oper“ durchgehen. **Dass sich Bach dann doch nicht wenigstens zu einem Opernversuch entschlossen hat, begründet Iso Camartin damit, dass der Thomaskantor sich nicht in erster Linie als Unterhaltungskünstler gesehen, sondern die Musik als eine**

Wissenschaft verstanden habe. **Mit den Mitteln der Kirchenmusik konnte Bach alles ausdrücken, der lutherische Gottesdienst sei ihm „Bühne“ genug gewesen.**



Iso Camartin: „Warum Johann Sebastian Bach keine Oper schrieb“. :Bild: rüffer & rub

Begleitet wird diese These mit Bemerkungen zur Operngeschichte in Leipzig sowie zu Bachs spärlichen Berührungen mit dieser Gattung, wobei Camartin hier weitgehend die Forschungen von Christoph Wolff und Michael Maul referiert. In einer Tour de force behandelt er auch noch generell die Geschichte der Barockoper, die Praxis der Parodie und die Affektenlehre. Deutlich individueller sind dagegen Camartins Betrachtungen einzelner Bach-Arien formuliert. QR-Codes am Ende der Kapitel führen den Leser dann direkt zum entsprechenden Audio- beziehungsweise Videobeispiel auf Youtube.

So gut sich dieses Buch liest und so individuell es auch konzipiert ist, es bietet für Bach-Enthusiasten kaum etwas Neues. Stattdessen finden sich im Text dann doch zu viele Ungenauigkeiten, was die Fakten zu Bach anbetrifft. So war Bach 1722 nicht etwa ein direkter Konkurrent von Telemann im Auswahlverfahren um das Thomaskantorat, sondern bewarb sich erst, als Telemann längst abgesagt hatte. Seine Jagdkantate hat Bach in Weimar und nicht in Leipzig komponiert, instrumental besetzt ist das Stück nicht mit Schalmeyen, sondern mit Oboen.

Eine gute und wichtige Forderung

Telemann ging 1705 von Leipzig nicht nach Hamburg, sondern nach Sorau, für Bachs Kantate „Ich habe genug“ ist der Textdichter nicht unbekannt, sondern von Christine Blanken bereits vor Jahren als Christoph Birkmann identifiziert worden; die Komplettierung der h-Moll-Messe 1748/49 geschah ganz sicher nicht für den Dresdner Hof. Schließlich ist es sehr gewagt, Leipzig als „eine deutsche Hauptstadt“ zu bezeichnen. Diese Fehler sind natürlich keine Katastrophen, wären aber doch leicht vermeidbar gewesen. Auch die Hervorhebung des Grafen Questenberg als möglicher Opern-Auftraggeber für Bach ist reichlich spekulativ, war doch dieser Adlige 1749 gesundheitlich und finanziell zu sehr angeschlagen, um ein solches Projekt zu realisieren.

Im Schlusskapitel fordert Camartin, Bach mit seiner Musik möglichst überall aufzuführen, also auch auf der Opernbühne. Das ist eine gute und wichtige Forderung, der allerdings auf vielen Festivals bereits nachgekommen wird. Anfang dieses Jahres haben die Netherlands Bach Society und Opera2day in Den Haag eine Produktion mit Bach-Musik auf einem neuen Libretto von Thomas Höft unter dem Titel „Die Apokalypse“ herausgebracht, die 2024 auch beim Leipziger Bachfest zu sehen sein wird. Der Untertitel lautet: „Die Oper, die Bach nie geschrieben hat.“

8 août (The Economist)

<https://www.economist.com/united-states/2022/07/28/questioning-americas-approach-to-transgender-health-care>

In search of evidence

Questioning America's approach to transgender health care

Some paediatricians want a re-examination of the professional guidance



Jul 28th 2022

When Jane Clark's 15-year-old daughter told her that she thought she might be gay, Dr Clark, a paediatrician who calls herself a "typical west-coast liberal", said, "ok, great." When the child a few months later said she thought she was non-binary, "I was, like, I don't know what that means, but ok." She found a gender therapist for her child, expecting a period of therapy. Within a couple of visits the therapist told her that her daughter wanted "top surgery" (a double mastectomy) and emailed her to recommend a surgeon. "I said, 'What are you talking about?'" gasps Dr Clark (not her real name).

Listen to this story. Enjoy more audio and podcasts on [iOS](#) or [Android](#).

She booked her daughter into a local gender clinic. Before their first visit, a social worker phoned "to go through the informed consent for the hormones". "I was completely shocked that this was the approach to a child who was questioning their gender," says Dr Clark. "I just didn't know what 'gender-affirming care' meant. It sounds so beneficial and positive."

Looking for support, she turned to the American Academy of Paediatrics (AAP), but found the gender clinic was, in fact, following AAP guidelines. They state that children should be affirmed in the gender they say they are, and treatment can comprise social and medical transition, including puberty blockers, cross-sex hormones and surgery. "I feel completely betrayed by the AAP," says Dr Clark.

She is one of a growing number of doctors who are starting to push back against the apparent medical consensus on transgender issues. Some paediatricians are trying to get the AAP to change its guidelines at its leadership conference that opens on August 4th. They accuse the academy of trying to suppress debate on the subject.

The AAP's current guidance, written in 2018, has been influential. But opponents say it is not based on evidence. Julia Mason, a paediatrician in Oregon (and a lifelong Democrat), says research suggesting improved outcomes from "affirmative care" is weak. She points to the review of worldwide research done by Britain's National Institute for Health and Care Excellence in 2020. It found that studies on the impact of puberty blockers are "either of questionable clinical value, or the studies themselves are not reliable". On cross-sex hormones, it found some short-term benefits but said these "must be weighed against the largely unknown long-term safety profile of these treatments".

Genspect, an international group of clinicians and parents, wrote to the aap calling for a “non-partisan and systematic review of evidence”, saying: “Many of our children have received this care and are anything but thriving.” Without long-term data, says Dr Mason, “We’re flying blind. We’re conducting uncontrolled experiments on the bodies of children.”

When the aap policy came out, James Cantor, a psychologist, wrote a peer-reviewed article that took apart the statement’s sources. “It is remarkable that a small group of activists is commandeering the most influential organisations affecting children in America,” says Dr Mason.

Other medical organisations, such as the Endocrine Society and the World Professional Association for Transgender Health (wpath), also have pro-affirmation guidance. wpath in December released a draft of its new Standards of Care. It suggests lowering the age of eligibility for cross-sex hormones to 14, for surgical removal of breasts to 15 and of testicles to 17.

Europe v America

The dissident paediatricians have had to ignore the culture wars, which suggest conservatives must oppose “affirmative care” and liberals must support it. They say this is about safeguarding not politics, and point to the many “detransitioners” who regret their own actions.

The aap denies it is blocking debate. In a statement, it said: “Robust evidence demonstrates that access to gender-affirming care decreases risk of suicidal ideations, improves mental health, and improves the overall health and well-being of transgender and gender-diverse youth.” Its website says it is working on a “thorough update” of its 2018 statement. But a change looks unlikely (it will still be titled “Providing affirmative clinical care”). Supporters say waiting until children are 18 is not an option. “There are too many risks in terms of mental-health issues and suicide risk,” says Eli Coleman of wpath. “We can see the benefits of intervening early, rather than having them experience more harm.” Critics say there is no evidence that “affirmation” reduces suicides. They say blockers and hormones can cause sterility, anorgasmia and osteoporosis.

The American situation contrasts with Europe, where some medical groups are moving in the opposite direction. In 2022 Sweden said it will not give blockers or hormones to anyone under 18, with a few strict exceptions. Finland discourages medicalisation for those under 25. Both now prioritise therapy. Britain has launched a review of child services by Hilary Cass, a former head of the Royal College of Paediatrics. Her interim report this year appeared to distance itself from the “affirmative model” that “originated in the usa”.

William Malone, an endocrinologist with the Society for Evidence-based Gender Medicine, a non-profit group, sees parallels with previous medical scandals, not least the opioid crisis. There is a mix of “Big Pharma, a vulnerable patient population, and physicians misled by medical organisations or tempted by wealth and prestige”, he says. But now there is gender-identity ideology on top. “We are completely saturated with corporate influences and lobby groups,” says Dr Malone. “The only way they will be halted is if a massive number of people are harmed and they get together to sue the people who harmed them.”

8 août (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/michele-tribalat-la-depossession-de-notre-politique-migratoire-a-ete-consentie-20220807>

Michèle Tribalat: «La dépossession de notre politique migratoire a été consentie»

Par [Alexandre Devecchio](#)

Publié hier à 18:27, mis à jour il y a 1 minute



La démographe Michèle Tribalat en 2015. Sébastien SORIANO/Le Figaro

ENTRETIEN - Pour la démographe*, si la France accueille toujours une immigration importante, tant clandestine que régulière, c'est en raison d'un manque de volonté politique. Aujourd'hui, ce sont l'administration et les juges - nationaux comme européens - qui produisent la norme en matière de droit des étrangers, sans que le gouvernement s'y oppose, comme cela a pu être le cas dans des pays voisins, explique-t-elle.

LE FIGARO. - Le ministre de l'Intérieur a annoncé «une lutte plus intraitable que jamais contre les étrangers délinquants». Comment expliquez-vous que les étrangers en général, pas seulement les délinquants, soient si difficiles à renvoyer chez eux? Est-ce un problème de droit, de moyens, de volonté politique?

Michèle TRIBALAT. - Sans doute un peu des trois. Si le gouvernement peut encore décider du nombre d'étrangers qu'il accueille pour motif économique, tout le reste doit entrer dans le cadre des directives et règlements de l'UE. Cette dépossession a été consentie. Jamais la France n'a posé des exigences qui auraient conduit à un compromis, ce qu'ont fait le Danemark, le Royaume-Uni, l'Irlande et la Pologne. Le Danemark a ainsi bénéficié d'un droit de retrait sur le pilier justice et affaires intérieures et de protocoles spéciaux, notamment sur les questions migratoires.

Il faut ajouter à cela le poids grandissant de la jurisprudence française et européenne (CEDH et CJUE), qui contribue à une certaine impuissance politique. Michel Bouleau a montré, à travers l'examen des contentieux du Conseil d'État, la futilité des lois à répétition sans grand effet sur le réel. L'examen des situations individuelles d'un point de vue subjectif, comme des cas d'espèce, l'emporte sur la norme juridique. Le droit des étrangers est devenu ainsi une coproduction du juge et de l'administration. La circulaire entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019 pour la mise en application de la loi du 10 septembre 2018, joliment intitulée «*Pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie*», censée «*garantir une exécution effective des décisions d'éloignement*», ne semble guère avoir tenu ses promesses. Le nombre d'exécutions d'obligations à quitter le territoire (OQT) est resté en 2019 voisin de ce qu'il était l'année d'avant (autour de 15.000) et a décliné en 2020 (6930) en contexte pandémique.

D'autres pays d'Europe font-ils mieux?

Il n'est pas facile de mesurer les performances des États de l'UE parce qu'il faudrait disposer d'une statistique qui n'existe pas. Celle-ci classerait les exécutions d'OQT par année d'émission. Eurostat ne compile que les OQT prononcées et celles qui ont été exécutées, sans les relier. Les délais d'exécution ne sont pas sans rapport avec la longueur des procédures, laquelle dépend aussi des moyens mis en œuvre et de la nationalité des étrangers à reconduire. Le résultat aussi. Plus la procédure se prolonge, plus il y a de chances que l'étranger ait noué des liens sur place tels que l'examen de sa situation conduit à un abandon de l'éloignement. Néanmoins, si l'on examine très grossièrement les chiffres d'Eurostat, c'est la France qui a prononcé le plus d'OQT au cours des six années allant de 2015 à 2020: 583.425 contre 358.040 en Allemagne, par exemple. Sur ces mêmes années, son résultat en termes d'exécution n'est pas brillant: 73.835 contre 239.140 pour l'Allemagne. La composition par nationalité n'est certes pas la même: plus de Maghrébins à renvoyer pour la France (27 % contre 7 % pour l'Allemagne sur ces six ans). Mais, même pour eux, l'Allemagne semble mieux se débrouiller que la France.

Outre la question de l'immigration clandestine, la France reste-t-elle un pays d'immigration tout court? Quels sont les chiffres?

Si la France a pu être qualifiée de pays d'immigration pendant les Trente Glorieuses, alors elle l'est encore aujourd'hui. De 1946 à 1975, la proportion d'immigrés s'est accrue de 1,37 % par an en moyenne en France métropolitaine. De 2007 à 2020, ce taux d'accroissement, dans la France entière, était en moyenne de 1,59 %, avec un pic pendant le mandat de François Hollande à 1,98 %. La proportion d'immigrés en 2021, d'après les chiffres provisoires de l'Insee, est de 10,3 %. Après la vague migratoire des Trente Glorieuses, elle s'était stabilisée autour de 7,4 % (France métropolitaine) pendant un quart de siècle, à la suite d'un repli de l'immigration européenne, malgré l'expansion d'une immigration extra-européenne. C'est pourquoi il n'est pas très honnête de commenter en bloc l'évolution à partir de 1975, en raison de ces vingt-cinq années de stagnation de la proportion d'immigrés.

Les recensements et les enquêtes annuelles de recensement collectent les informations utiles depuis très longtemps, ce qui a permis à l'Insee, une fois qu'il a consenti à la définition des immigrés (nés étrangers à l'étranger), de remonter jusqu'en 1911

Michèle Tribalat

Pourquoi préférez-vous l'évolution de la population immigrée aux données publiées par le ministère de l'Intérieur sur la délivrance des titres de séjour pour illustrer l'évolution de l'immigration étrangère en France?

Dès que l'on veut examiner l'évolution de l'immigration étrangère sur le long terme, on est confronté à l'absence de données équivalentes à celles que produit le ministère de l'Intérieur depuis la fin des années 1990, avec la mise en place de l'application de gestion des dossiers de ressortissants étrangers en France (AGDREF). Au contraire, les recensements et les enquêtes annuelles de recensement collectent les informations utiles depuis très longtemps, ce qui a permis à l'Insee, une fois qu'il a consenti à la définition des immigrés (nés étrangers à l'étranger), de remonter jusqu'en 1911.

Par ailleurs, les statistiques du ministère de l'Intérieur sur les premiers titres de séjour délivrés ne donnent pas exactement le nombre d'étrangers entrant en France chaque année. Certaines catégories d'étrangers échappent à l'obligation de détenir un titre de séjour. C'est le cas des originaires des pays de l'Espace économique européen et de la Suisse et des mineurs (isolés ou non). Ces derniers sont comptés au moment de la délivrance du premier titre de séjour s'ils sont encore en France et de nationalité étrangère, donc avec un décalage. Le suivi du nombre de premiers titres de séjour donne une idée de l'évolution de l'immigration étrangère, mais une idée seulement. Et il faut se garder des calculs de coin de table auxquels certains se livrent pour compenser cette incomplétude, en y ajoutant

les demandeurs d'asile ou les mineurs isolés, en raison des doubles comptes dans le temps lors de l'obtention d'un premier titre de séjour.

La focalisation sur l'immigration clandestine tend-elle à éluder la question de l'immigration dans sa globalité? Faut-il séparer ces deux questions?

L'immigration clandestine a pris une forme particulièrement visible lors de la crise de l'asile autour de 2015, au point que le qualificatif «clandestine» ne convient plus guère. Elle inquiète parce qu'elle semble ruiner, par avance, toute idée de maîtrise des flux migratoires. Donc les deux questions sont inséparables. Tout projet de politique migratoire est obligé de s'atteler à ce problème pour être crédible. Par ailleurs, ceux qui arrivent à s'installer en France, malgré leur entrée illégale, pourront à terme faire venir leur famille. C'est par exemple le cas des mineurs non accompagnés qui obtiennent le statut de réfugié. Très peu nombreux en France pour l'instant, car la plupart ne demandent pas l'asile (867 demandes seulement à l'OFPRA en 2021).

** Dernier ouvrage paru: «Immigration, idéologie et souci de la vérité» (L'Artilleur, 2022).*

8 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/lea-ybis-buch-frei-18191567.html>

EINE KINDHEIT IN ALBANIEN:

Die ersehnte Freiheit ist zwiespältig

VON KERSTIN MARIA PAHL

-AKTUALISIERT AM 07.08.2022-21:47



Wo der albanische Diktator Enver Hoxha geboren wurde und man bis heute Büsten von ihm kaufen kann: Deko-Ware in der Unesco-Welterbestadt Gjirokastra Bild: picture alliance/dpa

Lea Ypi hat ein Memoir über ihre Kindheit in Albanien und die Enttäuschung über den Westen geschrieben: eine kluge Komposition aussagekräftiger Szenen, in denen Tragik und Absurdität, Freude und Grausamkeit nahe beieinander liegen.

Das mulmige Gefühl stellt sich ganz unerwartet ein. Gerade freute man sich noch mit der sechsjährigen Erzählerin, dass ein monatelanger Streit mit den Nachbarn beigelegt ist, da lässt sie die Raki-geschwängerte Runde erstarren. Beiläufig erwähnt sie, ihre Eltern könnten Onkel Enver wohl nicht leiden, denn sonst hätten sie schon längst sein Foto im Wohnzimmer stehen. Der Nachbar, ein Parteifunktionär, rettet die Situation, indem er das Mädchen sanft ermahnt. „Du musst mir versprechen“, schiebt er dann nach, „dass du zu mir kommst und es mir erzählst, falls dir je wieder solche dummen Gedanken über deine Familie in den Sinn kommen.“ In diesen Momenten ist Lea Ypis autobiographische Erzählung „Frei“ besonders eindrucksvoll: wenn sich die Durchdringung aller Lebensbereiche durch die Überwachung einer Diktatur offenbart.

Ypi wächst in [Albanien](#) auf, dem Sonderfall des Ostblocks. Enver Hodscha herrschte dort von 1946 bis zu seinem Tod 1985, und unter ihm sagt sich das Land bis zur fast vollständigen Isolation von allen Verbündeten los. Die kleine Lea glaubt an Albanien, sie wünscht sich Familienmitglieder, die als Märtyrer im antifaschistischen Kampf sterben, damit sie deren Geschichten vor der Klasse erzählen kann. Denn Biographie, so lernt sie, ist im Sozialismus wichtiger als die eigene Gesinnung. Sie hätte nie in „die Partei“ eintreten können, offenbart ihr die Mutter später, denn ihre Vorfahren seien verdächtig. Bei all dem befindet sich der Leser immer auf Leas Wissenstand. Warum es etwa ein Problem ist, mit jemandem zu verkehren, der gerade seinen Abschluss gemacht hat, erschließt sich erst, wenn man den Code kennt: Universität heißt Gefängnis, der Abschluss ist die Entlassung, der Ausschluss vom Unterricht die Todesstrafe.

So brechen Freundschaften auseinander

So niederschmetternd der Inhalt, so ironisch ist oft der Bericht. Ypi schreibt mit jener unsentimentalen Distanz, die im englischen Sprachraum eine viel gelobte Haltung von Ich-Erzählungen ist. Häufig benutzt sie die direkte Rede, was Eindringlichkeit erzeugt, aber manchmal an ein Theaterstück erinnert. Im Epilog erfährt man, dass die Autorin, heute Professorin für politische Theorie an der London School of Economics, ursprünglich eine Abhandlung über „deckungsgleiche Vorstellungen von Freiheit“ aus der liberalen und der sozialistischen Tradition geplant hatte. Aber

dann kamen ihr die eigenen Erinnerungen in die Quere – und die Erkenntnis, dass „hinter jeder Personifikation ökonomischer Kategorien ein Mensch aus Fleisch und Blut“ stecke. Die ideengeschichtliche Versuchsanordnung ist im Kern geblieben, denn das Buch ist auch ein Argument in einem familiär-historischen Konflikt: Wieso forscht die Tochter von Opfern des Sozialismus heute zu Marx?



Lea Ypi: „Frei“. Erwachsenwerden am Ende der Geschichte. :Bild: Suhrkamp Verlag

Die Antwort gibt sie im zweiten Teil. Er setzt 1991 ein, dem Jahr der ersten freien Wahlen. Die nationale Abgeschlossenheit, zuvor eine Quelle von behütetem Stolz, verwandelt sich in den Frust darüber, eine abgehängte Balkanprovinz zu sein. Der Vater, ein intellektueller Freigeist, versinkt in Mutlosigkeit, weil er fünf Sprachen, aber kein Englisch kann. Die Mutter, mittlerweile Lokalpolitikerin, empfängt eine Delegation französischer Feministinnen im roten Seidennegligé, das sie, falsch informiert durch die Seifenwerbung, für ein edles Hauskleid hält.

Die ersehnte Freiheit ist zwiespältig. Zum einen verschwindet die Kontrolle durch die Partei, das Gleiche gilt zum anderen aber auch für die eingespielten Rituale der Beziehungspflege. Einkommensunterschiede lassen Freundschaften auseinanderbrechen. Die neue Rede von der Liberalisierung ersetzt die alten Parolen vom demokratischen Zentralismus, aber der Schlagwortcharakter bleibt.

„Meine Familie setzt den Sozialismus mit Verleugnung gleich“

Für das dünne Mädchen mit Jungenhaarschnitt fallen die Zeiten im Wandel mit der Verwandlung des eigenen Körpers zusammen. Ihr Vater wird ins Parlament gewählt, aber Jungs verziehen den Mund, wenn sie Lea beim Flaschendreien küssen sollen. Wie viele Albaner verliert Leas Familie ihre Ersparnisse durch das „Pyramidensystem“, das Privatanlegern für Firmeninvestitionen überhöhte Zinsversprechen gibt. Dessen Kollaps führt im März 1997 zum Bürgerkrieg, den die Autorin mithilfe ihrer alten Tagebucheinträge erzählt. Das Dauerfeuer der Kalaschnikows lässt sie zeitweise verstummen, zugleich geht das Leben weiter: „Ich habe daran gedacht, mich umzubringen“, heißt es an einem Tag. „Irgendwo im Haus hat sich ein Kuckuck versteckt“, an einem anderen.

Lea Ypis Buch ist keine klassische Autobiographie, sondern eine kluge Komposition aussagekräftiger Szenen, in denen Tragik und Absurdität, Freude und Grausamkeit nahe beieinander liegen. Dass man

hinter der Illusion des allwissenden Kindes recht schnell den abgeklärten Blick der Akademikerin erkennt, trübt das Lesevergnügen nicht. Ob es den Epilog gebraucht hätte, ist dagegen fraglich. Er spricht viel aus, was zuvor nur angedeutet wurde. „Meine Familie setzt den Sozialismus mit Verleugnung gleich“, schreibt Ypi. „Ich setze den Liberalismus mit gebrochenen Versprechen gleich, mit der Zerstörung von Solidarität, mit dem Anspruch auf vererbte Privilegien und dem bewussten Ausblenden von Ungerechtigkeit.“ Das liest sich in Anbetracht der Seiten zuvor, in der die vielen Widersprüche von Menschen und Systemen einfühlsam dargelegt wurden, ausgesprochen nuancenarm. Und zugleich lernt man, worum es in dem Buch wirklich geht: um die Erfahrung, dass die Theorie immer mit den Grenzen der Praxis zu kämpfen hat, die Theorie von Freiheit ebenso wie die von Solidarität und Gemeinschaft.

Lea Ypi: „Frei“. Erwachsenwerden am Ende der Geschichte. Aus dem Englischen von Eva Bonné. Suhrkamp Verlag, Berlin 2022. 332 S., geb., 28,- €.

6 août (NZZ)

<https://www.nzz.ch/wissenschaft/die-unscharfe-grenze-zwischen-wissenschaft-und-pseudowissenschaft-ld.1694284>

Die Abgrenzung gegenüber den Pseudowissenschaften ist notwendig. Doch am besten geschieht das mit Augenmass

Zwischen Wissenschaft und Nichtwissenschaft gibt es keine klare Grenze. Wissenschaftler sollten darum nicht pauschal diskreditieren, was sich an der Peripherie tut. Eine Typologie der Randwissenschaften – von Akupunktur bis Postkolonialismus.

Eduard Kaeser

06.08.2022, 05.30 Uhr



Ob die Akupunktur tatsächlich heilend wirkt, ist umstritten. Im Laufe der letzten Jahrzehnte hat sich allerdings zwischen moderner und alternativer Medizin ein aufgeschlossenes Verhältnis entwickelt.

Karin Hofer / NZZ

Stellen wir uns Wissenschaft als ein Land vor, erscheint sie uns als ein Gebiet mit verschwommenen Rändern. Im Zentrum befinden sich die etablierten Disziplinen, gegen die Peripherie geraten wir in eine nebulöse Grauzone, wo sich Kreationisten, Flacherdler, Ufologen, Löffelbieger, Kryptozoologen, Parapsychologen, Eugeniker, Katastrophisten und Spiritualisten tummeln.

Seit einem Jahrhundert versuchen Wissenschaftler und Philosophen, auf der Karte dieses Landes eine klare Grenze zwischen Wissenschaft und Nichtwissenschaft zu ziehen. Der Physikochemiker und Nobelpreisträger Irving Langmuir glaubte in einem Vortrag 1953, zwischen normaler und pathologischer Wissenschaft unterscheiden zu können.

Der Philosoph Karl Popper brachte die Abgrenzung als das «Demarkationsproblem» auf den philosophischen Begriff. Er ersann das bekannte Falsifikationskriterium, mit dem sich die wissenschaftliche Spreu vom Weizen eindeutig trennen lässt.

Aber solche Versuche erweisen sich als grobschlächtig. Sie befassen sich zu wenig mit dem Charakter des Unwissenschaftlichen. Sie disqualifizieren die Theorien der Randzone pauschal als unwissenschaftlich oder pseudowissenschaftlich. Stattdessen ist es angemessener, den Blick auf sie schärfer einzustellen. Das erlaubt dann auch, das Urteil der Pseudowissenschaftlichkeit zu diversifizieren und zu präzisieren.

Ich halte einen Ausdruck des amerikanischen Wissenschaftshistorikers Michael D. Gordin für sehr praktikabel: «fringe sciences», Randwissenschaften. Werfen wir einen Blick auf vier Typen.

Die Wissenschaftsgeschichte ist ein Abfallkübel

Zunächst die Residualwissenschaft. Eine Wissenschaft ist residual, wenn sie überkommene Ansichten weiterhin vertritt: etwa Astrologie, Alchemie, Intelligent Design. All diese Theorien waren einmal durchaus akzeptierte und respektierte Instrumente der Welterklärung, teils aus mythologischem, teils aus religiösem Fundus stammend. Sie gelten aber als überholt, weil der wissenschaftliche Konsens sich von den früher vorherrschenden Vorstellungen gelöst und weiterentwickelt hat.

Die Wissenschaftsgeschichte ist deshalb nicht nur eine Geschichte der wissenschaftlichen Siege, sondern auch ein grosser Abfallkübel verfallener Theorien. In ihm befindet sich alles, was die moderne Wissenschaft nach ihrem Selbstverständnis – oder nach ihrem Selbstmissverständnis – «überwunden» hat. Wer Theorien aus diesem Kübel vertritt, sieht sich schnell an den Rand gedrängt.

Astrologie als historisch-kulturelles Phänomen zu studieren, gilt durchaus als wissenschaftlich, sogar als lehrreich. Denn wir lernen ein Weltbild kennen, in dem die Konstellationen der Himmelskörper nicht blosse Mechanik, sondern ein deutbarer Text waren, aus dem sich unser Schicksal ablesen liess.

Heute erklärt die Astrophysik die Kausalität der Himmelsdynamik. Und für Himmelsdeutung hat sie nichts übrig. Astrologie zu praktizieren, gilt als Residual- oder Pseudowissenschaft. Leute, die sich mit Themen am Rand befassen, gelten schnell als intellektuell «randständig».

Althergebrachte Praktiken sind nicht überwunden

Natürlich wehren sich Astrologen gegen eine solche Disqualifizierung. Das führt zum zweiten Typus, zur Alternativwissenschaft. Auf vielen Gebieten existieren nach wie vor althergebrachte Vorstellungen, wohl am offensichtlichsten in den Heilpraktiken. Obwohl die moderne «westliche» Medizin ihren enormen Fortschritt den Methoden der Biowissenschaften verdankt, hat sie althergebrachte und «nichtwestliche» Praktiken keineswegs verdrängt oder überwunden.

Es gibt immer das Bestreben von Hardlinern, den medizinischen Diskurs von allen nicht evidenzbasierten Vorstellungen und Verfahren zu «reinigen». Aber dieser Kanon ist, wie sich zeigt, zu ausschliessend.

Im Laufe der letzten Jahrzehnte entwickelte sich zwischen moderner und alternativer Medizin ein aufgeschlossenes Verhältnis. Es stellt nicht auf Konkurrenz ab, sondern auf Komplementarität. Auch deshalb, weil sich die wissenschaftliche Medizin ihres allzu materialistischen Menschenbildes bewusst geworden ist. Man könnte also sagen, dass sich bestimmte alternative Heilpraktiken von der Peripherie in Richtung Zentrum bewegten.

Manchmal befindet sich Wissenschaft im Kampfmodus

Anders als die Alternativwissenschaft, die sich mit dem Mainstream arrangiert, gibt sich die Anti-Establishment-Wissenschaft kämpferischer. «Wer sagt uns, wie man den Himmel deuten soll?», «Wer definiert eigentlich, was Wissenschaft ist?», fragt sie keck. Das heisst, ganz im Sinn postmodernen Geistes sieht sie in den hehren Idealen der Wahrheit, Objektivität und Faktizität nur machtvolle «Grosserzählungen», Ausschlussverfahren für das Unerwünschte, Unbequeme, zur Emanzipation Drängende.

Anti-Establishment-Wissenschaft sucht die Machtstrukturen hinter der Erkenntnissuche sichtbar zu machen. Zum Beispiel wehren sich Gender-Studies oder interkulturelle und postkoloniale Studien vor allem dagegen, im Gefüge des universitären Systems eine «vorherbestimmte» Randposition zugewiesen zu erhalten. Dieser «Kampfmodus» hat durchaus zu neuen Forschungsansätzen geführt, aber auch zu schrillen Praktiken wie dem «Cancelling».

Es gibt die ausseruniversitäre Anti-Establishment-Wissenschaft. Ihre Randtheorien sind Ausdruck einer sozialen und kulturellen Substruktur. Sie sind Identitätsstifter, Anziehungspunkte für abweichende, «heterodoxe» Ansichten, Keime libertären Aufbegehrens.

Nicht selten sehen Verfechter von Randtheorien gerade in der «Andersgläubigkeit» die überzeugendste Begründung der Richtigkeit. In ihrer Perspektive ist die orthodoxe Wissenschaft elitär, unterdrückend, korrupt, dekadent. Dagegen muss man die Freiheit des eigenen Weltbildes verteidigen.

Zweifel streuen, um Unübersichtlichkeit zu schaffen

Denialismus versteht sich nicht als Opposition zum Establishment, seine Strategie ist vielmehr das interessengeleitete Zersetzen eines Forschungskonsenses. Und zwar unter dem perfiden Motto «Mehr Forschung ist nötig». Das war die Strategie der Public-Relations-Firma Hill & Knowlton, die 1954 im Auftrag der amerikanischen Zigarettenindustrie politische Interventionen zur Eindämmung des Rauchens aufzuschieben suchte.

Perfide daran war, dass man mit «mehr Forschung» primär nicht Evidenz für oder gegen eine Hypothese suchte, sondern generell Zweifel streute, um den zunehmend robusteren Konsens der Forschung zu unterminieren. «Der Zweifel ist unser Produkt» hiess die Devise. Am sichtbarsten wurde sie in den 1960er Jahren, als die Petroindustrie mit der Evidenz aus eigenen Forschungsinstitutionen und Think-Tanks die offizielle Evidenz der Wissenschaft über den Klimawandel konterkarierte.

Die Taktik ist subtil. Sie schreibt sich auf die Fahne, am normalen wissenschaftlichen Erkenntnisprozess teilzunehmen, und in diesem Prozess ist keine Meinung definitiv. Aber die Resultate, die Think-Tanks in offiziell anmutendem Fachliteraturformat publizieren, haben oft nicht die fachliche Begutachtung durchlaufen. Die Hauptadressaten – Politiker und Öffentlichkeit – übersehen häufig diesen Unterschied. Diese bewusst geschaffene Unübersichtlichkeit ist ein ideales Biotop für den Denialismus.

Rigidere Standards schaffen keine Abgrenzung

Zu dieser Unübersichtlichkeit trägt besonders die heutige Publikationspraxis bei. Es gibt eine Schwemme an neuen Publikationsorganen. Die Zeitschrift «Nature» brachte 2019 [einen kritischen Kommentar](#) zu sogenannten «Räuberzeitschriften» («predatory journals»), welche dubiose Forschungsergebnisse ohne Qualitätsprüfung (dafür mit Publikationsgebühr) veröffentlichen. Sie sind gemäss den Autoren des Kommentars «eine globale Bedrohung».

Der Ruf nach strengeren Publikationsstandards liegt in der Luft. Aber damit schafft man kaum eine Abgrenzung zwischen Wissenschaft und Nichtwissenschaft. Eher noch riskiert die Wissenschaft, sich ins eigene Knie zu schiessen – Stichwort Replikationskrise. Die Klagen über qualitativ minderwertige Forschung häufen sich schon seit einiger Zeit, vor allem seit sich datenintensive Methoden wie statistisches Testen eingebürgert haben.

Aufdecken und Analysieren ist aufwendig

Vom Schriftsteller Ludwig Hohl stammt die Metapher der «hereinbrechenden Ränder». Sie beschreibt meines Erachtens aufs Einprägsamste die gegenwärtige Situation. Die Strömungen von den Rändern mischen sich mit dem Mainstream der Wissenschaften, schlampige Forschung «verunreinigt» ihn, sät Ungewissheit und Verdächtige.

Es gehört deshalb mehr denn je zum Forschungsethos, sich von nicht- oder pseudowissenschaftlichen Praktiken abzugrenzen – nicht dadurch, dass man alles über den Leisten eines universellen Kriteriums schlägt, sondern dadurch, dass man von Fall zu Fall die Fehler, Unseriositäten, Widersprüche aufdeckt und analysiert. Das ist aufwendig und zeitraubend, gehört aber zur Aufgabe eines zeitgemässen Forschers – und ist ein dringendes Erfordernis seiner Ausbildung.

Wissenschaft bewahrt ihre prekäre Glaubwürdigkeit im Basar der Welterklärungen nur, wenn sie sich dem Motto «Not anything goes» verschreibt. Und dies offensiv.

6 août (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/pierre-antoine-delhommais/dette-les-non-dits-du-gouvernement-05-08-2022-2485465_493.php

Dette : les non-dits du gouvernement

ÉDITO. Bruno Le Maire affirme vouloir redresser les finances publiques mais l'exécutif continue en réalité de dépenser à tout-va.



Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, à l'Assemblée nationale, le 19 juillet. © XOSE BOUZAS/HANS LUCAS VIA AFP

Par Pierre-Antoine Delhommais

Publié le 05/08/2022 à 07h00

L'adoption de la loi sur le pouvoir d'achat et de la loi de finances rectificative pour 2022 signale clairement que, en matière budgétaire au moins, la sobriété n'est pas à l'ordre du jour en France. Les débats à l'Assemblée nationale ont d'abord affiché le spectacle aussi animé qu'affligeant de députés de l'opposition littéralement ivres de dépenses, rivalisant d'imagination pour proposer des mesures plus coûteuses les unes que les autres. Augmentation de 10 % des aides au logement et du point d'indice des fonctionnaires, gel du prix de l'essence à 1,50 euro le litre, indemnisation des ménages se chauffant au fioul, compensation pour les collectivités locales de la hausse du RSA, revalorisation de 500 millions d'euros supplémentaires des pensions de retraite, etc.

Comme si l'argent continuait d'être gratuit alors que les taux d'intérêt remontent à toute allure et que la charge de la dette est en train de s'envoler : + 17 milliards d'euros de plus que prévu dès cette année. Comme si surtout le gouvernement faisait preuve de radinerie, comme s'il n'avait pas une nouvelle fois démontré au cours des derniers mois sa capacité inégalée à dépenser de l'argent qu'il n'a pas, comme s'il n'avait pas lâché depuis l'automne dans sa lutte contre l'inflation une bonne cinquantaine de milliards d'euros, plus que dans n'importe quel autre pays européen.

La conséquence improbable de ce vent de folie dépensière soufflant sur les bancs de l'Assemblée est de faire apparaître le gouvernement d'Élisabeth Borne comme un paragon de vertu budgétaire, ce qui est tout de même un comble avec un déficit atteignant 5 % du PIB. Et de faire passer Bruno Le Maire pour une sorte d'Harpagon veillant précieusement sur la cassette du Trésor public. Lui-même il est vrai prend visiblement beaucoup de plaisir à jouer ce rôle de pingre et de grippe-sou en affirmant avec force et émotion qu'à « *partir de maintenant chaque euro compte* », que « *le rétablissement des finances publiques n'est pas négociable* » et qu'« *il est impératif de réduire notre endettement qui est une atteinte à notre indépendance et à notre souveraineté* ».

600 milliards de dépenses en plus

Chacun a bien compris qu'il s'agit là pour le ministre de l'Économie d'un rôle de composition. Au cours des cinq années qu'il a passées à Bercy, la dette a progressé de plus de 600 milliards d'euros, et la dépense publique a atteint des niveaux records (59,2 % du PIB en 2021). La Cour des comptes vient d'ailleurs de juger sévèrement son bilan de gestionnaire des deniers de l'État en observant que « *la période de croissance favorable entre 2017 et 2019 a été insuffisamment mise à profit pour redresser les finances publiques* » et que celles-ci se retrouvent en 2022 « *dans une situation parmi les plus dégradées de la zone euro* ».

Alors qu'il ne cesse pourtant de faire l'éloge du courage en politique et prétend tenir depuis toujours un discours de vérité et de transparence aux Français, Bruno Le Maire a choisi d'attendre que les élections soient passées pour expliquer que « *la France a atteint la cote d'alerte en matière de finances publiques* », ce qui est le cas depuis longtemps. Il n'hésite pas non plus à accuser les députés de l'opposition d'irresponsabilité budgétaire lorsqu'ils proposent des amendements coûtant 120 millions d'euros quand lui-même présente une nouvelle mouture du budget comprenant pas loin de 60 milliards d'euros de dépenses publiques supplémentaires. Il exhorte solennellement chacun à se montrer économe mais conduit de son côté depuis Bercy une politique extraordinairement dépensière. Pour rester dans le théâtre de Molière, le rôle de Tartuffe lui convient définitivement mieux que celui d'Harpagon.

4 août (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/der-andere-blick/energie-krise-verdient-deutschland-beim-gas-eu-solidaritaet-ld.1696458>

DER ANDERE BLICK

Warum soll Europa mit Deutschland solidarisch sein? Brüssel und seine absurden Ideen

Europa soll Gas sparen, weil Deutschland eine falsche Energiepolitik betrieben hat. Früher war jeder für seine Fehler selbst verantwortlich. Aber in der EU ist schon lange nichts mehr so, wie es sein sollte.

Eric Gujer

05.08.2022, 05.30 Uhr



Angela Merkel setzte voll auf die Energiepartnerschaft mit Russland, trotz Warnungen aus anderen EU-Ländern. Das Bild entstand im Jahr 2011 bei der Einweihung von Nord Stream 1. Neben der deutschen Ex-Kanzlerin steht der damalige russische Präsident Dmitri Medwedew.

In der Berliner Politik gibt es das schöne Wort Bemühenszusage. Man sagt zu, sich zu bemühen, weiss aber genau, dass am Ende nichts dabei herauskommt. Genau das veranstalten die EU-Staaten jetzt mit Deutschland. [Sie haben zugesagt, Gas einzusparen](#), aber ob sie dies wirklich tun werden, muss sich erst weisen. Der Plan der EU-Kommission, eine verbindliche Quote vorzuschreiben, ist jedenfalls vom Tisch – und das ist gut so.

Die Idee der deutschen Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen, die EU müsse sich mit Berlin solidarisch zeigen, war von Anfang an absurd. Der deutsche Gasnotstand ist das Ergebnis bewusster Entscheidungen und damit etwas anderes als der Corona-Notstand in Teilen Europas im Jahr 2020. Dieser war höhere Gewalt, jener ist schlechte Politik.

Bis Ende 2022 sollen russische Gasimporte in die EU um zwei Drittel sinken

In der EU galt bisher der Grundsatz, dass die Mitgliedsländer für ihre Fehler selbst geradestehen müssen. Niemand verteidigte dies eifriger als Finanzminister Wolfgang Schäuble, als Athen zum Sanierungsfall geworden war.

Dass nun die Achse Brüssel–Berlin das Prinzip der Selbstverantwortung aushebeln wollte, zeigt, wie weit es mit der EU gekommen ist. Es zeigt auch, dass der europäische Musterknabe Deutschland einige Mitschuld am jetzigen Zustand trägt.

Die Krisen setzen Kräfte frei, die Brüssel nicht kontrollieren kann

Vier Krisen, vier apokalyptische Reiter: das griechische Finanzdebakel, die Massenmigration 2015, die Pandemie und der Ukraine-Krieg. Sie haben das Gesicht der Union gründlicher verändert als die meisten Entscheidungen des Europäischen Rats.

Das Zusammenspiel zwischen einem Krisenjahrzehnt und der unerbittlichen Logik der Währungsunion setzte eine nur noch schwer kontrollierbare Dynamik in Gang. Früher hiess es, die EU sei wie ein Fahrrad. Wenn sie sich nicht bewege, falle sie um. Damals wusste man aber nicht, dass dieses Fahrrad von niemandem gelenkt wird.

Die Finanzmärkte, ein Virus und die Geopolitik haben sich als die wahren Herrscher entpuppt. Die Zaubrerlehrlinge von Brüssel müssen sich stets der Macht des Faktischen beugen. Was aber kommt als Nächstes? Wie wird der abrupte Wechsel von niedrigen Zinsen zu einer hohen Inflation die EU verändern und verformen?

Der frühere deutsche Finanzminister Theodor Waigel glaubte noch so selbstbewusst wie naiv, die durch die Einführung des Euro freigesetzten Kräfte beherrschen zu können. Das Ergebnis waren die Maastrichter Kriterien aus dem Jahr 1992, die für jährliche Neuverschuldung und Gesamtverschuldung penibel genaue Obergrenzen vorsahen.

Nachdem Berlin und Paris als Erste die Kriterien missachtet hatten, wurden sie im Zuge der Corona-Seuche gänzlich beerdigt. Natürlich heisst es euphemistisch, sie seien «ausgesetzt». Angesichts der italienischen und französischen Staatsverschuldung nimmt allerdings niemand an, [dass die Richtlinien je wieder angewendet werden](#). Theo Waigel dürfte die Währungsunion heute nicht mehr wiedererkennen. Nicht nur seine Erfindung, die Maastricht-Regeln, wurde geschleift. Auch andere Grundsätze mussten geopfert werden. Die Euro-Krise und die Pandemie machten dem Verbot der Staatsfinanzierung durch die Europäische Zentralbank ein Ende. [Die EU ist ganz offiziell eine Schuldenunion](#), seit die Kommission im Rahmen der Covid-Bekämpfung die Erlaubnis erhielt, Schulden aufzunehmen. Die Deutschen sehen sich als Verlierer der Entwicklung, sie fühlen sich übervorteilt, als Opfer und Zahlmeister eines verschwenderischen Südens. Tatsächlich hat die grösste Wirtschaftsmacht und Garantin des Euro an Einfluss gewonnen.

Obwohl der Euro nur die Währungsunion betrifft, besitzt Berlin eine umfassende Vetomacht in der EU. Unberechenbar ist nur, wann Deutschland diese nutzt. Man schwankt zwischen dominantem Führungsanspruch und Nachgiebigkeit. Härte gegenüber Athen und Kompromissbereitschaft bei gemeinsamen Schulden – es passt wenig zusammen.

Eine kaum verhüllte Erpressung

In der Diskussion um eine feste Sparquote fiel beiläufig das Argument, wenn die deutsche Wirtschaft wegen des Gasmangels schrumpfe, ziehe das ganz Europa in Mitleidenschaft. Eine kaum verhüllte Erpressung und zugleich der Offenbarungseid einer verfehlten Energiepolitik. Schon einmal wollte Berlin die Spielregeln zu seinen Gunsten ändern, indem es die Folgen einer nationalen Fehlentscheidung auf die EU-Partner abzuwälzen versuchte. Gemäss der Devise: Alle Mitglieder sind gleich, nur Deutschland ist ein bisschen gleicher.

Auch in der Migrationskrise sollte eine feste Quote her – für die Verteilung von einer Million Flüchtlingen, die Berlin unbedacht ins Land gelassen hatte. Auch damals machten die anderen die Pläne zunichte und erinnerten die Deutschen an ihre Eigenverantwortung. Deutschland ist mächtig, aber nicht allmächtig.

Dennoch fühlen sich Süd- und Osteuropäer ihrerseits als Opfer. Die Asymmetrie in der Wahrnehmung ist ebenso ein Grund für die wachsenden Fliehkräfte in der EU wie die Eigendynamik des Euro.

Trotz der Gas-Schlappe ist die deutsche Stellung stark: in Finanzfragen ohnehin, wie die Griechen mit dem ihnen oktroyierten Austeritätsprogramm zu spüren bekamen, aber auch in nationalen politischen Fragen, die Deutschland eigentlich nichts angehen.

Als Italien im Sog der griechischen Kalamitäten in Bedrängnis geriet, konnte sich Berlin Hilfe nicht vorstellen, solange Silvio Berlusconi regierte. Der Ministerpräsident, damals ebenso ein Feindbild der deutschen Öffentlichkeit wie «der faule Grieche», trat zurück.

Wann immer die Europäische Zentralbank die Euro-Zone noch ein bisschen mehr zur Schulden- und Haftungsunion macht, richten sich alle Blicke angsterfüllt nach Karlsruhe. Das war beim Programm zum Anleihenkauf ebenso der Fall wie beim Corona-Fonds; und es wird sich angesichts der jüngsten Massnahmen wiederholen, mit denen die EZB die Folgen des Zinsanstiegs für die hochverschuldeten Länder dämpft. Jedes Mal muss das Bundesverfassungsgericht urteilen, ob sich das mit der deutschen Verfassung vereinbaren lässt. Bereits einmal zeigte das Gericht seine Zähne und [beachtigte den Europäischen Gerichtshof](#), seine Kompetenzen zu überschreiten. Das Bundesverfassungsgericht ist heute das, was einst die Bundesbank war: der von irdischen Vorgaben unabhängige Olymp, dessen Entscheidungen Europa in Zugzwang versetzen. Um dem Diktat der deutschen Währungshüter zu entgehen, drängte Paris einst Bonn zur Preisgabe der Mark und zur Einführung des Euro. Der Zuchtmeister erstand in anderer Form wieder auf. Mit den Karlsruher Urteilen droht latent ein «Krieg der Gerichte» und damit ein Verfassungskonflikt in der EU. Das will niemand riskieren, und so bestimmt Karlsruhe die Grenzen der europäischen Finanzpolitik.

Die EU gehört zu den Verlierern des Ukraine-Kriegs

Vier Krisen, vier apokalyptische Reiter: Sie demonstrieren, dass sich die Hoffnungen des Maastrichter Gipfels nicht erfüllt haben. Europa ist allenfalls um einige Illusionen ärmer. Die Integration hat zwar Fortschritte gemacht, aber in Richtung Schuldenunion. Das ist nicht die europäische Finalität, das geeinte Europa, von dem einst viele geträumt haben. Mehr wirtschaftliche Konvergenz, eigentlich das Ziel des Experiments Euro, stellte sich ebenfalls nicht ein.

Auch gegen Deutschlands Vormachtstellung ist kein Kraut gewachsen. Sie schrumpft nur, wenn seine Wirtschaftskraft nachlässt. Das war in den neunziger Jahren so und wiederholt sich vielleicht wegen des Gas-Schocks. Ernstlich wünschen kann sich das niemand.

Der Frieden, den die EU dem Kontinent bringen wollte, scheint heute weiter entfernt denn je. Europa ist nicht der Stabilitätsanker, für den es sich lange gehalten hat. Mit seinen Normen wollte es als Vorbild in der Welt wirken – eine Soft Power im Gegensatz zum militarisierten Amerika. Nun stellt sich heraus, dass es nicht einmal den Frieden in der direkten Nachbarschaft garantieren kann und auf die USA angewiesen bleibt.

Die geoökonomischen Folgen der hausgemachten Energiekrise sind dabei noch gar nicht berücksichtigt. Verliert die europäische Wirtschaft deswegen an Wettbewerbsfähigkeit, stärkt das die Konkurrenz in Asien. Dort nimmt man zudem aufmerksam zur Kenntnis, dass die Europäer [ihre ambitionierte Klimapolitik verwässern müssen](#). Das europäische Politikmodell, das auf wirtschaftlicher Stärke und dem unerschütterlichen Glauben an die eigene Überlegenheit fusste, hat sichtlich an Attraktivität verloren. Das Fahrrad fällt nicht um, aber sein Schlingerkurs ist atemberaubend.

31 juillet (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/agnes-verdier-molinié-explosion-de-la-dette-la-france-bientot-sous-tutelle-de-l-union-europeenne-20220731>

Agnès Verdier-Molinié: «Explosion de la dette, la France bientôt sous tutelle de l'Union européenne?»

Par Agnès Verdier-Molinié

Publié le 31/07/2022 à 18:44, mis à jour le 01/08/2022 à 07:36



Agnès Verdier-Molinié. *Fabien Clairefond*

TRIBUNE - Le déficit commercial extérieur abyssal de notre pays et l'état désastreux de nos finances publiques pèsent lourdement sur la zone euro, estime l'essayiste. Elle redoute une procédure européenne qui priverait la France d'une partie de sa souveraineté budgétaire.

Agnès Verdier-Molinié est directrice générale de la Fondation iFrap (think-tank libéral).

La BCE vient d'annoncer un nouveau dispositif pour racheter encore massivement des dettes publiques d'États membres qui seraient attaqués sur leurs taux par les marchés. Cela pour éviter une nouvelle crise de la dette en zone euro. Officiellement, c'est parce que les taux d'intérêt entre la dette italienne et la dette allemande se sont écartés, mais, en réalité, il y a aussi derrière cette décision l'ombre de la situation financière de la France, deuxième pays de la zone en richesse, mais un pays endetté, au déficit du commerce extérieur abyssal et aux finances publiques exténuées. La crainte d'une crise de la dette en zone euro ne serait pas aussi forte si la France avait des finances publiques saines.

La possible fragmentation de la zone en deux camps devient possible, car la France a peu à peu basculé dans le camp des pays du sud de l'Europe, à force de procrastination sur les réformes, de drogue dure à la dépense publique et de matraquage fiscal appauvrissant sa population et anémiant son tissu économique et industriel. Il faut dire que, depuis la crise de 2008, les États membres de la zone euro ont continué à faire tourner leurs maisons respectives grâce à la Banque centrale européenne, qui fait marcher la planche à billets à fond, sponsorisant allégrement endettements public et privé.

La possible fragmentation de la zone en deux camps devient possible, car la France a peu à peu basculé dans le camp des pays du sud de l'Europe

Cette politique a clairement encouragé le relâchement budgétaire puisque la Banque centrale rachetait tous les mois des milliards et des milliards de dettes publiques et privées dans la zone euro. Au total, depuis 2008, plus de 6500 milliards d'euros de dettes publiques ont été rachetés par la BCE (dont 5000 milliards des programmes APP et PEPP). Cette politique du laisser-aller monétaire a

contribué à créer les conditions de l'inflation. La hausse de 0,5 point des trois principaux taux directeurs par la BCE est un tournant et fait craindre une envolée des taux sur les dettes des pays les plus fragiles de la zone, et pas forcément les plus mal gérés. Rappelons-nous, l'Italie était en excédent primaire en 2019 (+ 1,8 point de PIB) et à - 2 points de PIB de déficit public en 2022, quand la France était à - 1,6 % de déficit en 2019 et - 3,2 % en 2022.

De toute évidence, la BCE ne craint pas une envolée des taux sur la dette des Pays-Bas, de l'Allemagne ou du Luxembourg. Le vrai risque, c'est d'abord l'envolée des taux de l'Italie, qui représente 15 % du PIB de la zone euro et dont l'écart avec l'Allemagne s'est rapidement creusé ces dernières semaines: Rome emprunte à 3,5 % à 10 ans quand Berlin continue d'emprunter sous les 1 %. À ce stade, pour la France, l'Italie constitue une sorte de bouclier face au marché, puisque Paris continue d'emprunter autour de 1,6 % à 10 ans. Pour contrer ce risque, la BCE a annoncé que le réinvestissement des remboursements des titres arrivant à échéance détenus dans le portefeuille du programme PEPP jusqu'à la fin de 2024 constituait la première ligne de défense.

Calculs faits, cela représente sur le papier environ 14 milliards d'euros par mois, soit environ 170 milliards par an. S'il était question de racheter uniquement de la dette italienne et de faire baisser les taux italiens, cela pourrait suffire puisque cela correspondrait peu ou prou à ce que la BCE a racheté de dette italienne ces dernières années (entre 10,3 et 11,2 milliards par mois). Le problème, c'est que cela ne suffirait pas à racheter à la fois des dettes italiennes et... françaises. Et c'est là qu'intervient le nouvel instrument de la banque centrale pour calmer les marchés: le TPI (Transmission Protection Instrument). En gros, la BCE se laisse la latitude de voler au secours d'un ou de plusieurs des États membres dont la dette serait attaquée sur les marchés en rachetant massivement - et sans limite — ses dettes.

Mais il y a des conditions et c'est là que cela se corse: les pays concernés devront respecter le cadre budgétaire européen et ne pas faire l'objet d'une procédure pour déficit excessif, ni montrer de déséquilibres macroéconomiques graves, et la trajectoire de leur dette publique devra, en outre, être soutenable. Bref, on comprend entre les lignes que, pour pouvoir bénéficier de ces rachats exceptionnels et ciblés et non proportionnels comme l'était PSPP et PEPP, il faudra que les États respectent les règles budgétaires. Un scénario plus qu'improbable puisque les attaques des marchés sur la dette découlent en partie de la faiblesse de la gestion publique, mais aussi de la faiblesse de l'activité économique. S'il était appliqué, ce dispositif aboutirait à une sorte de tutelle de la BCE ou de la Commission sur le(s) pays bénéficiaire(s).

Étant donné le niveau de crédibilité encore assez faible du programme de stabilité des finances publiques [...], il y a tout lieu de croire que la France ne va absolument pas respecter la trajectoire qu'elle annonce

Si ce dispositif s'appliquait malheureusement à la France, nous serions clairement en voie de perte d'une partie de notre souveraineté budgétaire. Étant donné le niveau de crédibilité encore assez faible du programme de stabilité des finances publiques de la France dont nous venons (enfin!) d'avoir des bribes après des mois de retards, il y a tout lieu de croire que la France ne va absolument pas respecter la trajectoire qu'elle annonce. La croissance y est surévaluée et l'inflation sous-évaluée, comme le sont la charge de la dette et le déficit public. Il est peut-être temps d'expliquer à nos concitoyens que, si la zone euro risque de se fragmenter, c'est en partie à cause de la mauvaise gestion de la France. Notre responsabilité collective est immense. Au lieu de débattre de la redevance audiovisuelle, nous devrions actuellement discuter au Parlement du plan de redressement de nos finances publiques. Mais où est ce plan? Visiblement renvoyé entre septembre et octobre 2022... Avons-nous encore le temps?

Agnès Verdier-Molinié a notamment publié «Le Vrai État de la France», aux Éditions de l'Observatoire.

29 juillet (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/expulsion-des-etrangers-double-peine-comment-nous-avons-organise-notre-propre-impuissance-20220729>

Expulsion des étrangers, double peine: «Comment nous avons organisé notre propre impuissance»

Par [Eugénie Boilait](#) et Clara d'Heilly

Publié le 29/07/2022 à 16:53, mis à jour le 31/07/2022 à 22:17



«Il est regrettable que cette question ne réapparaisse qu'à l'occasion de faits divers qui mettent en cause des délinquants étrangers multirécidivistes qui révèlent une forme d'impuissance de l'État» *AFP*

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Gérald Darmanin souhaite instaurer une forme de double peine pour les délinquants étrangers, condamnation et expulsion. Si cette disposition est prise isolément, elle n'aura aucun effet tant nous avons ankylosé le système à force de réformes, explique la magistrate Béatrice Brugère.

Béatrice Brugère est secrétaire générale du syndicat Unité Magistrats SNM FO.

FIGAROVOX. - Gérald Darmanin a annoncé, ce mardi 26 juillet, son intention d'instaurer une forme de double-peine aux délinquants étrangers, qui aurait pour conséquence leur expulsion du sol français à l'issue de leur peine. Quel regard portez-vous sur cette décision ?

Béatrice BRUGÈRE. – Le maintien sur le territoire national d'un nombre non négligeable de délinquants étrangers se pose de manière récurrente sans qu'une solution pérenne ait été trouvée. Il est regrettable que cette question ne réapparaisse qu'à l'occasion de faits divers qui mettent en cause des délinquants étrangers multirécidivistes qui révèlent une forme d'impuissance de l'État à exécuter des reconduites à la frontière ou des expulsions. Ce sujet remet en question l'efficacité de l'État. Or l'État se définit, entre autres, par la maîtrise de ses frontières, la maîtrise de son droit et la possibilité d'assurer une sécurité sur son sol.

On peut se réjouir que le débat s'ouvre à nouveau. Néanmoins, j'émetts immédiatement une réserve. Ces annonces sont toujours faites à l'aune d'un tweet ou d'un fait divers. Aborder des sujets d'une telle gravité dans ces conditions laisse sceptique. En effet, la réponse est toujours la même: *nous allons faire une loi*. Or, il conviendrait de commencer par évaluer de façon extrêmement précise et sérieuse, les dispositifs en vigueur et les zones de blocage. Il faut comprendre l'origine réelle des dysfonctionnements, sachant qu'on est à la fois sur du droit judiciaire et du droit administratif. Cette double dimension, crée un jeu de ping-pong, de renvoi entre l'un et l'autre qui complexifie le système au point de le neutraliser.

En réalité, l'enjeu est, avant tout, dans la vision et la volonté politique de rendre efficace le droit d'exécution des peines des étrangers dont toute l'architecture est à revoir. C'est un chantier qu'il faut ouvrir, ce n'est pas juste une loi de circonstance. Tout est impliqué, tout est en domino. À cet égard, la question des tests PCR est emblématique. Comment peut-on imaginer que le délinquant étranger doive donner son consentement à un test PCR avant d'être reconduit à la frontière ? La problématique du manque des places de CRA (Centre de rétention administrative) relève, quant à elle, de la responsabilité de l'État qui ne met les moyens nécessaires ni à la construction de nouveaux CRA ni à celle de nouveaux établissements pénitentiaires.

Un délinquant étranger dispose-t-il d'un droit inaliénable à se maintenir sur le territoire national ? Ou, change-t-on de vision politique en estimant, comme les sondages et la majorité des Français le laissent entendre, qu'un étranger qui commet un acte répréhensible grave doit quitter le pays ?

Béatrice Brugère

L'enchevêtrement des décisions judiciaires et administratives empêche les avancées. Il faut donc bien identifier les zones de blocage, qu'elles soient politiques, matérielles, juridiques, administratives. Or, sur le plan politique, je n'ai pas entendu quels choix de société président à cette réforme. Différentes visions existent. Un délinquant étranger dispose-t-il d'un droit inaliénable à se maintenir sur le territoire national ? Ou, change-t-on de vision politique en estimant, comme les sondages et la majorité des Français le laissent entendre, qu'un étranger qui commet un acte répréhensible grave doit quitter le pays ? C'est une véritable question politique et elle est fondamentale.

Le deuxième aspect politique dont le ministre de l'Intérieur devra tenir compte est l'environnement parlementaire actuel. Ouvrir ce sujet avec une assemblée composée telle que la nôtre demande beaucoup de temps. Il y aura un vrai débat parlementaire qui ne manquera pas d'être explosif avec des forces en présence très opposées et une majorité plus que relative. Donc, il est certain que le projet du gouvernement sera amendé à de très nombreuses reprises. C'est aussi prendre un risque politique.

Effectivement une réforme s'impose mais avec toute la profondeur politique, la technicité judiciaire et administrative que cela mérite. Par ailleurs, ce sujet précisément, démontre que notre syndicat avait raison de réclamer des États généraux de la justice et de la sécurité. Un échange nourri entre la police et la justice est nécessaire pour aboutir à une réflexion de haut niveau, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent. En raisonnant en silos, les uns à côté des autres, on ne fait jamais avancer les sujets majeurs.

L'abolition de la double peine a été décidée sous Nicolas Sarkozy. Était-ce une erreur ?

Ce n'est pas à moi, en tant que magistrate, de dire si c'était une erreur ou non ni de m'interroger sur le point de savoir si Nicolas Sarkozy a pris cette décision par conviction ou par calcul politique. En revanche, dans les faits, on est arrivé à paralyser le système. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une difficulté majeure: on contrôle mal nos frontières et une grande partie de la délinquance est le fait d'étrangers ou de réseaux criminels organisés. La suppression de la double peine a donné un signal négatif aux délinquants étrangers.

Nous disposons déjà dans notre arsenal juridique des moyens de faire exécuter aux étrangers des peines en dehors du territoire français, c'est-à-dire dans leur pays d'origine.

Béatrice Brugère

D'après une étude, 72% des Français sondés, souhaitent que les étrangers, condamnés en France, exécutent directement leur peine dans leur pays d'origine, au lieu d'y être renvoyés après leur sortie de prison...

Le rapport des États généraux relève ce mal français d'une prolifération de textes législatifs sans évaluation préalable ni vision d'ensemble. Il n'est donc pas étonnant qu'un dispositif mal pensé soit

peu ou pas appliqué. Ce dérèglement juridique doit être imputé aux hommes politiques qui se jettent toujours sur la solution législative sans évaluer l'existant. Or, nous disposons déjà dans notre arsenal juridique des moyens de faire exécuter aux étrangers des peines en dehors du territoire français, c'est-à-dire dans leur pays d'origine. Il convient de s'interroger avec lucidité sur les raisons pour lesquelles on les applique si peu.

Trois choses à ce sujet. Premièrement, il existe du côté judiciaire la «libération-expulsion». Elle permet de décider à mi-peine que le condamné étranger soit expulsé dans son pays d'origine. Cela signifie que nous lui faisons cadeau de la moitié de la peine. C'est du cas par cas. Il serait intéressant de voir si cette mesure est utilisée, comment elle est utilisée et pourquoi elle ne fonctionne pas.

Deuxièmement, on dispose du «transfèrement». Elle confère la possibilité de transférer le détenu dans son pays d'origine pour qu'il exécute la totalité de sa peine. Cette décision est dépendante des relations diplomatiques, des visas consulaires, etc. Donc, on retombe à la fois sur la question de la volonté politique et plus particulièrement sur celle du garde des Sceaux de donner des instructions en ce sens aux magistrats du parquet et à l'administration pénitentiaire. On se demande pourquoi ce n'est pas fait. Une telle directive permettrait de soulager les établissements pénitentiaires dont on sait tous qu'ils sont souvent en suroccupation.

Il faut que la décision judiciaire s'impose en dernier ressort, c'est-à-dire, qu'elle soit définitive, qu'elle ne soit plus susceptible d'être réexaminée par une décision judiciaire ou administrative postérieure.

Béatrice Brugère

Il y a enfin une troisième voie qui me semble très intéressante et qui mériterait sans doute une modification législative. En effet, nous avons dans notre arsenal juridique des «interdictions judiciaires du territoire». Il faut bien comprendre que l'OQTF (Obligation de quitter le territoire français) est une mesure administrative qui est peu efficace. Tout d'abord parce qu'elle est peu mise en place, on ne les exécute qu'à 10%. Mais c'est surtout pour la simple et bonne raison qu'elle ne vous interdit pas de revenir, elle vous demande simplement de partir.

S'il n'y a pas d'interdiction judiciaire du territoire, on ne peut prétendre à aucune efficacité parce qu'aujourd'hui être en situation irrégulière n'est plus traité comme un acte de délinquance. C'est un sujet fondamental. C'est un véritable bouleversement culturel dans la société française. Celui qui se maintient irrégulièrement sur le territoire n'est plus considéré comme un délinquant mais comme un migrant qu'il faut aider. Auparavant c'était un délit qu'on poursuivait et qui amenait à une garde à vue.

Il faudrait, à mon sens, prévoir pour les actes de délinquance, de moyenne et grave intensité, c'est-à-dire les atteintes aux biens et aux personnes ainsi que pour des actes de délinquance en réitération, des peines complémentaires, afin que le juge puisse prononcer de droit, une interdiction judiciaire définitive ou temporaire du territoire. Or aujourd'hui, ce dispositif n'est prévu que pour certaines infractions comme le terrorisme ou le trafic de stupéfiants, la criminalité organisée, etc. Or, c'est oublier un peu vite tous les actes de moyenne délinquance.

Par ailleurs, il faut surtout que la décision judiciaire s'impose en dernier ressort, c'est-à-dire, qu'elle soit définitive, qu'elle ne soit plus susceptible d'être réexaminée par une décision judiciaire ou administrative postérieure. C'est à ce niveau-là que ça ne fonctionne plus. Prenons un exemple. Si on prononce une peine d'interdiction du territoire pour un délinquant étranger condamné pour trafic de stupéfiants, une fois purgée sa peine, il est pris en charge de manière administrative par le ministère de l'Intérieur et c'est précisément là que ça dysfonctionne. Il est replacé dans le circuit du droit des étrangers où l'on peut faire valoir le droit à une vie familiale et invoquer tous les recours possibles. Il est temps de remédier à cette situation.

Il faudrait partir du principe que, quand un étranger, en situation irrégulière ou en situation régulière, commet des actes de délinquance graves et répétés, même moyennement graves, il sait qu'il encourt une peine définitive d'interdiction du territoire.

Pour cela, il convient de revoir toute l'architecture du droit des étrangers et d'exécution des peines, c'est une réforme en profondeur que l'on doit mener si on veut qu'elle soit efficace. Il faudrait partir du principe que, quand un étranger, en situation irrégulière ou en situation régulière, commet des actes de délinquance graves et répétés, même moyennement graves, il sait qu'il encourt une peine définitive d'interdiction du territoire. Le délinquant étranger aura pleinement conscience qu'il ne peut pas repartir dans un circuit de recours et d'appels indéfini. À ce sujet, une abrogation de la circulaire Valls serait de bon augure.

Aujourd'hui nous avons organisé nous-mêmes notre propre impuissance en complexifiant le système à de nombreuses reprises par des réformes mal pensées, et créé un contentieux de masse dans les tribunaux administratifs qui croulent sous le droit des étrangers. C'est bien de faire, parfois de refaire, et mieux encore de défaire.

Aujourd'hui, les délinquants qui le souhaitent, ont la possibilité d'exécuter leur peine à l'étranger, et qu'en est-il dans les faits ?

Je n'ai pas les chiffres exacts mais ce dispositif est peu mis en œuvre car il demande beaucoup de travail pour une justice qui a peu de temps et peu de moyens. Très concrètement, cela signifie qu'il n'y a pas lieu à légiférer sur cette question. Il incombe au ministre de la Justice de prendre une circulaire de politique pénale à cet égard et de prévoir les moyens nécessaires pour y parvenir.

Là on est au cœur de ce que justement nous dénonçons: on a des textes existants, même en droit des étrangers et on ne les met pas en place. Arrêtons de faire des lois, appliquons déjà celles qui existent.

Au-delà de cette mesure, que faudrait-il faire pour améliorer notre système judiciaire ?

Le problème de la réforme judiciaire est le suivant: plus on réforme, plus ça dysfonctionne. Un moment, il va falloir s'interroger sur la méthode et je crois que, malheureusement, depuis quelques années, les ministères régaliens ne sont pas à la hauteur des enjeux. Il faut quand même s'interroger sur la compétence de ces ministères à réformer correctement. Je les incite à relire Edgard Morin, «Comment agir dans la complexité ?».

29 juillet (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/y-a-t-il-vraiment-un-lien-entre-immigration-et-delinquance-20220727>

Y a-t-il (vraiment) un lien entre immigration et délinquance ?

Par [Paul Sugy](#)

Publié le 27/07/2022 à 13:00, Mis à jour hier à 11:55

LA CONTROVERSE - Le débat est ancien, mais toujours aussi vif. Pour que chacun se fasse son avis, *Le Figaro* fait le point sur les chiffres et les différentes interprétations qui en sont faites.

Régulièrement, Le Figaro examinera en profondeur les tenants et les aboutissants d'une question qui électrise le débat et divise la classe politique comme la société française.

Pas un jour ne passe sans que le sujet ne soit abordé sur le plateau d'une chaîne d'info. La question du lien entre délinquance et immigration hante le débat politique français, et nourrit les controverses sur la politique d'accueil et d'intégration à l'égard des vagues d'immigration récentes venues d'Afrique et du Maghreb. Cette suspicion à l'égard des immigrés ne serait cependant pas si neuve, plaident ceux qui veulent n'y voir qu'un réflexe xénophobe : déjà au Moyen-Âge, on accusait les gitans espagnols d'être des «voleurs de poules»...

Tous les Français ou presque ont un avis : en 2018, 66% des sondés estimaient que l'immigration «joue un rôle négatif en matière de sécurité», [selon une enquête IFOP pour le JDD](#). La proportion descendait à 26% chez les électeurs de Benoît Hamon, mais s'élevait à 92% chez ceux de Marine Le Pen.

Qui a raison ? Qui a tort ? La controverse mérite mieux qu'une litanie de préjugés ou qu'une juxtaposition de faits divers. *Le Figaro* a parcouru en détail les réalités statistiques, les interprétations qui en sont faites, les arguments appuyant les différentes thèses. Voici donc les éléments qu'il est nécessaire de connaître avant de se forger une véritable opinion et répondre à cette question : y a-t-il (vraiment) un lien entre immigration et délinquance ?

La délinquance est en effet plus forte chez les étrangers

Parler d'un «lien» entre immigration et délinquance, c'est estimer que les immigrés commettent plus souvent des délits que le reste de la population, puis en tirer une relation causale. Le premier réflexe est donc de se tourner vers les statistiques sur la délinquance. Mais la difficulté est toujours la même : ces statistiques officielles, fournies par les ministères de l'Intérieur et de la Justice, ne renseignent pas sur le nombre de délinquants parmi les immigrés, mais sur leur nombre parmi les étrangers.

Or, ces deux ensembles se recoupent en partie, mais pas complètement. Les statistiques nationales recensent en effet comme immigrée [chaque «personne née étrangère à l'étranger et résidant en France»](#). Un immigré naturalisé n'est donc pas un étranger, et un étranger né en France n'est pas un immigré.

Tous les indicateurs connus tendent en tout cas à montrer une surreprésentation des étrangers parmi les délinquants. Il y a en effet 7,7 % d'étrangers dans la population française ([en 2021, selon l'INSEE](#)), mais les étrangers sont beaucoup plus nombreux :

- parmi les personnes «*mises en cause*» pour des atteintes aux biens ou aux personnes par la police et la gendarmerie : autour de 20 % ([selon les chiffres, en 2012, de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales](#) du ministère de l'Intérieur) ;
- parmi les personnes écrouées : au moins 18 %, parfois plus selon les années, [selon le ministère de la Justice](#) ;
- parmi les détenus : 24,5 % des personnes se trouvant en prison le 1er janvier 2021 étaient de nationalité étrangère, là encore [selon le ministère de la Justice](#).

Prenons le dernier chiffre : le lecteur se fera une idée de la part relative des étrangers en prison par rapport à leur poids démographique, en comparant les deux diagrammes ci-dessous. Il y a trois fois plus d'étrangers parmi les détenus emprisonnés qu'il n'y en a dans l'ensemble de la population française.

Par ailleurs, on observe également des distorsions dans la représentation des différentes nationalités des étrangers incarcérés en France. Les Africains sont en effet très nombreux en prison : 55 % des étrangers incarcérés sont africains (soit 13,5 % du total des détenus), bien plus que la part des Africains dans l'ensemble des étrangers vivant en France ([autour de 40 %](#)).

À quoi il faut encore ajouter quelques centaines de détenus binationaux : en réponse à une question écrite du député RN Louis Aliot, le garde des Sceaux avait par exemple précisé qu'en 2018, [on comptait 126 Franco-Algériens dans les prisons françaises](#).

Du reste, cette proportion plus forte d'étrangers incarcérés n'est pas une spécificité française, tant s'en faut. Dans son étude sur «*la criminalisation des migrants*» en 1999, le sociologue italien Salvatore Palidda recensait des chiffres comparables ailleurs en Europe : en Italie, en 1998, les étrangers représentaient 25,4 % des détenus, avec un taux d'incarcération dix-neuf fois supérieur à celui des nationaux ; en Allemagne, en septembre 1997, ils représentaient 33,6 % des détenus, avec un taux d'incarcération cinq fois supérieur à celui des nationaux ; en Belgique, en 1994, ils représentaient 41,1% des détenus, avec un taux d'incarcération d'environ six fois supérieur à celui des nationaux. Quant aux États-Unis, la congruence entre immigration et criminalité est étudiée depuis longtemps, notamment à Chicago où cette question a même donné le jour au siècle dernier à une école de sociologie, un courant célèbre aujourd'hui encore et dont sont issus plusieurs des grands noms de la discipline.

Et les immigrés, alors ?

La surreprésentation des étrangers dans les statistiques de la délinquance n'est donc plus à démontrer (même si des biais statistiques sont souvent dénoncés : nous y reviendrons), mais qu'en est-il des immigrés, qui peuvent donc être de nationalité française ?

Il n'existe, en réalité, aucune méthode parfaitement satisfaisante. Tandis que paradoxalement, il est possible de connaître avec précision de nombreux autres indicateurs concernant les immigrés en France, notamment leur niveau de vie et la composition de leurs revenus (renseignés par l'INSEE), la statistique nationale ne publie donc aucune donnée sur le nombre de ceux parmi eux qui ont eu maille à partir avec la police et la justice.

[Une étude citée par la revue *Sciences humaines* en 2010](#) aurait tout de même estimé qu'en prison, plus d'un détenu sur deux serait issu d'un père étranger - même si ce critère ne correspond pas, au sens strict, à celui employé par l'INSEE pour définir un immigré. Il ne correspond pas non plus à la catégorie de «descendant d'immigrés» définie par l'Insee comme une «*personne née en France et ayant au moins un parent immigré*».

Le criminologue Xavier Raufer, fréquemment cité par la droite et l'extrême droite, avait quant à lui évoqué un document interne de la préfecture de police de Paris selon lequel 70 % des individus fréquemment interpellés par les forces de l'ordre en région parisienne auraient des noms «*à consonance étrangère non-européenne*». [Libé avait alors souligné](#) que le document n'ayant jamais été rendu public, le chiffre est difficilement vérifiable.

Une autre étude menée cette fois par les criminologues du CNRS Sebastian Roché et Monique Dagnaud, [et relayée à l'époque par Le Monde](#), aurait établi que les deux tiers au moins des mineurs jugés pour des faits de délinquance par le tribunal de Grenoble, entre 1985 et 2000, ont au moins un parent né à l'étranger : «66,5 % des mineurs jugés ont un père né à l'étranger (pour 49,8 % dans un pays du Maghreb), et 60 % ont une mère également née hors de France», précise l'article paru dans le quotidien. Sebastian Roché estimait que sa méthode d'enquête, fondée sur une approche échantillonnée et exploitant l'intégralité des renseignements contenus dans les dossiers judiciaires, avait permis pour la première fois d'objectiver un constat évident pour la police et la justice : «*La surreprésentation des jeunes d'origine étrangère dans la délinquance n'est un mystère pour personne, mais cette donnée est peu renseignée, et elle n'est jamais débattue dans l'espace public*», détaillait-il auprès de la journaliste.

Deux tiers des jeunes délinquants grenoblois seraient donc issus de l'immigration, or à en croire l'historien français de l'immigration Gérard Noiriel dans *Le Creuset français* (Seuil), [il n'y aurait pas plus du tiers de la population française qui aurait des ascendances étrangères](#), même lointaines. On en conclut donc, même grossièrement (du fait, là encore, du tabou français sur les statistiques dites «ethniques») à une surreprésentation des personnes issues de l'immigration parmi les jeunes délinquants.

Le même Sébastien Roché [était arrivé déjà à des conclusions similaires à partir de travaux différents](#), menés cette fois en 1999 à partir des déclarations faites aux chercheurs par un échantillon de 2300 jeunes (13-19 ans) habitant Saint-Étienne et Grenoble. Contrairement aux autres enquêtes, cette fois les statistiques produites par l'étude étaient donc indépendantes des sources policières ou judiciaires (qui ont, entre autres biais, celui de ne porter par définition que sur les délinquants qui se sont fait pincer). À catégories sociales égales, les jeunes issus de l'immigration étaient toujours plus nombreux que les autres à déclarer avoir déjà commis des délits. Par exemple, chez les enfants de cadres, 21 % des jeunes ayant des origines étrangères estimaient avoir commis déjà une dizaine de délits, contre 12 % des autres.

La police, raciste ?

Difficile, donc, de nier cette «*surdélinquance*» chez les étrangers et les Français issus de l'immigration. Plusieurs sociologues très en vue s'y risquent néanmoins, en critiquant en particulier la construction de ces statistiques. Ils pensent même y déceler des biais qui seraient eux-mêmes révélateurs d'une forme dissimulée de xénophobie.

Le reproche le plus connu est l'argument du «*contrôle au faciès*» : la police et la justice auraient tendance à réprimer plus fréquemment et/ou plus durement les faits de délinquance commis par des personnes portant les signes physiques d'une origine étrangère, africaine en particulier. C'est la thèse du racisme policier, développée notamment par les sociologues Lévy et Zauberman : «*On n'entre pas dans la police parce qu'on est raciste, on le devient à travers le processus de socialisation professionnelle. En d'autres termes, l'habitude de juger les individus en fonction de leurs caractéristiques ethniques supposées s'acquiert sur le tas, au cours de la socialisation professionnelle*». Conséquence : la surreprésentation des étrangers ou des immigrés dans les chiffres de la délinquance ne prouverait pas que ceux-ci se comportent moins bien que les autres, mais qu'on les tiendrait davantage à l'œil. Loin de justifier une méfiance accrue à l'égard des immigrés, les statistiques policières et judiciaires révéleraient en réalité les effets pervers de cette méfiance.

Autre version, légèrement plus sophistiquée, de cet argument. [Le sociologue Laurent Muchielli soutient que la police éluciderait davantage les affaires impliquant des délinquants étrangers ou d'origine étrangère](#), d'une part car elle serait incitée à faire plus de zèle lorsque les mis en cause sont des étrangers (on retrouve l'accusation de racisme systémique au sein de la police), et d'autre part car les infractions que commettent en priorité les étrangers sont des infractions plus souvent élucidées que les autres (drogue, proxénétisme...). Laurent Muchielli souligne en outre que le trafic de stupéfiants, voire le trafic en général, sont du reste des activités illégales qui supposent par nature une forte implication d'étrangers.

Pour le sociologue, ce racisme supposément mis au jour au sein de la police expliquerait mécaniquement aussi la surreprésentation des étrangers parmi les auteurs de violences et outrages envers les forces de l'ordre : «*c'est là, en effet, la conséquence la plus directe des pratiques policières de contrôle au faciès*».

Il faut souligner toutefois que Laurent Muchielli, alors qu'il a longtemps joui d'une prestigieuse réputation académique, a vu celle-ci se dissiper après avoir publié sur son blog Médiapart un billet jugé peu rigoureux par nombre de ses pairs, au sujet des vaccins contre le Covid-19 : [le CNRS avait alors pris ses distances avec les affirmations du chercheur](#).

Que faire malgré tout des statistiques policières ? L'accusation de racisme systématique chez les forces de l'ordre est un préjugé qui obéit à peu près aux mêmes règles que celui qui associe délinquance et immigration : s'il est ridicule de nier l'évidence de certains faits (des sanctions sont fréquemment prononcées, comme récemment [ces deux agents condamnés à trois mois de sursis pour des messages racistes sur les réseaux sociaux](#)), le passage du fait divers à la loi générale n'est pas sans poser question. D'une part, le travail fait par Sébastien Roché sur la foi des déclarations des jeunes, sans passer donc par l'entremise de statistiques policières ou judiciaires, permet de parvenir aux mêmes résultats en contournant ce biais éventuel. D'autre part, l'existence de biais comportementaux chez les agents, qui les inciteraient à davantage de vigilance à l'égard des personnes issues de l'immigration, peut tout aussi bien être une conséquence de cette surdélinquance : c'est la poule et l'œuf.

Une dernière chose : si les études montrent de façon assez indiscutable que les Noirs ou les Maghrébins ont plus de chances d'être contrôlés par la police que les Blancs, est-ce à dire pour autant que les policiers contrôlent en priorité les personnes non-blanches ? Pas si simple. C'est ce que prouvent des études intégrant cette fois d'autres paramètres, notamment... la tenue vestimentaire. [Au terme d'une longue expérimentation où l'on dissociait les personnes habillées en tenue de ville, en tenue décontractée ou en tenue «de jeune»](#) (dans un style inspiré de la culture du hip-hop, du gothique...), des chercheurs du Cesdip ont montré à quel point le port de cette dernière catégorie vestimentaire multipliait les risques de contrôle, y compris pour les Blancs. Cette même étude montre aussi que les femmes ont nettement moins de risques de se faire contrôler que les hommes.

La portée de ces critiques méthodologiques n'est pas suffisante pour nier l'évidence : si à la marge, certains biais peuvent tendre à exagérer le phénomène, même les sociologues les plus militants sur ce sujet consentent finalement à reconnaître, [à l'instar de Laurent Muchielli lui-même](#), que *«certaines des données policières sont trop importantes pour ne pas correspondre à quelques réalités de la délinquance elle-même»*.

Aux origines de la délinquance : la «ghettoïsation» en question

Il y a donc bel et bien *«un lien»*. Mais un lien statistique ne fait pas toujours une causalité, et surtout, ce lien ne dit pas grand-chose de la nature de cette causalité. Quel lien faut-il donc faire exactement entre immigration et délinquance ? C'est à compter de ce stade que les interprétations divergent le plus.

Pour de nombreux sociologues décidés à casser les préjugés sur l'immigration, c'est la pauvreté qui expliquerait en réalité cette délinquance plus forte observée chez les étrangers et les Français issus de l'immigration. *«La surdélinquance des étrangers résidant en France semble être essentiellement une surdélinquance de miséreux : petits voleurs à la tire et à l'étalage, petits revendeurs de drogues, bagarreurs et parfois meurtriers»*, [écrit ainsi Laurent Muchielli](#). Ce serait donc parce que les immigrés sont plus pauvres que la moyenne, qu'ils ont aussi plus de chances de tomber dans la délinquance. Le sociologue note toutefois que l'argument ne tient pas pour la grande criminalité, au sein de laquelle les étrangers sont là encore surreprésentés, mais choisit volontairement de ne pas en traiter, *«faute de renseignements»*.

L'ennui, c'est que si la délinquance s'expliquait seulement par la misère, on trouverait logiquement un taux de délinquance similaire dans des territoires pareillement défavorisés - ce qui n'est évidemment pas le cas. [Comme le résume le docteur en droit Laurent Lemasson, de l'Institut pour la Justice](#) : *«en 2010 selon les données de l'INSEE, le taux de pauvreté monétaire était équivalent, aux alentours de 18 %, dans l'Aude, les Pyrénées-Orientales, la Creuse, le Cantal et la Seine-Saint-Denis. Pourtant les niveaux de criminalité étaient sans commune mesure en Seine-Saint-Denis et dans ces quatre départements ruraux : on y comptait au bas mot six fois plus de vols et dix fois plus de violences crapuleuses»*. La surdélinquance des immigrés ne s'explique donc pas seulement par la pauvreté.

Bien sûr, la densité urbaine et la très forte connexion de la Seine-Saint-Denis aux réseaux de transport en fait un territoire privilégié pour l'essor de réseaux de trafic, très criminogènes, que l'on verrait moins s'implanter dans la Creuse. Les immigrés seraient-ils pris au piège d'un département attractif par le faible coût de l'habitat, mais où la criminalité serait en quelque sorte endogène ? Sans doute, mais c'est aussi indéniablement l'immigration elle-même qui alimente continuellement ces réseaux de trafic, et même qui les renouvelle. Ces quartiers, rappelle Laurent Lemasson, *«sont en effet des territoires où la mobilité est très grande : chaque année, un nombre considérable d'habitants les quittent pour aller s'installer ailleurs, tandis que d'autres les remplacent, très souvent venus de l'étranger»*. Or, comme l'écrit le préfet Michel Aubouin dans son livre *40 ans dans les cités. D'une enfance en HLM au Ministère de l'intérieur* (Presses de la Cité, 2019) : *«Dans ce mouvement sans fin, tant que de nouveaux venus remplacent ceux qui étaient arrivés la veille, l'inéluctable mécanique de la dégradation ne peut s'arrêter. Des jeunes, originaires d'Afrique subsaharienne, ont supplanté de jeunes Maghrébins de jadis dans le trafic de drogue et l'attaque à la portière»*.

Plus nuancé, Sébastien Roché évoque quant à lui auprès du *Figaro* un faisceau d'explications causales, qui reposent sur les caractéristiques précises du mode de vie des personnes issues de l'immigration en France : *«la question de l'explication est complexe, et je ne l'ai pas, à l'époque, explorée. On dispose de plus d'éléments aujourd'hui. J'ai tenté de regarder de manière systématique les processus d'intégration civique et d'affiliation nationale»*, détaille-t-il, évoquant tour à tour la situation géographique, le rapport aux institutions (notamment l'école), la santé... Et soulignant ainsi l'échec des politiques d'intégration dont cette surdélinquance immigrée est une preuve flagrante.

D'autres analystes ou professionnels de la déviance osent, enfin, franchir le véritable tabou qui entrave la réflexion sur la délinquance immigrée : l'idée que des explications culturelles s'ajoutent à l'échec des politiques d'intégration. [C'est le cas par exemple du pédopsychiatre Maurice Berger](#), qui a longtemps dirigé un Centre éducatif renforcé pour accueillir des mineurs violents, et évoque l'importance des structures familiales dans la construction psychique de l'adolescent, et son rapport à la norme. Il observe ainsi que de nombreux jeunes accueillis dans son centre ont grandi dans des familles maghrébines ayant *«un fonctionnement clanique, un corps dont chaque individu est un membre, sous l'autorité d'un patriarche ou d'une matriarche. Si un sujet s'éloigne géographiquement, ou se met à penser différemment, le groupe se vit comme amputé d'un membre et va chercher à le récupérer. Alors que le but d'une famille devrait être que les parents cherchent à ce que leur enfant se construise une pensée personnelle et puisse s'éloigner d'eux pour se construire un projet personnel, dans une famille clanique le mode de pensée est indifférencié, le but n'est pas qu'un sujet pense par lui-même, son identité est d'abord d'appartenir au groupe.»*

Autre sociologue connu pour son adhésion à l'idée que la délinquance immigrée a des origines culturelles, Hugues Lagrange avait publié en 2010 un livre à ce sujet, *Le Déni des cultures*, qui lui avait valu de vives réprobations de la part de nombre de ses pairs. Il expliquait que c'est en réalité la difficulté chez les immigrés venus du Sahel (et sur lesquels portait son étude) de concilier leur culture d'origine à celle du pays d'accueil, qui les pousse à s'affranchir de l'autorité des institutions et à sombrer dans la délinquance. [Ainsi détaillait-il dans une interview au Figaro](#) : *«S'il y a bel et bien aujourd'hui, dans les quartiers d'immigration, un problème culturel, celui-ci résulte moins d'un irrédentisme des cultures d'origine que du choc avec les normes et valeurs nées de la majorité dans les sociétés d'accueil»*.

À vrai dire, aucune de ces explications n'est exclusive l'une de l'autre : surtout, aucune ne semble devoir être écartée d'office, à moins d'enfermer de nouveau ce débat de société dans une logique idéologique.

26 juillet (NZZ)

<https://www.nzz.ch/wirtschaft/demokratie-verbessern-zeitinkonsistenz-und-kurzfristigkeit-ld.1695086>

KOLUMNE

Die Kurzfristigkeitsfalle der Demokratie

Alle Demokratien leiden an einem zu kurzen Zeithorizont. Jener der Politiker wird stark von der Wiederwahl bestimmt. Die Bevölkerung denkt zwar meist längerfristig, verweigert sich dann aber dennoch Reformen, die hier und heute weh tun. Dabei verlangten viele Herausforderungen einen Zeithorizont von Jahrzehnten. In dieser Inkonsistenz liegt eine Schwäche der Demokratie.

Gerhard Schwarz

26.07.2022, 05.30 Uhr



Die Demokratie leidet an einem strukturellen Anreizproblem.

Benjamin Manser

Es ist erstaunlich, wie sehr in der Theorie der Wirtschaftspolitik der Faktor Zeit und der Zeithorizont vernachlässigt werden. Zwar fand Ende der 1970er Jahre das Phänomen der Zeitinkonsistenz Eingang in die Theorie, also die Beobachtung, dass man zwar häufig weiss, was mittelfristig angezeigt wäre (zum Beispiel abnehmen), aber das gerne immer wieder auf morgen verschiebt, weil es ja kurzfristig kaum einen Unterschied macht. Deshalb geschieht vieles, wenn überhaupt, dann zu spät. Aber es gibt eine zweite, weniger beachtete Inkonsistenz, nämlich die unterschiedlichen Zeithorizonte der Akteure. Sie führt zusammen mit der ersten Zeitinkonsistenz dazu, dass sich für dringliche Reformen keine Mehrheiten finden und dass längerfristige Herausforderungen und Verantwortlichkeiten vernachlässigt werden.

In ihren persönlichen Angelegenheiten dürfte der Zeit- und Planungshorizont vieler jüngerer Wirtschaftssubjekte bei höchstens 10 bis 15 Jahren liegen. Ein Indiz dafür ist, dass sich diese nur wenig gegen ihre Benachteiligung bei der Altersvorsorge wehren. AHV- und Pensionskassenbezug liegen für sie einfach zu weit weg.

In der Mitte des Lebens weitet sich der Zeithorizont. Zum einen rücken die Zeit der Pensionierung und die letzte Lebensphase näher und werden plastischer, zum anderen führt der Gedanke an das Wohlergehen der Kinder und Enkel zu einer längerfristigen Perspektive.

Gegen das Lebensende dürfte der Zeithorizont bei vielen wieder etwas enger werden. Und dann sind da noch die Aktivistinnen und Bewegten jeglichen Alters, deren Zeithorizont jedes menschliche Fassungsvermögen übersteigt; sie geben vor, in Jahrhunderten, wenn nicht

Jahrtausenden zu denken, denn es gehe ihnen um das Überleben der Menschheit und vor allem des Planeten.

Gerhard Schwarz war Leiter der Wirtschaftsredaktion der NZZ und ist Präsident der Progress Foundation.

NZZ

Der Zeithorizont der Politik, der dem gegenübersteht, entspricht nicht einmal dem kurzfristigen Denken der Jungen. In den meisten Demokratien wird alle vier oder fünf Jahre gewählt, in den USA herrscht alle zwei Jahre Wahlkampf. Das ist der Zeithorizont für Politiker, die wiedergewählt werden wollen. Wenn sie mit Blick auf weitreichende Projekte der Bevölkerung viel abverlangen, ist die Gefahr gross, dass sie abgewählt werden. Das engt ihren Spielraum für eine langfristige Politik enorm ein.

Wenn sie sich umgekehrt die Unterstützung des Volkes kurzfristig erkaufen, mit grosszügiger Schuldenpolitik, dem Hinausschieben notwendiger, aber unangenehmer Reformen und wenig durchdachten Konzessionen an den Zeitgeist, müssen sie nie für diese Verantwortungslosigkeit und den Mangel an strategischer Weitsicht geradestehen.

Die Demokratie leidet also an einem fundamentalen strukturellen Anreizproblem. Das wird in Zeiten von Krisen und Zeitenwenden besonders deutlich. Lösungen, die nicht in autoritäre Strukturen abgleiten, sind schwierig.

Zumindest einen gedanklichen Ansatzpunkt liefert eine Idee von Friedrich August von Hayek, der aus anderen Gründen eine Kammer (von zwei) mit einer Amtszeit von 15 Jahren und ohne Wiederwahlmöglichkeit vorschlug. Die Demokratie verdiente jedenfalls den Versuch, ihr mehr Langfristigkeit einzuimpfen.

24 juillet (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/daron-acemoglu-l-economiste-qu-il-faut-suivre-23-07-2022-2484163_1913.php

Daron Acemoglu, l'économiste qu'il faut suivre

Daron Acemoglu est devenu incontournable. Dans son tour du monde des grands penseurs de notre temps, Mathieu Laine l'a rencontré pour « Le Point ». Stimulant.



Dans la famille « Schumpeterienne », le fils : Daron Acemoglu. © Dessin : Dusault

Par [Mathieu Laine](#)

Publié le 23/07/2022 à 17h00

Il est l'économiste que tout le monde s'arrache. Né le 3 septembre 1967 à Istanbul, ce professeur du MIT figure au sommet de la liste des nobélisables. « *C'est une sorte d'économiste total* », dit de lui le jeune professeur à Berkeley, Antoine Levy, qui l'a rencontré alors qu'il faisait son doctorat au MIT. David Thesmar ne tarit pas davantage d'éloges sur son collègue de la célèbre université américaine : « *C'est un grand théoricien, une force de la nature, un penseur prolix et intense.* »

Daron Acemoglu a embrassé tous les champs et sous-champs de la discipline depuis deux décennies. Ses articles universitaires sont nombreux et comptent parmi les plus cités au monde. Ses deux essais phares, coécrits avec James Robinson, *Why Nations Fail* (Pourquoi certains pays s'en sortent, et d'autres pas – 2012) et *The Narrow Corridor* (Le corridor étroit – 2019), sont des best-sellers traduits dans plusieurs langues.

Une pensée en constante maturation

S'il est de plus en plus connu, Acemoglu n'en est pas moins un esprit difficile à étiqueter. Libéral parce qu'il défend l'économie de marché et le primat de la liberté, il soutient tout autant l'idée d'un État suffisamment fort pour briser les rentes, éviter des cataclysmes sociétaux et faire respecter les normes qui, sans elles, ouvriraient la porte au chaos ou priveraient les individus des incitations à participer au processus collectif de création de valeur.

À l'opposé des idéologues déguisés en scientifiques, qui tordent les données et biaisent leurs travaux par un apriorisme omniprésent, sa pensée et son positionnement évoluent au gré de ses recherches. Ce qui fait dire à David Thesmar que si Daron Acemoglu n'est pas à proprement parler « *un empiriste* [qui regarde les données sans a priori], *il est un théoricien ouvert à ce que les données peuvent dire de ses théories.* » Inclassable, Acemoglu ? Tout dépend du moment où on le regarde.

Des origines néoschumpétériennes

Au jeu des sept familles, si vous aviez demandé il y a dix ans « le fils » dans la famille des « schumpétériens » (Joseph Schumpeter ayant été le grand penseur de l'innovation et de la « destruction créatrice »), on vous aurait répondu Philippe Aghion ou... Daron Acemoglu.

Influencé par Douglass North, prix Nobel d'économie en 1993, le père de l'école institutionnaliste (pour laquelle c'est la qualité des institutions qui autorise ou non la croissance), mais aussi par les travaux du hussard français de l'innovation, Philippe Aghion, Daron Acemoglu s'est en effet interrogé dans *Why Nations Fail* sur les origines de la croissance économique et sur les freins et accélérateurs que sont les systèmes normatifs et incitatifs.

En comparant, fort d'une approche anthropologique innovante, la Corée du Nord avec la Corée du Sud, les États-Unis avec l'Amérique latine, ou en se penchant sur des situations historiques spécifiques en Somalie, à la Barbade ou au Mexique, Acemoglu a démontré la supériorité et l'efficacité des régimes juridiques et économiques centrés sur la liberté et sur la propriété privée, dès lors qu'ils sont alliés à des systèmes étatiques suffisamment robustes pour que la norme l'emporte sur la force, l'arbitraire et la captation clanique. Sans cela, explique l'économiste, « *il n'y a pas suffisamment d'incitation pour les personnes à déployer leurs efforts et leurs talents* » à soutenir non seulement la réussite de leurs projets mais aussi, ce faisant, un ordre plus grand et une société plus efficace pour chacun.

Le corridor étroit

Un peu plus tard, Acemoglu maintient cette approche « institutionnaliste » mais regrette de s'être trop attardé sur la croissance strictement économique. Il ambitionne d'élargir le champ de ses recherches aux préoccupations extra-économiques « *comme la justice ou la liberté* », prises dans une acception plus large. Il s'interroge également sur la dynamique intrinsèque des institutions (d'où viennent les intuitions inclusives ?) et sur la capacité ou non des États à maintenir leurs objectifs sur le temps long. C'est pour répondre à ces défis qu'il a écrit *The Narrow Corridor*, un livre que tout dirigeant actuel devrait lire.

Pour le professeur du MIT, il est ainsi un « *corridor étroit* » qu'il nous faudrait collectivement emprunter « *pour préserver les libertés tout en accomplissant les objectifs centraux de l'État* ». À savoir garantir les capacités d'émancipation des individus (école, formation, égalité des chances, protection sociale pour les plus fragiles), préserver l'existence de marchés libres et équitables, protéger les minorités pour lutter contre les plafonds de verre et sécuriser l'efficacité productive (stabilité des normes, fiscalité incitative, valorisation de la recherche et de l'innovation). Pour cela, il faut, nous dit Acemoglu, trouver ce chemin subtil vers un « *Léviathan enchaîné* », qu'il imagine à mi-chemin entre le « *Léviathan despotique* » et le « *Léviathan absent* ».

Reprenant à son compte la métaphore du monstre marin chère à Hobbes, il expose que si l'État est trop puissant, il étouffe les libertés et avec elles les capacités d'émancipation, d'ascension sociale, d'invention et de réalisation personnelle. C'est selon lui le cas de la Chine quand elle s'arroge la puissance de feu d'un capitalisme d'État arrimé à un marché géant tout en piétinant les libertés politiques. C'était l'URSS hier. C'est aujourd'hui le Venezuela de Maduro ou la Russie de Poutine. Ce sont également, dans une moindre mesure, toutes les démocraties dans lesquelles l'État est si intrusif qu'il casse les dynamiques personnelles.

Contrepoids

À l'inverse, quand la société est trop peu organisée, quand elle empêche le développement d'un État efficace et que les institutions manquent pour créer un contexte de sécurité physique et juridique, à l'image des Tiv du Nigeria, les personnes sont livrées à elles-mêmes, sans capacité d'organisation collective et dépourvues du cadre nécessaire pour prospérer. Dès lors, « *la seule manière de forger une liberté durable, c'est de trouver l'équilibre nécessaire à la construction d'un Léviathan enchaîné. La vraie liberté ne peut prospérer ni sans État, ni sous le joug d'un Léviathan despotique* ».

Ce couloir étroit implique « *de la compétition et de la coopération* » mais aussi, parce que « *la liberté ne s'exporte pas* », une maturité organiquement et lentement acquise au prix de l'expérience « *d'un pouvoir acceptant des coalitions* », et d'être structurellement regardé de manière suspicieuse. Le pouvoir ne doit pas être concentré mais soumis à des contrepoids, comme ce fut le cas dans plusieurs États du Nord pendant la Renaissance italienne ou dans la démocratie athénienne, ou encore dans certaines parties de l'Europe au Moyen Âge.

Si Acemoglu assume l'étroitesse du couloir pouvant mener à cet équilibre optimal, il pointe les risques de la « *path dependency* », cette forme d'addiction systémique aux chemins de servitude dès lors qu'ils ont été empruntés. « *Plus on avance vers le Léviathan despotique en acceptant d'étendre le champ d'intervention de l'État dans nos vies, plus l'État se renforce et la société s'affaiblit* », rendant plus sinieuse la route vers un modèle pariant sur la liberté.

Fuyant le relativisme, il est persuadé que l'aspiration à la liberté est tout autant partagée par les Français, les Américains ou les Chinois et il prévient, au sortir d'une pandémie ayant renforcé les pouvoirs des États : « *Lorsque l'État devient fort, la société civile doit devenir toute aussi forte.* » De quoi inspirer nombre de nos pays en souffrance.

La robotisation destructrice

Dans quelques semaines, Daron Acemoglu va encore faire parler de lui. Il s'apprête à publier un livre choc, *Au nom du progrès*, un essai pessimiste revenant sur mille ans de l'histoire du progrès et dénonçant la robotisation et l'automatisation – à l'inverse de Johan Norberg, de Tyler Cowen et surtout de Philippe Aghion, qui appuie ses publications sur des données bien réelles.

Pour Acemoglu, nous allons vivre une destruction massive des emplois peu qualifiés, qui ne seront pas remplacés. Grand amateur de littérature, il me confie, tout en dégustant avec gourmandise de « *délicieux fromages français* », avoir adoré le dernier roman de Ian McEwan, *Une machine comme moi*, dans lequel Miranda couche tragiquement avec « Adam », l'androïde que son amoureux lui a offert. Voilà qui donne le ton. Un article cosigné en 2020 par Claire Lelarge, Pascual Restrepo et Acemoglu, à partir de données françaises, révèle toutefois que, même si l'on constate une baisse en agrégés au niveau des secteurs les plus robotisés, l'emploi croît dans les entreprises qui s'automatisent le plus car elles deviennent plus compétitives.

D'autres articles d'Acemoglu sont cependant plus sombres et sa charge se veut forte. Lui qui plaide pour « *une régulation drastique des géants de la Tech* » et un « *fléchage par les États de l'innovation* » ne manquera pas de faire réagir. Quittant les rives schumpétériennes, Acemoglu rejoint la famille des « institutionnalistes sceptiques ». Parce que jamais le soleil ne se couche au pays de la pensée, ce débat ne fait que commencer.

21 juillet (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/07/21/germans-have-been-living-in-a-dream>

Europe | Charlemagne

Germans have been living in a dream

Their energy policy has been a fantasy



Jul 21st 2022

The story is old and takes many forms. A fairy-tale version, recorded two centuries ago by the Brothers Grimm, tells of a certain Karl Katz, a goatherd in the Harz Mountains of central Germany. One night a straying goat leads Katz deep into a cave. Tempted by strange men, he drinks a potion and falls asleep. On waking he finds that not hours, but years have passed. The world around him has changed.

The bewilderment felt by Katz is now shared by many Germans. Some years ago Europe's richest country slipped into a state not quite of slumber, but of sleep-walking. Newly reunited and lulled by their own economic and diplomatic success, Germans settled into a comfortable belief that their system was working near-perfectly. Governmental policies came to be guided less by pragmatism than by self-deception, as leaders plied voters with intoxicating talk of perpetual prosperity with minimal friction and, of course, zero emissions.

The awakening, to the sound of Russian tanks grinding into nearby Ukraine, has been rude. In some ways Germany finds itself not, like Katz, years in the future, but decades in the past. Instead of cruising on an Autobahn towards liberal democracy, much of the wider world has skidded into ugly kinds of populism that Germans recall all too well. Rather than enjoying an era of peaceful co-operation, Germany is finding that guns and soldiers—including American ones—are suddenly back in demand. German prosperity turns out to rely not solely on the industriousness of its people, as in the cheering fairy-tale version, but also on cheap imported energy and manpower. And of course that nice Vladimir Putin, who gift-wrapped whole pipelines full of natural gas, turns out to be a wolf.

Put simply, years of complacency have landed Germany in a pickle. Yet even as the establishment comes to terms with the scale of its dilemma, and with the immense challenge of changing course, Germany's conversation with itself remains strangely parochial and lacking in urgency. Even more odd, in a country that prides itself on the openness of its democracy, is the failure to account for what went awry. Yes, some public figures have rightly been scolded for looking at Russia through rose-tinted lenses. But the systemic nature of Mr Putin's deceptions and of Germany's wilful blindness have hardly been explored. No one seems to want to talk about what happened "in the cave".

Consider Germany's woeful dependence on Russian fuels. This came about not only because Mr Putin seduced businesses and politicians with low prices, so boosting Russia's share of Germany's natural-gas consumption from 30% two decades ago to a 55% chokehold. Decisions were also taken to shrink

the supply of energy from other sources. Among numerous examples of such foolishness, the best-known concerns nuclear power. When a tsunami hit the Japanese nuclear reactors at Fukushima in 2011, the government of then-chancellor Angela Merkel *flippte aus*, shutting down half of Germany's nuclear generation capacity virtually overnight. It set a closing date for the last three plants of December 2022, a target that is only now being questioned, as crippling power shortages loom. Reflecting the peculiar absence of urgency in German politics, one mooted compromise calls on the Greens to drop their insistence on closing the reactors in exchange for their liberal coalition partners dropping objections to speed limits on the Autobahn.

Yet perhaps Germany's biggest own goal was scored against its own natural-gas industry. Germans lack the luck of the neighbouring Dutch, whose giant Groningen field, a mere bicycle-ride from the border, has gushed out some \$500bn worth of gas since 1959 (allowing this newspaper in 1977 to coin the term "Dutch Disease"). But neither are Germany's own reserves puny. At the turn of the millennium Germany was pumping out some 20bn cubic metres (bcm) of natural gas a year, enough to meet close to a quarter of national demand. But although geologists think that Germany holds at least 800bcm of exploitable gas, production has not grown but rather collapsed, to a mere 5-6bcm, equivalent to just 10% of imports from Russia.

Fear of fracking

The reason is simple. Geology dictates that nearly all Germany's gas can only be extracted using hydraulic fracturing, but the German public holds an irrational fear of fracking. Not just a fear: in 2017 Ms Merkel's government passed a law that essentially bans commercial fracking, even though German firms have been using the technique in the country since the 1950s, with not a single reported incident of serious environmental damage.

The causes of the public's fear are not hard to find. In 2008 Exxon, a big American oil firm, proposed expanding the use of fracking at a site in northern Germany. As environmentalists piled in to protest, the increasingly influential Green party joined the fray. So did Russia Today, a pro-Kremlin channel, blaring warnings that fracking causes radiation, birth defects, hormone imbalances, the release of immense volumes of methane and toxic waste, and the poisoning of fish stocks. No less an expert than Mr Putin himself declared, before an international conference, that fracking makes black goop spew out of kitchen taps.

Germans do seem to like fairy tales. "Eventually we gave up trying to explain that fracking is absolutely safe," sighs Hans-Joachim Kümpel, a former head of the main government advisory body on geoscience. "I can't really blame people who have no understanding of subsurface geology, if all they hear is horror stories."

German gas producers say that given a chance, with today's even cleaner and safer new fracking methods they could double their output in as little as 18-24 months. At that level Germany could be pumping gas well into the next century. That would trim imports by some \$15bn a year. And that is no fairy tale.

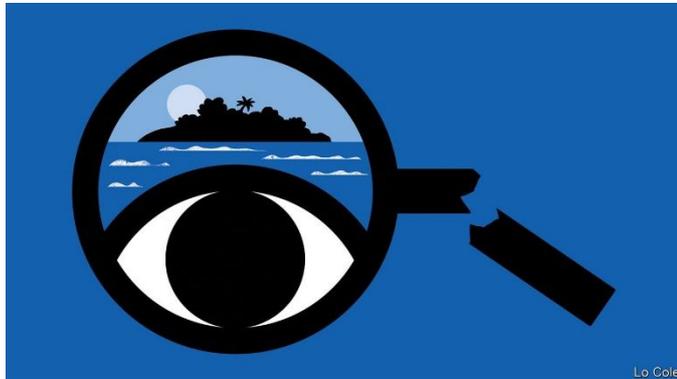
21 juillet (The Economist)

<https://www.economist.com/the-americas/2022/07/21/latin-american-politicians-yearn-for-utopia>

[The Americas](#) | Bello

Latin American politicians yearn for Utopia

Their woolly idealism can be glimpsed in Chile's new constitution and in the policies of Colombia's president



Jul 21st 2022

When he wrote "Utopia", a satire published in 1516, Thomas More was careful not to give an exact location for his imaginary island with its perfect society. But the reader is given to understand that it was sited off the coast of Brazil. That was hardly coincidental.

Listen to this story. Enjoy more audio and podcasts on [iOS](#) or [Android](#).

The idea of Utopia may be universal, but ever since Columbus and the European encounter with the Americas, which took place not long before More wrote, it has had a particular association with Latin America. This was nourished by myths of El Dorado and the Amazons; by tales of the prodigious civilisations of ancient Mexico and the Incas; and by European notions of the new world as both a natural paradise peopled by Rousseau's "noble savage" and a blank slate on which any project could be inscribed. "We have clung to Utopia because we were founded as a Utopia, because the memory of the good society lies in our origins and also at the end of the road, as the fulfilment of our hopes," as Carlos Fuentes, a Mexican novelist, wrote.

This streak continues to this day in Latin American politics. The Utopian urge is to "refound" rather than reform countries, expressed in new constitutions or the disqualification of political opponents. It often militates against the more modest but achievable goals of good government and steady progress.

Take, for example, the proposed new constitution presented this month in Chile. With 110 articles in its chapter on "fundamental rights and guarantees" it is a detailed blueprint for an ideal society in which no one is discriminated against and everyone enjoys equality, though some more than others. It guarantees everyone the right, among other things, to "neurodiversity", to "the free development" of "the personality, identity and life projects" and to "leisure, rest and the enjoyment of free time". It also requires the state to promote and guarantee "the harmonious inter-relationship and respect of all symbolic, cultural and heritage expressions". No matter that these aspirations are hopelessly woolly, are often at odds with one another and are supremely unlikely to be realised.

Or take Colombia's newly elected president, Gustavo Petro. Not only did he originally propose to ban all new prospecting for oil, gas and minerals in a country that relies on mining and oil for over half of its exports, but he also promised that the state would give jobs to the 11% of the labour force who are unemployed (his designated finance minister says this won't happen). Mexico's president, Andrés Manuel López Obrador, promises not just humdrum policy and administration but rather a "fourth

transformation”, akin to his country’s independence or its revolution of 1910-17. And outsiders, from Butch Cassidy, an American train robber who died in Bolivia, to a group of German anti-vaxxers who set up a commune in the wilds of Paraguay during the pandemic, continue to see Latin America as a place to pursue their dreams undisturbed by laws or restrictions.

The problem with this search for Utopia is that it coexists with generally poor government. That may not be coincidental. As Carlos Granés, a Colombian essayist, has explained in “Delirio Americano”, a monumental exploration of culture and politics in Latin America in the 20th century published earlier this year, the Utopian infatuation of the region’s intellectuals with nationalism and revolution led them to disdain liberal democracy and embrace authoritarian leaders of the right or left. These impulses have hardened into a Latin American political brand. “If we renounce Utopia and revolution, what place would Latin America have in the concert of nations?” Mr Granés asked. Their cult reached its apogee with Che Guevara, liberation theology and Sub-Comandante Marcos and his Zapatista national-liberation army, with their respective examples of sacrifice and redemption through guerrilla war against imperialism, the exaltation of the poor and what Mr Granés terms “revolution as performance art”.

The yearning for Utopia is a response to the injustices and inequalities of Latin American societies. But it may make those problems worse. Utopia slides all too easily into a dystopia of poverty and police states, as has happened in Fidel Castro’s Cuba, Daniel Ortega’s Nicaragua and Hugo Chávez’s Venezuela. Even where it doesn’t, it can lead to frustration and reaction, as may be Chile’s fate.

Far better for Latin America’s politicians to be honest with their people about the limits of the possible and to pursue the path of steady progress rather than the search for paradise.

21 juillet (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/david-lisnard-retablir-la-securite-condition-sine-qua-non-de-la-dignite-humaine-et-de-l-unite-de-la-nation-20220720>

David Lisnard: «Rétablir la sécurité, condition sine qua non de la dignité humaine et de l'unité de la nation»

Publié le 20/07/2022 à 19:53, mis à jour le 20/07/2022 à 20:40

TRIBUNE - Face à l'insécurité grandissante et protéiforme qui sévit tous les jours en France, le président (LR) de l'Association des maires de France insiste sur l'urgence d'agir. Si de nouvelles dispositions pénales doivent être adoptées, l'exécution et le suivi rigoureux des sanctions sont, selon lui, la priorité. Seul le retour de l'efficacité régalienne est susceptible d'établir un ordre juste, argumente-t-il.

Multiplication des attaques au couteau, rixes répétitives avec armes blanches, atteintes à l'intégrité physique des personnes, vols avec violence, coups en pleine rue pour dérober une montre ou simplement par pure sauvagerie, rodéos urbains, violences sur les femmes, cambriolages avec brutalités, loi par la terreur des dealers, harcèlement et agressions d'adolescents, agressions de maires, agressions de policiers et de gendarmes, etc.

La réalité est là et elle ne doit surtout pas être banalisée.

Or, hormis quelques «buzz» émotionnels, les phénomènes d'insécurité et d'incivisme sont édulcorés dans le champ médiatique alors qu'ils sont croissants et altèrent gravement la vie quotidienne de beaucoup d'entre nous.

Il ne s'agit pas de surréagir à chaque fait divers, comme cela peut être le cas dans le flux de l'actu continue, mais de saisir la gravité de la délinquance pour ses victimes et les Français les plus exposés, de comprendre sa réalité statistique et vécue, d'avoir conscience de l'aggravation de la situation.

Ces faits se multiplient, ils ne sont ni une invention fantasmée, ni une perception biaisée, ni une instrumentalisation politicienne.

Avec une augmentation de 12% des homicides depuis 2017, de 11% des viols et de 32% des coups et blessures volontaires, les chiffres sont implacables

Avec une augmentation de 12 % des homicides depuis 2017, de 11 % des viols et de 32 % des coups et blessures volontaires, les chiffres sont implacables. En termes de comparaisons internationales, la balance ne penche pas en notre faveur avec 1,28 homicide pour 100.000 habitants contre 0,71 en Allemagne ou encore avec la deuxième place française parmi les pays européens pour ce qui concerne les coups et blessures volontaires, ce qui dénote ces dernières années une exacerbation de la violence dans notre pays.

L'incapacité régalienne à juguler cette insécurité, malgré le travail des forces de l'ordre et de la justice, est d'abord dramatique pour beaucoup de Français. Elle est ensuite destructrice pour la société. En y ajoutant la grandiloquence récurrente des discours martiaux des dirigeants politiques proportionnelle à l'impuissance des actes face aux délinquants, couplée à l'intransigeance de l'État à l'égard de la moindre faute des «gens biens» et autres automobilistes, il en résulte un sentiment d'injustice et parfois un ressentiment qui sont des facteurs de délitement civique et constituent des ferments de révolte. Un exemple concret permet de mesurer ce «deux poids, deux mesures» à travers le taux de recouvrement des amendes: 16 % pour les escroqueries, 25 % pour les vols, 23 % pour les stupéfiants d'après un rapport du Sénat de février 2019.

Et la situation va empirer avec les lourdes conséquences des arrêts du 12 juillet dernier de la Cour de cassation, à la suite de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne, qui va priver les procureurs de la République de la possibilité décisive dans les enquêtes de recourir aux données de téléphonie mobile, dont les fadettes, les SMS et la géolocalisation des suspects.

Toute cette réalité est sous-estimée, même parfois niée - voire moquée dans ses dénonciations publiques par les ricaneurs de la bien-pensance - dans les propos déconnectés et conformistes de nombre de commentateurs, certains analystes, journalistes, hauts et moyens fonctionnaires, dirigeants, professeurs, soit pour des raisons idéologiques, soit parce que leur milieu les préserve dans leur quotidien de cette insécurité.

Au sommet de l'État, les circonvolutions du ministre de l'Intérieur afin de tromper l'opinion et le silence du président de la République lors des exactions commises autour du Stade de France pour la finale de la Ligue des champions en sont une manifestation parmi d'autres. Le déni est total et ne saurait être masqué par des discours de circonstance liés aux émotions médiatisées.

Cette situation est grave. Elle pourrait la vie des Français exposés aux violences, chaque jour plus nombreux, et nourrit une profonde crise civique faite d'indifférence croissante à la chose publique, d'abstention électorale et d'apathie politique, de montée des paroles démagogiques et des votes extrémistes.

Cette situation ne peut plus être occultée.

Cette situation n'est pas une fatalité.

Cette situation doit et peut être combattue dans le respect des principes de notre démocratie républicaine par des actes fermes, constants, efficaces.

Certaines dispositions pénales doivent être adoptées, telles que l'expulsion de tout délinquant récidiviste ou criminel étranger dans son pays d'origine, l'exécution réelle de courtes peines de prison pour les petits délits, et certaines mesures sont à engager réellement et tout de suite, comme la réalisation de 20.000 places de prison supplémentaires et la réorganisation administrative de la police afin d'augmenter le taux de présence sur le terrain à hauteur de 40 % comme en 2011 contre 37 % aujourd'hui.

Mais c'est surtout dans la capacité d'exécution des choses, de suivi rigoureux, d'exhaustivité méthodique dans l'application des sanctions, que notre pays parviendra à retrouver partout une plus grande sécurité et tranquillité.

Débureaucratisation et simplification administrative

D'autres mesures méritent d'être étudiées, comme celles formulées par Thibault de Montbrial, qui pourraient être de nature à améliorer l'efficacité de notre organisation de sécurité intérieure: regrouper l'ensemble des directions de la police nationale sous la responsabilité d'une seule structure, à l'instar de la gendarmerie, ouvrir le recrutement d'experts techniques, informatiques, scientifiques à des spécialistes hors concours, donner davantage de latitude à l'utilisation par nos forces de l'ordre des véhicules saisis via l'Agrasc (Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués).

La débureaucratisation et la simplification administrative doivent permettre à nos forces de l'ordre d'être plus performantes, car plus agiles, plus modernes, plus adaptées aux enjeux du terrain.

La parole politique qui accompagnera ces mesures aura vocation à restaurer la confiance des citoyens par sa clarté, son honnêteté et sa sobriété.

Parallèlement à l'ambition économique et écologique, scientifique et industrielle, éducative et culturelle que doit retrouver la France, l'efficacité régaliennne établissant un ordre juste est la condition *sine qua non* de la dignité humaine et de l'unité la nation.

Car il n'est point de réalité républicaine sans sécurité et respect du droit.